



CONFERENCE PARLEMENTAIRE SUR LA CRISE ECONOMIQUE MONDIALE

Organisée par l'Union interparlementaire
Genève, 7 et 8 mai 2009

CRS/2009/SR.1
25 juin 2009

COMPTE RENDU DE SEANCE

**Jeudi 7 mai 2009
(matin)**

Séance inaugurale

Le Président de l'UIP, M. T.-B. GURIRAB, souhaite la bienvenue aux participants. Il souligne que, si un certain nombre de réunions multilatérales ont déjà été organisées sur le thème de la crise financière, cette conférence est la première réunion mondiale de parlementaires sur la question. Sous la houlette d'experts hautement qualifiés, les parlementaires examineront les origines de la crise, les mesures à prendre pour juguler la récession sociale, rechercher une stabilité et une croissance nouvelles et atténuer les conséquences de la crise sur le développement.

La conférence abordera ensuite la dimension genre de la crise économique et la réforme du système financier international avant de conclure sur des idées de stratégie parlementaire. Elle ne donnera pas lieu à un document final officiel mais M. Gurirab, en tant que Président, fera la synthèse des principales conclusions et avancées.

Il poursuit en indiquant que les parlementaires se doivent de demander des comptes sur la façon dont les nations sont gouvernées et d'exercer leur contrôle parlementaire pour veiller à l'adéquation entre les politiques et programmes mis en œuvre et les aspirations des électeurs. Il est bon que les parlementaires, qui ont un rôle de supervision et de surveillance des gouvernements et des institutions publiques, réfléchissent à la façon dont ils peuvent atténuer les conséquences des événements actuels, à leur propre rôle dans la survenance de ces événements et prennent conscience de ce qu'ils auraient pu faire pour les empêcher.

Il incombe aux parlementaires de se faire une idée plus claire des mesures à prendre pour traiter les crises économiques et protéger ceux qui pâtissent le plus de l'inaction et des lenteurs, à savoir les plus pauvres. La planète est mise en danger, non seulement par un mauvais usage de l'argent mais aussi par l'augmentation des prix alimentaires, l'instabilité du coût de l'énergie et les effets dévastateurs du changement climatique. L'extrême pauvreté déstabilise la société et ses institutions, et compromet la paix.

L'ouragan économique qui balaie le monde peut aussi annoncer des opportunités. M. Gurirab souhaite que cette conférence suscite un nouvel élan de réflexion sur les moyens de créer des emplois nouveaux et meilleurs, de répartir les richesses du monde plus équitablement et de rejeter définitivement la pauvreté dans le passé. Les sommes colossales qui ont été déboursées pour renflouer les banques montrent que ce n'est pas l'argent qui fait défaut pour la réalisation des objectifs de développement mais plutôt la volonté politique. C'est une question de choix des priorités.

Aucun pays ne pouvant résoudre la crise tout seul, il faudra résister aux tendances à l'isolation et au protectionnisme. Il faudra trouver une solution multilatérale permettant aux femmes de travailler sur un pied d'égalité avec les hommes pour résoudre ce qui est reconnu par tous comme un problème mondial.

Le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), M. SUPACHAI PANITCHPAKDI, indique qu'il a été chargé de transmettre un message de la part du Secrétaire général des Nations Unies, lequel estime que le monde a besoin de l'influence des parlementaires pour régler un certain nombre de dossiers mondiaux interdépendants et urgents.

La crise économique et financière continue à perturber les marchés et elle risque d'effacer les avancées durement acquises dans la marche vers les Objectifs du Millénaire pour le développement, de provoquer des crises sociales, d'engendrer une nouvelle pauvreté et d'affamer des millions de personnes. Les effets des changements climatiques nous frappent plus durement et avec plus d'insistance que prévu. Parallèlement à ces dangers, nous devons affronter des défis complexes pour la paix et la sécurité, dont le terrorisme et l'extrémisme, une aggravation potentielle de la prolifération nucléaire et des conflits intra-étatiques qui suscitent des bouleversements dans des régions entières.

L'épidémie de grippe A (H1N1) est la preuve la plus récente que le sort de tous les pays est lié. Le monde doit réagir en mettant en place un nouveau multilatéralisme dans lequel la communauté internationale se rassemble non seulement pour régler chaque problème individuel mais pour les traiter en parallèle. Les solutions au changement climatique, par exemple, doivent tenir compte des besoins alimentaires et énergétiques. Les solutions à la crise économique se trouvent en partie dans l'énergie verte, les emplois verts et la croissance verte. En échangeant des idées dans le cadre de cette conférence, les parlementaires pourront initier des mesures qui remettront le monde sur la voie de la reprise économique et du développement durable à long terme. Les Nations Unies seront un partenaire dans cette entreprise cruciale et le Secrétaire général s'engage à soutenir de son mieux les parlementaires dans leur effort de recherche d'un avenir meilleur.

Poursuivant avec sa propre allocution, l'orateur indique qu'il souhaite insister, comme le Secrétaire général, sur l'importance du rôle des parlementaires dans la réponse à apporter à l'une des crises les plus profondes et les plus traumatisantes que le monde ait jamais connue.

La crise actuelle atteint un degré sans précédent depuis la Grande dépression. Même si le monde est mieux préparé pour faire face à certains problèmes financiers et économiques, il ne sait toujours pas comment éviter leur réapparition et empêcher l'économie mondiale de connaître des cycles de hauts et de bas. Contrairement à celle qu'a traversée l'Asie en 1997, la crise actuelle est mondiale; elle est liée au système capitaliste de marché mondial, lequel a fait preuve de son efficacité en termes d'allocation des ressources et de stimulation de la concurrence au bénéfice de la croissance, mais s'avère incapable de régler ses propres problèmes en période de turbulences.

Même s'il était difficile de prévoir le moment exact auquel cette crise allait éclater, la CNUCED a été l'une des rares institutions à avoir régulièrement émis des avertissements. Elle a, en effet, attiré l'attention de la communauté mondiale sur le fait que, au moment de la survenance de la crise asiatique, dans les années 90, l'un des problèmes les plus graves était le déséquilibre entre comptes courants et balance des paiements. Dans la crise actuelle, les déséquilibres concernent les déficits budgétaires, les déficits des comptes courants et le déficit

de financement, une partie du monde ayant continué à consommer tandis que l'autre continuait à épargner. Les avertissements répétés de la CNUCED, qui s'inquiétait des énormes proportions prises d'année en année par ces déséquilibres, n'ont pas été pris au sérieux.

La CNUCED a également soulevé le problème de l'évidente dichotomie entre l'absence de régulation financière internationale et la stricte discipline du régime de commerce mondial, imposée, d'abord dans le cadre du GATT puis dans celui de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), à tous les secteurs des marchés et des échanges de produits de base.

La CNUCED a souligné que l'une des causes principales de la crise financière en Asie avait été un processus trop hâtif de dérégulation menant à une libéralisation financière complète sans véritable préparation des marchés, encore immatures, et sans contrepoids du côté des acteurs et des institutions. Même dans les pays les plus avancés, il n'a pas été possible d'éviter les effets négatifs de l'excès de dérégulation.

Quelles sont les causes exactes de la crise actuelle et combien de temps va-t-elle durer ? Combien d'institutions financières et combien de pays va-t-elle toucher ? Il est clair que le chômage continuera à croître, même lorsque l'économie commencera à repartir. Les tendances récessives se sont propagées des pays les plus riches aux pays les plus pauvres, lesquels avaient été dopés par la hausse des produits de base en 2007 mais ont subi, en "victimes innocentes", les effets de la crise en 2009. Les pays émergents, qui ne sont en rien responsables de cette crise, en supportent pourtant les conséquences.

Selon certaines projections récentes du Fonds monétaire international (FMI), il n'y aura pas de reprise tant que les bilans des institutions financières n'auront pas été épurés, la crise étant le résultat d'énormes déséquilibres au niveau des réglementations internationales, des excès de liquidités et des excès du secteur du crédit. Ces déséquilibres concernent le système financier et les ménages. Aux Etats-Unis, la dette des ménages atteint 150 pour cent du revenu des ménages contre 40 à 60 pour cent dans les pays en développement. Il faudra d'énormes programmes de relance, de nombreuses garanties gouvernementales et recapitalisations bancaires avant que les bilans des banques et les finances des ménages ne soient épurés. Dans l'intervalle, les familles devront, elles-mêmes, mettre de l'ordre chez elles en vendant des actifs ou en épargnant davantage.

Alors qu'elles n'ont pas provoqué cette crise, les économies émergentes constatent un reflux sans précédent de fonds vers les zones dollar, d'où un renforcement du dollar et un effondrement progressif des monnaies des pays en développement. Dans le même temps, les institutions financières internationales et les Nations Unies devraient s'inquiéter des 5 000 milliards de dollars E.-U. investis dans des plans de relance et s'interroger sur la viabilité budgétaire de l'appui financier apporté au système. S'il est peut-être nécessaire que les gouvernements prennent d'importantes mesures de relance, il faut aussi qu'ils mettent sur pied une stratégie de sortie de crise et assurent la viabilité de l'économie mondiale après la crise; sinon, les bulles de la dette et des liquidités pourraient se poursuivre dans les économies émergentes après que les économies avancées seront sorties des leurs.

Il n'y a lieu ni d'afficher un optimisme exagéré ni de se laisser rassurer par la classe politique qui, cherchant à restaurer la confiance, fait des remarques lénifiantes sur les jeunes pousses, les rebonds boursiers ou les profits enregistrés par certaines banques. L'examen des bilans des banques annonçant des bénéfices montre que la plupart ont passé leurs actifs toxiques ou leurs réserves pour pertes dans leur compte d'exploitation, ce qui se traduit automatiquement par des bénéfices. Les financiers et les institutions financières sont très imaginatifs en matière de manipulation des bilans et autres instruments.

Comme l'a suggéré le Secrétaire général Ban Ki-moon, pendant que le monde entier se préoccupait de la détresse de la Bourse américaine, les Nations Unies se devaient de se préoccuper de la détresse de ceux dont la bourse est vide. En effet, tandis que le monde dépense des milliards et des milliards de dollars pour aider les dix ou vingt économies les plus fortes du monde, les cent pays restants vont manquer de fonds. Il est temps que les sans-voix se fassent entendre.

L'impact négatif de la crise sur les pays en développement peut se faire sentir sur quatre fronts distincts : commerce, finance, mobilité et investissement. S'agissant du commerce, l'impact est si fort que les pays qui s'en sortaient bien, qui récoltaient les fruits de la mondialisation grâce à leur ouverture et leurs liens avec l'économie mondiale, sont désormais touchés du fait de ces liens mêmes. En Asie, en Amérique latine ou en Afrique, les pays souffrent de la forte baisse des recettes d'exportation. Quelques rares économies se maintiennent, justement en raison de la laxité de leurs liens avec l'économie mondiale. La CNUCED a évalué les pertes des recettes d'exportation des économies pauvres à près de 800 milliards de dollars E.-U., et ce n'est qu'un début. Sur le plan financier, les économies émergentes ont enregistré des sorties nettes de fonds et le financement est devenu plus difficile, les économies développées ayant absorbé les liquidités disponibles. On observe un grand déficit au niveau du financement du commerce, qui a besoin d'être soutenu. La CNUCED a tenté de stimuler le réseau international des banques d'import-export et des banques de développement régionales afin qu'elles puissent s'entraider si les banques commerciales ne le font pas.

Ces dernières années, les fonds transférés par les travailleurs migrants avaient grimpé, atteignant 250 milliards de dollars E.-U. par an, soit presque trois fois le niveau de l'aide publique au développement (APD). La CNUCED a encouragé la mobilité et le déplacement des travailleurs migrants pour permettre la poursuite des envois de fonds qui représentent une importante source de revenu pour les pays pauvres; la baisse des envois de fonds est déjà estimée à 10 pour cent et pourrait s'aggraver encore. L'investissement mondial n'a cessé de reculer depuis son pic de 2007 à 1 900 milliards de dollars E.-U. La baisse a atteint 20 pour cent en 2008 et une nouvelle baisse d'au moins 20 pour cent est à attendre en 2009. Certains pays ont signalé un repli d'au moins 30 pour cent des investissements directs étrangers (IDE) sur leur sol.

L'ampleur de la crise, qui au bout du compte affectera tous les pays en développement, sera sans précédent, et la question se pose de savoir s'il y aura suffisamment de fonds de relance à injecter dans toutes les économies concernées. Les pays en développement n'ont pas tous accumulé des réserves propres et la plupart d'entre eux, qui doivent faire face aux paiements courants et aux déficits budgétaires, auront probablement besoin d'emprunter pour financer leurs dépenses budgétaires.

Les opérations du FMI méritent un examen attentif. Il est positif que le FMI regagne de l'importance et bénéficie d'un surplus de capitaux. Il y a quelques années, le FMI n'avait pas de clients alors que, aujourd'hui, il en a tant d'un bout à l'autre du monde qu'il n'est plus capable de faire face. Le Fonds a 250 milliards de dollars E.-U. à allouer mais cela ne suffira pas car des sommes énormes sont déjà requises pour l'Europe de l'Est, les pays baltes et l'Islande. Les pays en transition et les pays en développement figurent également sur la longue liste des pays qui vont demander des accords de confirmation. Lors de la réunion du G20 à Londres, il a été décidé de fournir au FMI des capitaux frais à hauteur de 500 milliards de dollars E.-U. mais la totalité de cette somme est déjà requise et le processus de décaissement ne se passe pas sans mal. Le FMI demandait précédemment aux emprunteurs de prendre des mesures déflationnistes et pro-cycliques (relèvement des taux d'intérêt, réduction des dépenses et ralentissement de l'économie). Cependant, l'ensemble du monde essaie désormais de

prendre des mesures contra-cycliques : toutes les économies avancées ont fait exactement le contraire de ce que le FMI demandait aux nations emprunteuses. En fait, les crédits accordés dans le cadre d'accords de confirmation à la Hongrie, au Pakistan, à l'Ukraine et à quelques autres pays étaient encore assortis de ces conditionnalités, lesquelles ont été imposées pour garantir le remboursement de l'argent emprunté mais n'assureront pas la reprise économique.

Un autre domaine qui pourrait concerner les parlementaires est celui des financements additionnels. Les droits de tirage spéciaux (DTS) du FMI servent de base à des accords de création d'unités placées sur les comptes des pays qui peuvent ensuite les convertir en devises pour négocier et acheter des marchandises et des services. Les pays du G20 se sont mis d'accord sur une nouvelle allocation de 250 milliards de dollars E.-U. en DTS, bien que le quota existant n'ait pas encore été totalement distribué. Le FMI doit rechercher des voies nouvelles. L'allocation des fonds doit se faire en fonction des besoins effectifs des pays et non des droits de vote des pays membres, une réforme étant nécessaire en la matière.

Tous les pays doivent maintenir leurs actions d'aide publique au développement, dont le niveau accuse, depuis le Sommet de Gleneagles, un déficit de 50 milliards de dollars E.-U. par rapport à l'objectif annoncé; cet effort est indispensable à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement et conforme aux engagements de sécurité alimentaire du Sommet de Rome de 2008. Il ne faut pas laisser la sécurité alimentaire devenir, elle aussi, une bulle : les carences financières n'ont pas affecté uniquement le commerce; en Afrique, en Asie et en Amérique latine, les agriculteurs signalent une réduction des surfaces cultivées. Si les récoltes baissent, l'approvisionnement alimentaire diminuera, la demande et la spéculation augmenteront, ce qui débouchera sur une nouvelle crise. La stratégie de sortie de crise doit prendre tous ces problèmes en compte.

La crise va certainement se poursuivre jusqu'en 2010, même si l'on peut espérer que certains pays réussissent à s'en sortir avant la fin de l'année 2009. La réflexion a certes été lancée sur le thème d'un nouveau système de régulation mais, dès que la crise sera passée, les affaires reprendront leur cours. Il est donc nécessaire que la communauté mondiale veille à la mise en place de mécanismes post-crise d'élaboration d'une réforme. Il est positif que les pays du G20 se soient mis d'accord pour élargir le Forum de stabilité financière (FSF), qui concernait surtout les pays de l'OCDE. Sous la pression du reste du monde, le FSF est devenu le Conseil de stabilité financière (CSF) et s'est élargi à la totalité des membres du G20; toutefois, le travail de mise en place d'un nouveau régime de régulation financière devrait englober toute la communauté internationale ainsi que les Nations Unies. Les institutions de Bretton Woods doivent être réformées de manière structurelle et non cosmétique. Les réglementations prudentielles ne doivent pas se limiter aux pays en développement empruntant des fonds au FMI mais doivent concerner toutes les régions du monde. C'est dans les économies avancées que l'impact de la débâcle économique a été le plus fort et il convient de surveiller ces économies qui entrent dans la politique commerciale de l'Organisation mondiale du commerce.

Présentation vidéo d'introduction **FAILLITES EN CASCADE : GENESE DE LA CRISE**

M. J. SACHS, Professeur au Earth Institute, Université de Columbia, s'exprimant par le biais d'une présentation vidéo enregistrée, souligne le caractère d'interconnectivité des problèmes auxquels le monde se trouve actuellement confronté, caractère qui se retrouve dans les origines de la crise économique, ses effets sur les populations pauvres, la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement et la recherche de solutions respectueuses de l'environnement.

Il estime qu'il ne fait aucun doute que la crise est venue des marchés financiers et des politiques monétaires expansionnistes de la banque centrale des Etats-Unis, la Réserve fédérale, qui ont entraîné un accroissement des liquidités et une augmentation massive des prêts immobiliers aux Etats-Unis, en Europe et dans certaines parties de l'Asie. Cette situation est le résultat de la dernière des trois bulles financières qui se sont développées alors qu'Alan Greenspan dirigeait la Réserve fédérale. La première a favorisé un boum des prêts de capitaux à court terme en Asie au milieu des années 90, rapidement suivi d'un repli après la dévaluation du baht thaïlandais en 1997. Suite à cette crise, la Fed a abaissé ses taux d'intérêt et continué à déréguler les marchés financiers, mettant fin à la distinction entre banque d'investissement et banque commerciale, et excluant toute réglementation des instruments dérivés.

La combinaison entre dérégulation et argent bon marché a été à l'origine de la deuxième bulle, la bulle technologique. La Fed y a répondu en abaissant ses taux d'intérêt à des niveaux sans précédent, ce qui a eu pour effet d'accroître la masse monétaire et de favoriser un développement massif des prêts, également encouragé, à la faveur de la dérégulation, par de nouveaux instruments dérivés, notamment les swaps sur défaillance de crédit et les obligations adossées à des créances. La facilité d'obtention des prêts a entraîné un boum immobilier aux Etats-Unis et en Europe; toutefois, de nombreux emprunteurs se trouvant dans l'impossibilité de rembourser leur emprunt, les défaillances ont commencé à se multiplier en 2006, ce qui a entraîné un resserrement du crédit et une chute des prix immobiliers. Tandis que le nombre des saisies augmentait et que le marché de l'immobilier s'écroulait, les bourses du monde se sont effondrées, d'une part parce que les marchés d'action avaient, eux aussi, profité de l'argent bon marché et, d'autre part, en raison d'une surcote des actions bancaires. La perte de valeur enregistrée par les titres dans ce crash atteint 30 à 40 000 milliards de dollars E.-U., soit l'équivalent de la moitié du produit mondial brut annuel, voire plus. Tandis que les prix immobiliers implosaient, les sociétés qui avaient investi massivement dans les nouveaux types d'actifs se sont retrouvées en détresse financière et la banque Lehman Brothers a fait faillite. Les défaillances sur prêts et les pertes de fonds d'investissement considérés jusque-là comme parfaitement sûrs ont causé une panique financière et un resserrement du crédit bancaire. Les banques centrales se sont alors mises à renflouer le système bancaire, à coups de milliards et de milliards de dollars, alors que les banquiers qui avaient déclenché cette crise continuaient à se verser des millions de dollars de primes.

En raison de l'interconnectivité de l'économie mondiale, l'impact négatif de la crise financière s'est propagé jusqu'aux pays les plus pauvres par différents canaux : les recettes d'exportation et le prix des produits de base ont baissé dans les pays en développement, l'argent envoyé par les travailleurs migrants a fortement diminué. Des sites miniers ont été fermés dans des communautés qui n'avaient aucun autre moyen de subsistance. Les pays riches ont trouvé 4 à 5 000 milliards de dollars E.-U. pour secourir le secteur financier mais ils ont été incapables de trouver un centime supplémentaire pour les pays pauvres. Des prêts ont été consentis aux pays à revenu moyen mais pas à ceux les plus touchés par la faim, par la maladie et, de plus en plus, par les chocs climatiques. Au Sommet du G20, les dirigeants ont promis d'honorer les engagements pris en 2005 à Gleneagles et de donner 25 milliards de dollars E.-U. Chaque année à l'Afrique qui n'a toujours pas reçu cet argent. Par ailleurs, il se pourrait que l'Italie et la France réduisent leur budget d'aide au développement à cause de la crise financière.

La crise financière a donc un impact négatif sur la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. Les mesures pratiques mises en œuvre pour réaliser ces objectifs (fourniture de repas dans les écoles, de moustiquaires pour protéger les lits, vérification de la protection

des sources sur lesquelles sont installées des pompes) font toute la différence entre la mort par excès de pauvreté et la survie et le développement. Les pays riches n'ont pas tenu leurs promesses et la crise financière a encore aggravé la situation des pauvres. M. Sachs exhorte les pays riches à honorer les engagements pris à Gleneagles.

Le problème environnemental est un aspect crucial de la résolution de la crise : parmi les multiples raisons de l'effondrement de l'économie en 2008, il ne faut pas oublier la brusque hausse de l'énergie et des prix alimentaires qui a grevé le budget des ménages, les mettant dans l'incapacité de rembourser leurs emprunts, accélérant la crise de l'immobilier et menant à l'implosion de la bulle financière. Il ne sera pas possible de sortir de cette crise en essayant de recréer la même bulle car le prix du pétrole atteindrait 147 dollars E.-U. le baril et le prix des céréales repartirait à la hausse dès que l'économie commencerait à rebondir. Il ne s'agit donc pas de répondre à la crise en créant une nouvelle bulle de consommation mais en créant un canal d'investissement pour un développement soutenable à long terme. De toute façon, la consommation ne va pas rebondir à court terme en raison de l'augmentation du chômage et de la dépression que connaissent les marchés des actions : la demande en biens de consommation et le secteur de l'immobilier vont rester faibles. Il faudra donc que la reprise vienne de l'investissement dans une économie nouvelle et durable qui présente le double avantage de fournir du travail dans une "reprise verte" et de créer une énergie renouvelable assurant la sécurité climatique et alimentaire dans un système mondial fort et sain.

Une stratégie d'investissement public respectueuse de l'environnement est nécessaire pour doper la demande et l'emploi à court terme, et assurer un approvisionnement adéquat en énergie. La reprise demande des investissements publics dans les énergies renouvelables, les réseaux intelligents, une nouvelle génération de voitures électriques, des bâtiments écologiques, des véhicules légers sur rail et autres transports publics, des systèmes d'irrigation économes en eau pour assurer la sécurité alimentaire et celle de l'approvisionnement en eau. Les pays riches ont les moyens de stimuler ces investissements tandis qu'une aide internationale au développement sera nécessaire pour permettre aux pays pauvres de s'extraire du piège de la pauvreté. En Afrique, la croissance durable nécessitera de financer des projets de construction de réseaux d'énergie solaire et des systèmes d'irrigation modernes capables de garantir à la fois la sécurité alimentaire et un revenu.

THEME 1 : POLITIQUES MACROECONOMIQUES DE STIMULATION DE L'ECONOMIE MONDIALE

Réunion-débat

CREER DES EMPLOIS ET EVITER LA RECESSION SOCIALE

Le Directeur général du Bureau international du Travail, M. J. SOMAVIA, précise qu'il évoquera la crise financière du point de vue de l'emploi et de la protection sociale. Il est clair que la crise financière s'est propagée à l'économie réelle, détruisant des emplois et suscitant une récession sociale; un leadership politique est nécessaire pour la résoudre.

En 2008, le chômage s'est mis à grimper très rapidement; selon l'estimation de l'OIT, en décembre 2009, le nombre des chômeurs aura augmenté de 50 millions par rapport à décembre 2007. Les chiffres récemment publiés par le FMI montrent que, même si la croissance reprend en 2010, le chômage continuera à croître pendant cette même année. On peut supposer, sans grand risque d'erreur, que cette tendance se poursuivra en 2011. L'économie informelle a, elle aussi, été sévèrement affectée et l'OIT estime qu'au moins 200 millions de travailleurs pauvres basculeront dans la pauvreté à cause de la crise.

Selon les calculs de l'économiste Kenneth Rogoff, après la reprise de la croissance, quatre à cinq ans seront nécessaires pour retrouver les niveaux d'emplois antérieurs. Les politiques doivent donc accepter l'idée que le monde se trouve confronté à une récession et à une crise de l'emploi qui vont durer entre six et huit ans. La bourse n'est pas un indicateur fiable de reprise. On peut certes espérer que les mesures financières et les programmes de relance mis en œuvre par les gouvernements seront efficaces mais il reste encore beaucoup à faire au niveau de la création d'emploi et des filets de sécurité sociale visant à protéger les membres les plus vulnérables de la société. Même lorsque les bourses auront rebondi et que la croissance aura repris, les problèmes resteront entiers; la reprise ne sera pas immédiate, notamment dans les pays en développement.

En réponse à la crise mondiale, l'OIT souhaite mettre en place un pacte mondial pour l'emploi, un accord politique axé sur la protection sociale, le droit à l'emploi et le dialogue social. L'analyse de 40 plans de relance mis en œuvre a montré que ces programmes n'apportaient pas de réponse à ces problèmes. Un pacte pour l'emploi implique une approche différente et l'abandon de l'idée confortable qui voudrait que la reprise économique entraîne automatiquement des créations d'emplois; la crise de l'emploi existait déjà avant le retournement de la conjoncture économique, comme le prouve l'existence d'une économie informelle. Dans le cadre d'une économie sociale de marché, des politiques ciblées, investissant dans la création d'emplois, contribueront à faire évoluer les marchés dans un sens positif. Comme l'a suggéré M. Sachs, il sera important d'investir dans l'énergie verte et dans un environnement durable. Il est, parallèlement, nécessaire d'investir dans les petites entreprises qui, avec des ressources relativement restreintes, créent la plupart des emplois.

Une protection sociale est nécessaire pour assurer des emplois sûrs et pérennes, des horaires moins lourds et le développement des compétences, limiter les licenciements inutiles, aider les personnes en recherche d'emploi par le biais de prestations d'assurance chômage et de services de placement, et renforcer les programmes de marchés du travail. Les gouvernements doivent recourir à des mesures qui ont fait leurs preuves mais ont été délaissées avec le développement des bulles économiques. A la demande des Nations Unies, les composantes d'un pacte mondial pour l'emploi seront discutées à la Conférence internationale du travail et les pays du G20 ont demandé à l'OIT d'évaluer les initiatives de création d'emploi déjà mises en œuvre. Aucune amélioration n'est à attendre du côté de l'économie tant que le système financier ne sera pas rétabli. On enregistrera probablement une petite croissance en 2009 et, au fur et à mesure que les économies reprendront, la persistance du chômage risque d'être négligée.

La crise de l'emploi, qui a précédé la crise économique, est imputable à des déséquilibres de l'économie mondiale qui a surestimé le rôle des marchés et leur capacité à s'autoréguler tout en sous-estimant le rôle de l'Etat, de la gouvernance et de la réglementation. Pire encore, la dignité même du travail a été dévaluée, le volume des salaires ayant chuté par rapport au PIB : la participation des travailleurs à la création de richesses a diminué dans les pays développés comme dans les pays en développement. Il faudrait que les nouvelles économies adoptent des principes de respect de l'environnement, du bien public et du bien-être social alors que ces aspects ont été supprimés des programmes du Fonds monétaire international. Il n'est pas acceptable que les gouvernements doivent diminuer leurs dépenses sociales pour payer les créanciers. Il appartient aux parlementaires de s'interroger sur le type de mondialisation qui leur semble raisonnable et viable. Avant la crise, la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation, mise en place par l'OIT en 2002, avait déjà jugé que les déséquilibres de l'économie mondiale étaient moralement inacceptables et politiquement non viables.

Face à la crise, il est essentiel que les parlementaires, mettant de côté toutes leurs rivalités internes, s'unissent pour construire une position nationale forte. Les parlementaires doivent être à l'écoute de leurs électeurs et répondre à leurs besoins en travail, protection sociale et filets de sécurité sociale, autant de thèmes qui sont développés dans l'Agenda pour un travail décent de l'OIT.

M. J.-P. LEHMANN, Professeur d'économie politique internationale, fondateur et directeur du Groupe d'Evian, se réfère à Martin Wolff, rédacteur économique au *Financial Times*, pour souligner que le monde traverse la transformation la plus profonde qu'il ait connue depuis 500 ans; il indique qu'une profonde mutation systémique de l'économie mondiale a commencé il y a 30 ans, avec le lancement du programme chinois de réforme économique. Par ailleurs, des progrès prodigieux ont été réalisés dans les technologies de l'information et de la communication. Nombre des changements intervenus sur les marchés, tout en étant positifs, ont suscité d'immenses aspirations. La crise économique a été annoncée par des signaux d'alerte, relevés par la CNUCED, l'OIT et d'autres. Les économies ont connu vingt années de croissance exubérante pendant lesquelles elles n'ont pas eu les cadres institutionnels forts, les contrats sociaux et les structures morales qui sont indispensables pour supporter les mutations systémiques et les chocs sismiques.

S'agissant du Sommet du G20, M. Lehmann est d'accord avec M. Sachs sur les dangers des belles paroles. Les efforts de la Ligue des Nations en matière de protectionnisme et d'emploi dans les années 30, rapportés dans l'ouvrage de Findlay et O'Rourke, *Power and Plenty: Trade, War and the World Economy in the Second Millennium*, trouvent un écho dans les déclarations du G7, du G8 et du G20. Il incombe aux parlementaires de veiller à ce que les paroles se traduisent en actes.

Le monde traverse certes une période d'opportunités mais aussi de danger extrême. Dans son ouvrage de 2002, *Globalization and its Discontents* (traduit en français sous le titre *La grande désillusion*), Joseph Stiglitz affirme que l'économie mondiale a atteint un tournant comparable à celui de la Grande dépression des années 30. Considérant la présente crise économique, il se demande comment elle sera perçue par ses petits-enfants dans les prochaines années et si nous abordons, au plan mondial, une période d'égoïsme ou de solidarité. La situation que nous connaissons, moralement inacceptable et politiquement intenable, a été entraînée par une absence de conscience et de citoyenneté mondiale.

Le Groupe d'Evian travaille sur des projets de promotion d'une croissance sans exclusive; il n'est pas admissible de voir baisser la part des salaires dans le PIB tandis que les bénéfices des banques augmentent. Les défis présents ne sont rien comparés à ceux du futur. Tandis que les pays riches s'inquiètent des retraites de leurs populations vieillissantes, le reste du monde s'inquiète de l'énorme masse de la jeunesse et du problème que le chômage des jeunes va poser dans les prochaines décennies compte tenu de l'augmentation de 2,5 milliards de la population. Avec le développement de la toile mondiale, depuis 1990, les changements se sont succédé à un rythme exponentiel. Pourtant, les mentalités et les institutions ont continué à fonctionner de façon linéaire et, pour reprendre les propos d'un commentateur, on trouve aujourd'hui côte à côte des mentalités de Neandertal, des institutions médiévales et des technologies du XXII^{ème} siècle.

La communauté internationale n'a pas tenu ses engagements, pas plus ceux du Sommet de Gleneagles que ceux de Doha. Une réforme institutionnelle s'impose, dans les pays riches comme dans les pays pauvres, pour remédier à la situation. Il faut encourager les

entrepreneurs à développer des compétences, des marchés et des technologies et les aider à surmonter les barrières qui bloquent l'accès au financement dans les pays pauvres. La classe politique doit affronter le défi d'un leadership faible et assumer la responsabilité de l'avenir. S'il a un passif important, le monde dispose aussi d'un actif important et il est véritablement possible de faire que le XXI^{ème} siècle soit une période formidable.

M. A.F. SOROUR (Egypte) déclare que le secteur privé et le secteur public ont tous deux une part de responsabilité dans la crise financière. Il partage l'avis selon lequel les plans de relance doivent avoir un volet social avec la mise en place de projets et des aides aux entreprises visant à créer des emplois pérennes et à stimuler la demande. Il faut que les gouvernements soutiennent l'économie réelle. Ils ne doivent pas se contenter d'injecter des capitaux dans les institutions financières. Une couverture de sécurité sociale doit être fournie à tous, sans considération d'âge ni de milieu social. Les pays les moins développés ont énormément souffert de la crise en raison de l'interconnectivité des économies du monde. Il faut que les pays à l'origine de cette crise assument leurs obligations morales et, contrairement à ce qui s'est passé précédemment, les gouvernements des pays riches et les institutions internationales doivent tenir leurs promesses. Enfin, pour éviter qu'une telle crise ne se reproduise, il faut veiller à assurer une bonne gouvernance et une stricte réglementation des économies capitalistes.

M. P. MASHELENGA (Namibie), faisant référence à certaines stratégies mises en œuvre par le Gouvernement namibien, indique que la Namibie a initié une stratégie de création d'emploi prévoyant l'amélioration des routes, des voies ferrées, des infrastructures énergétiques et de l'approvisionnement en eau afin de compenser les pertes d'emploi enregistrées dans l'exploitation minière et d'autres secteurs. Le Gouvernement exerce un contrôle au moment de l'adjudication des appels d'offre de construction. Des projets écologiques de culture de riz, de maïs et de légumes ont été lancés dans un certain nombre de régions afin d'assurer l'autosuffisance alimentaire et de créer des emplois. Le Parlement a également voté un budget d'investissement pour soutenir l'emploi dans tous les petits villages.

M. R. LEON (Chili) dit que, si M. Lehmann a insisté sur l'importance d'une responsabilité partagée, l'un des problèmes posés par la mondialisation est lié au fait que les pays sont comparables aux membres d'un équipage qui ont des conceptions divergentes et sont incapables de se mettre d'accord sur le cap à tenir. La crise économique est le résultat d'un libéralisme économique poussé à l'extrême sans contrôle suffisant de la part des Etats. Il espère que, avec cette crise, les mentalités vont changer, de la même façon que les conceptions idéologiques ont évolué après la chute du mur de Berlin. Il est décevant que l'Union européenne ait été incapable de s'accorder sur une position commune et cet échec augure mal des capacités d'accord au niveau mondial. Au Chili, le Gouvernement, les employeurs et les travailleurs ont trouvé un consensus sur la méthode à employer pour endiguer la vague du chômage. L'aspect le plus critique est de trouver un accord sur le rôle que l'Etat doit jouer pour éviter un cycle de crises financières.

M. S.H. HASHEMI (République islamique d'Iran) déclare que, pour combattre les effets de la crise, notamment la montée du chômage, des mesures financières doivent être prises en faveur des travailleurs indépendants et des petites et moyennes entreprises. Ces mesures contribueront à soutenir les familles et à créer des opportunités d'emploi pour les femmes et les groupes à faible revenu. Il est important de prévoir une couverture de sécurité sociale dans les pays les moins développés où les pauvres, et en particulier les femmes, sont particulièrement touchés par la crise. Les organisations internationales doivent prioritairement apporter leur aide aux communautés pauvres et la Banque mondiale doit rapidement assumer

ses responsabilités et aider les pays les moins développés, ce qu'elle n'a pas réussi à faire pour le moment. Par ailleurs, le Fonds monétaire international doit modifier son approche qui semble être davantage au service des pays développés que des pays en développement. Il faudrait accroître les fonds de la Banque mondiale pour que celle-ci puisse fournir des prêts aux pays en développement et les aider à créer davantage d'emplois.

M. B. BAROVIČ (Slovénie) précise que la crise financière mondiale a commencé à se faire sérieusement sentir en Slovénie à partir de la fin 2008, lorsque le PIB a baissé pour la première fois depuis 15 ans. Le Gouvernement slovène a pris une série de mesures financières pour endiguer la détérioration de l'économie. Le premier plan de relance financière et commerciale, lancé en novembre 2008, a été conçu pour limiter l'impact négatif de la baisse de la demande extérieure sur les capacités de production existantes et sur l'emploi; le second plan, lancé en février 2009, visait à encourager les banques à accorder des prêts. Le troisième plan, actuellement en préparation, est principalement axé sur des mesures de sauvegarde des emplois existants, des programmes de protection sociale, le financement du secteur public, une amélioration de la productivité et une aide à la création d'emplois et à l'entreprise.

M. A. COURIEL (Uruguay) indique qu'il a apprécié l'accent mis par le Secrétaire général de la CNUCED sur la situation des pays en développement. Ceux-ci supportent le poids d'une crise systémique mondiale qui est née dans les États-Unis d'Amérique. Toutefois, le monde ne dispose pas, à l'heure actuelle, d'un autre système financier. En Uruguay, la crise a affecté les agriculteurs pauvres et entraîné une augmentation du chômage. Les pays latino-américains n'ont pas tous reçu un financement suffisant pour les aider à supporter la récession et les fonds qui ont été versés à certains d'entre eux sont assortis de conditions draconiennes. M. Couriel émet le souhait qu'on laisse aux pays d'Amérique latine la responsabilité de prendre eux-mêmes les décisions de financement relatives à leur propre région au lieu d'en confier le soin à des décideurs aux États-Unis. Il reconnaît que la croissance est nécessaire pour créer des emplois mais pense qu'elle n'est pas suffisante; les populations pauvres ont besoin de savoir-faire et de formation, de logement et de nourriture pour sortir de la pauvreté. Un changement d'attitude est nécessaire dans le monde développé pour que les pays en développement reçoivent effectivement l'aide dont ils ont besoin.

M. M. OVIDIUS (Roumanie) déclare que le rôle des parlementaires est encore plus important en période de crise économique, les représentants de tous les partis politiques coopérant avec leur gouvernement à la recherche de solutions. La crise actuelle a notamment révélé le retard pris par la réglementation et la supervision par rapport aux marchés. Dans leur déclaration, les dirigeants des pays du G20 paraissent reconnaître que la crise s'explique moins par les dysfonctionnements des marchés que par l'incapacité des organes de réglementation à s'adapter aux réalités et aux innovations de ces marchés. Il semble que les mécanismes de gestion de crise doivent être révisés et réactualisés régulièrement afin de veiller à ce que les dispositions législatives favorisent l'adaptation rapide des pays et ne nuisent pas à leur coopération.

M. Ovidius aimerait tout particulièrement savoir si les parlementaires sont favorables à la proposition de la Commission d'experts du Président de l'Assemblée générale de l'ONU sur la réforme du système monétaire et financier international qui suggère de mettre en place un conseil mondial de coordination économique, dont la représentation serait plus démocratique que celle du G20. Pour conclure, il rappelle un mot du Président John F. Kennedy qui soulignait que, en chinois, le mot crise comprend deux caractères, le premier représentant le danger et le second l'opportunité. Il est, en effet, important de déceler les opportunités qu'offre la crise.

M. K. MAFURA (Lesotho) indique que le Lesotho est très vulnérable aux problèmes internationaux, à la fois en raison de son statut de pays moins développé et de sa situation géographique. La crise financière a durement frappé le pays. L'économie du Lesotho dépend de l'exportation du textile et la baisse de la demande a entraîné la fermeture d'une bonne partie de cette industrie. De même, la plupart des mines de diamants ont fermé ou réduit leur activité. De plus, le repli de l'économie sud-africaine a provoqué de nombreux retours au Lesotho, d'où une augmentation inquiétante du taux de chômage. M. Mafura a appris avec plaisir que les dirigeants du Sommet du G20 s'étaient engagés à consacrer 250 milliards de dollars E.-U. à l'aide aux pays en développement. Toutefois, comme d'autres intervenants l'ont souligné, il reste à voir si ces promesses seront tenues. La création du Conseil de stabilité financière n'équivaut-elle pas simplement à l'ajout d'une couche de bureaucratie supplémentaire au processus de décaissements des fonds ? Certains pays en développement se demandent si les fonds de relance vont leur arriver avant qu'ils ne soient en faillite complète.

M. H.F. NAEK (Pakistan) déclare que la crise actuelle a sérieusement ébranlé le système économique mondial et mis à jour ses déficiences internes d'ordre structurel et politique. La crise a touché plus brutalement les pays en développement. Il est nécessaire de comprendre les causes sous-jacentes de ce phénomène pour mettre au point une réponse commune. Les mesures prises par de grands pays remettent en cause la crédibilité de l'économie de marché. En effet, ces pays ont injecté des liquidités et pris des mesures de renflouement pour sauver leurs industries les plus atteintes. Les politiques macro-économiques des pays développés devraient inclure des mesures de relance des économies des pays en développement. Comme les intervenants précédents, il appelle à la réalisation des engagements d'aide publique au développement.

M. J.-P. LEHMANN, Professeur d'économie politique internationale, Fondateur et directeur du Groupe d'Evian, répond aux questions posées en indiquant que de nombreux intervenants ont souligné la nécessité du respect des engagements pris par la communauté internationale à Gleneagles et aux Sommets du G20. Il signale qu'il a lui-même pris l'initiative de réunir des ambassadeurs pour étudier les modalités de mise en œuvre des promesses du G20. Il s'inquiète depuis de nombreuses années déjà du possible éclatement du système commercial multilatéral au profit d'accords bilatéraux qui pénaliseraient les pays pauvres. La question de l'éducation n'a pas été beaucoup évoquée mais elle mérite pourtant d'être mise en lumière car l'éducation est nécessaire à la transmission des compétences et à l'éveil de l'esprit d'entreprise.

Il est d'accord avec les commentaires du représentant du Chili : la Charte atlantique, document d'une seule page rédigé par Churchill et Roosevelt en 1941 et appliqué par John Maynard Keynes et Cordell Hull, a fourni un cadre conceptuel suffisamment solide pour inspirer le monde pendant des décennies après la deuxième guerre mondiale; à l'heure actuelle, il est difficile d'imaginer pour le XXI^{ème} siècle un cadre conceptuel susceptible d'encourager les gens à construire un monde meilleur. L'UIP pourrait peut-être organiser une prochaine session sur le rôle de l'Etat-nation à l'ère de la mondialisation. La plupart des difficultés auxquelles le monde se trouve confronté (changement climatique, pauvreté et maladie) sont d'ordre mondial et non territorial et, pourtant, aucune véritable réflexion n'a encore été menée sur la réponse que peut y apporter l'Etat-nation. M. Lehmann marque également son accord avec les remarques du représentant chilien sur l'Europe; il est, quant à lui, d'avis que la crise actuelle pourrait entraîner un effilochement de l'Europe, une opinion qui semble partagée par Jacques Delors et Joschka Fischer. S'il ne faut retenir qu'un enseignement de l'histoire, c'est bien que toutes les tendances sont réversibles.

M. J. SOMAVIA, Directeur général du Bureau international du Travail, souligne l'intérêt du lien établi par le délégué de l'Égypte entre emplois, protection sociale et gouvernance; il estime que ce lien sera essentiel dans la difficile tâche de recherche d'une solution à la crise.

Deux questions systémiques ont été évoquées. La première a été soulevée par le représentant du Chili et concerne les effets du néolibéralisme. Le modèle économique actuel présente d'importants déséquilibres qui doivent être corrigés de différentes façons : d'abord par un renforcement du rôle de l'État en tant qu'ordonnateur des politiques publiques et de régulateur impartial des politiques sociales et économiques, ensuite par la stimulation de l'esprit d'entreprise et de l'innovation sur les marchés, par la prise en compte de la voix de la société dans le processus démocratique et, enfin, par la satisfaction des besoins de la population. Il convient de revoir les politiques financière, économique et environnementale pour parvenir à une forme de mondialisation très différente de la précédente. Depuis de nombreuses années, la mondialisation est présentée comme un phénomène naturel auquel les pays doivent nécessairement s'adapter. Il ne s'agit pourtant aucunement d'un processus irréversible écrit dans le marbre. De fait, plutôt que d'un phénomène naturel tel qu'il a été présenté dans les années 70 et 80 par le biais des conditionnalités imposées par le consensus de Washington, la Banque mondiale et le FMI, il s'agit clairement d'un ensemble d'orientations politiques et idéologiques. Le délégué de l'Uruguay s'est interrogé sur l'existence d'une alternative au système financier des États-Unis d'Amérique. Le modèle économique devra être repensé dans les dix années à venir et beaucoup de pays, notamment la Chine, vont se concentrer sur les marchés de développement intérieur, ce qui favorisera davantage la stabilité que les exportations. Néanmoins, les marchés intérieurs reposent aussi sur une certaine capacité de consommation, laquelle dépend de la capacité de production et du niveau des salaires.

**Jeudi 7 mai 2009
(après-midi)**

Séance de questions et réponses

**TROUVER UNE NOUVELLE VOIE VERS LA CROISSANCE ET LA STABILITE :
LES CONCLUSIONS DU G20**

Lord MALLOCH-BROWN, Secrétaire d'Etat (Royaume-Uni), rappelle que le Premier Ministre Gordon Brown voit dans cette crise la première crise de la mondialisation; elle a montré la faiblesse des institutions nationales, des gouvernements et des parlements lorsqu'ils sont confrontés à une crise mondiale des marchés financiers pour laquelle il n'existe aucune solution de réglementation nationale. Cette crise s'est aussi caractérisée par un phénomène de contagion car elle s'est propagée des hypothèques à risques étasuniens au marché mondial de l'immobilier, aux banques et à l'économie réelle au niveau mondial, forçant les gouvernements à trouver des solutions de politique mondiale. Cette crise et la réponse qui lui est apportée resteront dans les mémoires comme un tournant décisif des événements économiques internationaux en raison de leur dimension mondiale.

La récession a entraîné une crise de confiance massive qui s'est répercutée dans la vie financière et politique, causant un effondrement substantiel des transactions qui sous-tendaient l'économie et l'arrêt d'un énorme pan du commerce international. Celui-ci a enregistré une baisse spectaculaire à deux chiffres, imputable non seulement à une réduction de la demande mais aussi à l'incapacité des vendeurs à trouver des banques disposées à leur fournir les lettres

de crédit nécessaires pour expédier leurs marchandises en toute sécurité et honorer les transactions. La crise a parcouru tous les domaines des économies nationales. Les banques ont rapatrié des fonds de leurs succursales étrangères, les gens ont craint de n'être plus en mesure de payer leurs mensualités de remboursement d'emprunt ou de perdre leur travail. Le monde a été le témoin d'un énorme désinvestissement et d'une destruction massive de richesses qui ont introduit l'insécurité dans la vie des gens. Cette insécurité a été provoquée par des conditions au plan mondial sur lesquelles ni les individus ni les gouvernements n'ont de prise. L'incertitude politique a entraîné une désaffection des partis au pouvoir dans les sondages et lors des élections, les citoyens remettant en question les dirigeants en place et se demandant si les solutions nationales suffiraient à contenir la tempête économique mondiale.

La réunion du G20 avait pour objectif d'apporter des réponses à la crise existentielle que connaissait la vie politique et économique. Vingt chefs d'Etat dont les économies représentent ensemble 85 pour cent du PIB mondial devaient s'accorder sur un plan d'action suffisamment solide, réaliste et détaillé pour restaurer la confiance populaire dans leur avenir économique personnel à très court terme comme dans celui de leur pays et de l'économie mondiale. Il y a eu, à n'en pas douter, un regain de confiance si l'on en juge par le verdict des marchés d'actions au moment du Sommet du G20 ainsi que par les statistiques économiques de la Chine, des Etats-Unis et d'autres régions de l'Asie. Les signes d'une véritable reprise sont plus lents à venir en Europe et dans d'autres régions tandis que les économies les plus agiles connaissent de premiers tressaillements.

Toutefois, la reprise ne pourra se maintenir et l'économie mondiale ne pourra repartir vers la croissance en 2010 que si des décisions telles que celles prises lors de la réunion du G20 sont effectivement mises en œuvre. Dans cette optique, les pays du G20 doivent éviter de reproduire les erreurs de sommets précédents et veiller à s'assurer une souveraineté ou une légitimité leur permettant de prendre des décisions au niveau de l'économie mondiale. Le G20 a cherché à être plus inclusif et à ne pas limiter le groupe aux plus grandes économies du monde; dans cet esprit ont été invités des ministres et chefs d'Etat d'Afrique et d'Asie, notamment le Premier Ministre éthiopien, en tant que Président du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique ainsi que le Président et le Secrétaire général de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est. Les organisations internationales étaient également largement représentées, notamment par le Secrétaire général des Nations Unies, le Directeur général de l'OMC et les directeurs du FMI et de la Banque mondiale.

La réunion du G20 a traité de la relance, de la croissance et de l'emploi, et défini un programme de ressources à l'intention non seulement des pays riches et des pays à revenu moyen mais aussi des pays ne pouvant pas se permettre le luxe de financer leurs propres programmes de relance budgétaire ou leur propre politique anticyclique d'investissements publics. Le G20 a appelé à l'établissement de normes mondiales en matière de réglementation financière des marchés, au contrôle et à la supervision des banques et des institutions financières ainsi qu'au contrôle des exigences de capital. Il a aussi été beaucoup question des paradis fiscaux.

Le G20 espère renverser la conjoncture économique en arrêtant la chute du commerce international. En effet, le commerce s'est resserré bien plus rapidement que le PIB. Une enveloppe financière d'un montant de 250 milliards de dollars E.-U. a été annoncée et on a veillé à inclure des ressources à l'intention des pays les plus pauvres dans toutes les mesures prises.

Ce sommet a marqué le sérieux des chefs d'Etat qui ont surmonté leurs divergences et se sont engagés à prendre des mesures à court et moyen termes pour changer les choses, en plus des très importants programmes de relance budgétaire déjà mis en place dans leur propre pays. Les décisions prises lors de ce sommet doivent maintenant être concrétisées par le Conseil du FMI et de la Banque mondiale, ainsi qu'à la réunion annuelle de la Banque africaine du développement et, en juin, aux réunions de haut niveau des Nations Unies. Il a été convenu d'organiser en septembre une nouvelle réunion des chefs de gouvernement, probablement aux Etats-Unis, pour faire le point sur les progrès enregistrés depuis le Sommet de Londres et décider des étapes suivantes.

Au niveau stratégique de l'environnement macroéconomique mondial, il est clair que certains problèmes, qui se posent à trop long terme pour être réglés par un sommet d'urgence, continuent d'inquiéter les chefs de gouvernement : c'est notamment le cas des déséquilibres de l'économie mondiale et de la nécessité de sortir d'une situation dans laquelle un pays comme les Etats-Unis d'Amérique affiche un taux d'épargne négatif tandis que ce taux atteint 50 pour cent dans certains pays d'Asie. Les dirigeants chinois ont très ouvertement reconnu qu'un changement de modèle économique s'imposait au bénéfice de la consommation et de la dépense intérieure en Chine et au détriment des exportations vers des marchés tels que les Etats-Unis. De la même façon, il faut que les Etats-Unis redressent leur taux d'épargne, le dollar étant la seule monnaie mondiale de réserve et chacun ayant intérêt à ce que le dollar soit une monnaie solide. Avant la réunion de Londres, le gouverneur de la Banque centrale chinoise et les dirigeants russes ont soulevé la question de la nécessité pour une économie mondiale de disposer de plus d'une monnaie de réserve afin de garantir la stabilité monétaire internationale.

Outre les interrogations macroéconomiques liées à l'orientation future d'une économie mondiale commune, les questions de développement, de réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement et d'emploi sont des préoccupations majeures. Il est possible que, dans les pays riches, la reprise s'amorce lentement en 2010, puis plus nettement en 2011 mais, pour les pays plus pauvres, le but initial des Objectifs du Millénaire pour le développement et la nécessité de mise en place de filets de sécurité sociale efficaces et d'investissement dans la santé, l'éducation, l'emploi et la croissance ont pris un caractère d'urgence encore plus aigu; si ces objectifs ne sont pas atteints, le monde aura une économie mondiale à deux vitesses.

Tandis que les pays développés luttent contre la crise financière, de nombreux pays en développement ressentent encore les effets de la crise alimentaire et énergétique qui a éclaté l'année précédente. Si, pour les consommateurs occidentaux, le prix de l'énergie a baissé et les prix alimentaires se sont stabilisés, il n'en est pas de même dans les pays en développement où des conditions de marché différentes ont entraîné une rigidité des prix qui provoque encore une pénurie alimentaire, la nourriture et l'énergie restant chères alors que, pour beaucoup de consommateurs, il s'agit des deux composantes principales du budget familial. On a, par ailleurs, observé une contraction spectaculaire des envois de fonds, des recettes publiques et des prix des produits de base dont l'exportation joue un rôle déterminant pour nombre de pays en développement. Il ne fait aucun doute que la crise présente de multiples facettes et qu'elle n'a pas été provoquée par les pays en développement; la réponse à y apporter devrait passer non seulement par le processus du G20 mais aussi par la gouvernance mondiale d'une économie mondiale commune. Le monde a besoin d'un sentiment de solidarité mondiale qui permette aussi de résoudre ces problèmes et pas uniquement les problèmes des banquiers et de la stabilité des banques.

Mme E. PAPADEMETRIOU (Grèce) espère que les dirigeants du G20, qui se sont accordés sur le fait qu'une crise mondiale appelait des solutions mondiales, finiront par traduire leurs paroles en actes. Outre les mesures monétaires, le renforcement des institutions financières mondiales et les milliards de dollars dépensés en mesures de relance et de stimulation des marchés mondiaux, elle souhaite souligner la nécessité de revivifier le commerce, de réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement, de tenir les engagements d'aide publique au développement, d'investir dans les ressources humaines et d'arriver à un accord à la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique de Copenhague.

La crise a eu l'avantage d'encourager une réflexion au niveau mondial; dans une étude récemment publiée en Grèce, 92,5 pour cent des personnes interrogées ont déclaré qu'il fallait prioritairement aider les citoyens sans revenu ou à faible revenu tandis que 65,5 pour cent se sont prononcés pour une croissance économique fondée sur la redistribution des revenus par souci de justice sociale. Mme Papademetriou est convaincue que tous les parlementaires ont reçu des messages similaires de leurs électeurs. La période requiert un nouveau modèle économique fondé sur le développement durable plutôt que sur la spéculation, axé sur l'économie réelle, sur l'investissement dans la recherche et le développement scientifiques, dans les nouvelles technologies et dans le commerce de produits concurrentiels. Il est impératif d'accélérer les réformes législatives nécessaires pour la mise en œuvre d'accords régionaux de libre-échange.

M. K. MARTIN (Canada), se référant à la situation difficile des populations les plus pauvres soulignée par M. Sachs dans la matinée, déclare que, quarante ans plus tôt, les économies des tigres asiatiques étaient très en retard sur les pays d'Afrique subsaharienne mais les ont maintenant dépassés parce que ces pays, qui n'ont pas eu de gouvernements prédateurs, ont donné la priorité au développement des soins de santé primaires, à l'éducation, à l'établissement d'un système judiciaire solide et ont été en mesure d'attirer des investissements directs étrangers. L'aide publique au développement peut certes servir à amorcer la pompe mais l'objectif final, pour aider les pays à exploiter leur potentiel, doit être l'obtention d'investissements directs étrangers. M. Martin s'est rendu 26 fois en Afrique, souvent dans le cadre de son travail en tant que physicien, et au cours de ces voyages, il a constaté une différence désolante entre le potentiel et la réalisation effective sur le terrain. Il suggère que le Secrétariat de l'UIP recueille les coordonnées de toutes les personnes présentes et les communique aux délégués pour qu'ils puissent continuer à travailler ensemble à des projets médicaux, de soins de santé primaires et de construction d'infrastructures.

M. A. MORA MORA (Costa Rica) faisant référence à la présentation du Directeur général du Bureau international du travail et attirant l'attention sur le rôle du secteur commercial dans l'économie, déclare qu'il faudrait équilibrer la législation du travail de manière à protéger à la fois les employeurs et les employés.

M. C. AGORASTOS (Grèce) indique que le monde traverse la pire crise financière qu'il ait connue depuis la guerre. Cette crise fournit l'occasion d'imposer des réformes structurelles faciles à comprendre, centrées sur des politiques visant à résoudre les problèmes selon un calendrier concret, en faisant appel à une "alliance de citoyens". Les acteurs internationaux, les Etats comme les particuliers, étaient mal préparés pour affronter cette crise. Les années 30 ont montré que le protectionnisme était une tentation dangereuse; de fait, l'aide publique semble croître, en particulier dans le secteur bancaire et dans l'automobile, où elle prend la forme de subventions et de garanties apportées aux entreprises domestiques. Par ailleurs, en termes d'économie politique, les Etats sont devenus plus actifs et, la crise mondiale étant appréhendée au travers de différents filtres nationaux et idéologiques, la démondialisation et le protectionnisme sont des menaces croissantes.

Examinant certaines des questions soulevées par la crise, M. Agorastos s'interroge sur la capacité des Etats à réapproprier le capitalisme sans revenir sur la mondialisation et les bénéfices de l'ouverture des marchés. A supposer qu'il y ait encore des possibilités d'élargissement de la coopération internationale, la question se pose de savoir si cet élargissement ne devrait pas avoir pour cadre une nouvelle organisation internationale qui s'occuperait de l'ordre économique mondial. Il faudrait aussi prêter davantage d'attention aux liens entre objectifs de viabilité à long terme et de stabilisation à court terme. M. Agorastos pose la question de savoir si la réforme structurelle s'inscrit dans un programme politique optimal et quels aspects des politiques structurelles sont les plus importants pour prévenir la crise et limiter les dommages qu'elle entraîne.

M. R. DEL PICCHIA (France) souligne que la réunion du G20 s'est concentrée sur les problèmes immédiats causés par la crise financière; il suggère qu'un conseil économique et financier plus permanent prenne en charge le travail entamé afin de gérer les difficultés à plus long terme. Il rappelle que l'OPEP a brièvement tenté d'abandonner le dollar américain en 1974. De son point de vue, un éventuel accord relatif à une monnaie de réserve mondiale demanderait de plus amples discussions entre les Etats-Unis et la Chine; l'euro ne serait pas en mesure d'endosser ce rôle. Au Sommet du G20, il a été souligné que la crise s'était propagée par le biais de la titrisation des dettes; après avoir étudié cette question, une commission de députés et sénateurs français a conclu que les mesures de restauration de la confiance devaient inclure l'obligation pour les banques de détenir un minimum de 10 pour cent (au lieu de 5 pour cent) en réserves.

Lord MALLOCH-BROWN, Secrétaire d'Etat (Royaume-Uni), dit que les dirigeants du G20 se sont mis d'accord sur une déclaration malgré leurs différences manifestes avant le Sommet, ce qui marque le fort investissement politique consenti par tous pour le bien de leurs plans nationaux et de leurs électeurs respectifs. Les institutions financières internationales, qui ont reçu d'importants fonds supplémentaires du G20, doivent encore procéder à une réforme de leur gouvernance, de leur mode de fonctionnement et de leur mode de prêt. En effet, elles doivent s'assurer que les fonds sont employés avec souplesse et profit, sans imposer trop de conditionnalités ni de resserrement budgétaire dans une période de recherche d'expansion. M. Brown, Premier Ministre du Royaume-Uni, fera un rapport sur la réforme de ces institutions à la prochaine réunion, en tant que président du G20. Même si le changement climatique n'a pas fait l'objet d'un débat approfondi, tous ont convenu que la reprise devrait être aussi verte que possible.

A propos de l'intervention du représentant du Canada, il précise qu'il a passé une partie de sa carrière au PNUD où il s'est employé à aider les pays en développement à attirer des investissements directs étrangers. En tant que membre du Gouvernement britannique, il défend le maintien de l'aide publique au développement qui est essentielle pour le développement, la sécurité et la coopération dans le monde. Nul doute que les investissements directs étrangers, qui diminuent actuellement en Afrique et dans d'autres régions, peuvent renforcer et amplifier les effets de l'aide publique au développement mais ils ne peuvent s'y substituer.

Il est d'accord avec M. Agorastos, délégué de la Grèce, pour dire que le protectionnisme est un problème clé et que les parlementaires doivent défendre le libre-échange à un moment où se redessinent les frontières entre secteur public et secteur privé. Il est clair qu'une gouvernance économique internationale plus forte est nécessaire et qu'elle passe par une

institution représentant la totalité des 192 Etats membres des Nations Unies mais ayant des dimensions plus faciles à gérer, comparables à celles du Conseil de sécurité. La réforme de toutes les institutions financières continuera à être débattue, le monde étant à la recherche des bonnes recettes et des bons dispositifs pour gérer l'économie mondiale.

Réunion-débat

ATTENUER L'IMPACT DE LA CRISE SUR LE DEVELOPPEMENT

M. A. YIMER, Ambassadeur (Ethiopie), s'exprimant au nom de M. Toga, Président de la Chambre des représentants du peuple de l'Ethiopie, dit que, venant immédiatement après une crise du pétrole et une crise alimentaire qui ont mené nombre de citoyens africains au bord du gouffre, la crise économique mondiale risque de faire perdre à l'Afrique l'élan nécessaire pour réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement. L'accélération de la mise en œuvre des actions prioritaires définies dans ces Objectifs est, en Afrique, au centre de la stratégie de développement et constitue un test pour ses relations de longue date avec ses partenaires du développement. Les pays africains font de leur mieux pour réaliser les Objectifs en élaborant des politiques ciblées et en réévaluant les priorités des contributions budgétaires. En 2005, à la réunion du G8, les partenaires du développement se sont engagés à doubler leur aide publique au développement en faveur de l'Afrique; il faut revoir les ressources à la hausse pour tenir cette promesse et assurer la mise en œuvre de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement et du Programme d'action d'Accra.

S'agissant des thèmes discutés au Sommet du G20, l'orateur est d'avis que la récente crise économique et financière aura des répercussions sur le commerce, les investissements et les envois de fonds en Afrique et, comme l'a souligné le Premier Ministre éthiopien, des ressources supplémentaires seront nécessaires pour atténuer ces effets. Il faut que la réforme des institutions financières prévoie notamment de donner davantage de poids aux nations africaines; la conditionnalité de l'aide ne permettra pas une percée du développement. L'évaluation de la politique et des institutions nationales (CPIA) de la Banque mondiale doit être modifiée : il faut passer d'un système de notation fondé sur les politiques et les moyens mis en œuvre à un système fondé sur les résultats, c'est-à-dire à une approche nouvelle inspirée des meilleures pratiques du secteur privé, laissant davantage de latitude aux pays africains en matière de politique et favorisant résolument l'appropriation de la stratégie de développement. Les dirigeants africains sont convaincus que l'investissement dans des projets d'infrastructures aura un effet multiplicateur en stimulant les économies africaines et en réduisant les goulots d'étranglement qui ont entravé la transformation du continent. Les importantes ressources nécessaires pour ce type de projets peuvent être réunies par le biais d'instruments relativement légers pour les pays donateurs, comme l'émission de nouveaux droits de tirage spéciaux par le Fonds monétaire international, lequel pourrait aussi vendre une partie de ses réserves en or. Il a également été question de la recapitalisation des banques de développement, qui pourraient alors prêter plus que les pays donateurs. Il est aussi important de boucler les négociations commerciales du Cycle de Doha pour le développement, ce qui permettrait à l'Afrique de bénéficier du système de commerce mondial.

Il incombe à l'UIP d'exercer une pression sur les gouvernements pour les inciter à tenir les engagements pris à Gleneagles et au Sommet du G20. De plus, les institutions financières internationales devraient surveiller les effets de la récession sur les pays en développement, notamment en Afrique, et prendre rapidement des mesures pour éviter que ces pays ne sombre dans la pauvreté et la guerre, sans leur imposer de pesantes conditionnalités.

M. P. LARSEN, Directeur de la division des relations extérieures au Programme alimentaire mondial, précise que, si les prix alimentaires mondiaux ont baissé, ils sont cependant encore 66 pour cent plus élevés qu'en 2005, d'où une augmentation catastrophique de la faim et des besoins humanitaires dans le monde, notamment dans les pays qui progressaient avant la survenance de la crise à l'automne 2008. Les études de vulnérabilité réalisées par le Programme alimentaire mondial montrent que la baisse des envois de fonds et des revenus, ainsi que les pertes d'emplois, ont eu un impact considérable dans de nombreuses régions; de plus, selon les indicateurs précoces, 100 millions de personnes supplémentaires souffriront de la faim et de la malnutrition par suite de la crise financière et économique, en plus des 115 millions qui sont déjà venus grossir les rangs des affamés lors de la crise alimentaire de 2007 et 2008. Pour la première fois, le nombre des personnes souffrant de la faim a passé la barre du milliard, soit un sixième de la population mondiale. Toutes les six secondes, un enfant meurt d'une maladie liée à la faim, une situation qui est intolérable et scandaleuse et requiert la prise de mesures d'urgence. M. Larsen encourage donc les pays partenaires et donateurs à venir en aide aux pays en développement afin de réaliser le point trois du premier Objectif du Millénaire pour le développement, qui prévoit de diviser par deux le pourcentage de ceux qui souffrent de la faim entre 1990 et 2015. La réalisation de ce point ne demande qu'une fraction des montants qui ont été dépensés pour le sauvetage financier et permettra d'éviter que les deux milliards de personnes qui, au bas de l'échelle, vivent avec moins de deux dollars par jour, ne s'enfoncent encore plus profondément dans la pauvreté et la faim.

Le monde a fait de gros progrès; le nombre des gens souffrant de la faim a été divisé par deux entre 1970 et 2003. Les avancées réalisées dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement ont cependant subi un revers. La faim et l'insécurité alimentaire, qui constituent une atteinte à la dignité humaine, représentent, de plus, un énorme coût en termes de potentiel de développement économique et de risques pour la sécurité et la stabilité sociales et politiques. Les études menées par le PAM et la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes ont montré que la malnutrition infantile coûte aux économies de la région une perte de 6 pour cent du PIB. Les émeutes et les troubles sociaux, qui ont éclaté dans quelque 30 pays à la suite de la crise des prix alimentaires, ont entraîné la chute d'au moins un gouvernement et mis en danger les démocraties fragiles. Le PAM a réussi à fournir de la nourriture et à ramener le calme dans un certain nombre de ces pays grâce à la générosité de ses donateurs, en particulier le Gouvernement d'Arabie saoudite qui a donné 500 millions de dollars E.-U. sans affectation particulière.

La sécurité alimentaire est étroitement liée à la sécurité nationale et régionale ainsi qu'à la sécurité humaine, comme le montre la situation dans la Corne de l'Afrique et en Afghanistan. En Somalie, 2,5 millions de personnes sont complètement dépendants des envois alimentaires du PAM, lesquels sont continuellement sous la menace d'actes de piraterie et M. Larsen remercie les pays européens et les autres pays qui ont fourni des escortes navales aux bateaux du PAM. La Somalie est un exemple d'insécurité alimentaire : les gens se révoltent, émigrent ou meurent. Les Somalis qui ont fui et trouvé refuge dans des camps de réfugiés au Kenya bénéficient aussi d'une aide du PAM, de même que de nombreuses personnes en Amérique latine; le Programme vient également en aide à 500 000 personnes au Kirghizistan, à la requête du Gouvernement.

M. Larsen estime qu'il y a des raisons d'être optimiste. Il est, en effet, possible de venir à bout du problème de la faim, de nombreuses nations l'ayant fait : l'Irlande et la Suède il y a trois générations et, plus récemment, la Chine, le Brésil, la Namibie et la Jordanie. L'exemple du Brésil montre qu'il existe une corrélation positive entre les politiques économiques et la faim : la lutte contre la faim entraîne des avantages d'ordre économique. L'année dernière, le PAM a

ajouté quelque 30 millions de personnes à son programme d'aide alimentaire et il fournit actuellement à 100 millions de personnes une aide d'alimentation et de nutrition ainsi que des filets de sécurité, notamment sous la forme d'actions d'alimentation scolaire qui concernent 20 millions d'enfants. Les partenaires des Nations Unies ont fourni des semences pour les agriculteurs. Comme l'a indiqué Lord Malloch-Brown, l'aide publique au développement fonctionne et elle ne doit pas être laissée de côté. En 2008, l'OMF a réuni 5 milliards de dollars E.-U. sur lesquels 1,1 milliard a été utilisé pour acheter de la nourriture auprès des agriculteurs locaux. Le défi sera de revoir à la hausse les actions existantes et de veiller à ce que les pays tiennent leurs promesses et doublent leurs engagements d'aide publique au développement. Il y a cependant encore beaucoup à faire : le PAM a récemment été obligé de diminuer de moitié les rations au Zimbabwe et d'exclure quatre millions d'enfants de son programme en RPDC. Le PAM fait partie du Groupe de travail de haut niveau sur la crise de la sécurité alimentaire et œuvre avec les pays pour que la sécurité alimentaire reste prioritaire; la question cruciale est de garantir l'accès des populations à la nourriture et de veiller à ce que l'aide publique au développement soit utilisée au profit des plus vulnérables.

M. B. TUROK (Afrique du Sud) déclare que l'un des aspects de la crise financière qui n'a pas encore été abordé au cours de la réunion est la vision qu'en a le monde développé. Le *Financial Times* de Londres a publié dans une série d'articles sur l'avenir du capitalisme une analyse approfondie examinant la nature systémique de la crise financière, ses sources et ses effets; ceci est important car il ne sera pas possible d'atténuer les effets de la crise sans en comprendre les causes. Les pays du Sud, qui se sont pliés aux politiques de l'orthodoxie macroéconomique du Nord, constatent soudain que cette même orthodoxie est remise en cause par le monde développé. On assiste à un renversement de politique et le secteur public des nations développées est maintenant encouragé à dépenser; les banques ont été partiellement nationalisées, ce qui était impensable un an auparavant, les gouvernements ont recours à des incitations fiscales, à une stimulation de la demande par des allocations sociales et un intérêt nouveau est porté à la bonne gouvernance du secteur financier. M. Turok souhaitait demander à Lord Malloch-Brown si le Gouvernement des Etats-Unis et de certains pays européens avaient fourni des garanties du côté des hedge funds et des instruments dérivés, dont beaucoup sont aujourd'hui sans valeur alors que les agences de notation (Standard & Poor's et Moody's) leur avaient attribué un triple A. Si c'est le cas, on peut considérer que ces gouvernements ont une part de responsabilité dans l'énorme bulle dont le développement est partiellement imputable aux appréciations des agences de notation. La question de la bonne gouvernance a une priorité élevée pour le monde développé.

Deux semaines plus tôt, le *Financial Times* avait publié un article affirmant que les Etats-Unis ne pourraient rétablir seuls leur situation financière mais qu'ils devraient s'appuyer pour y parvenir sur la demande de pays émergents comme l'Inde et la Chine. L'orateur invite les parlementaires à réfléchir au nouvel équilibre des forces des marchés auquel participent l'Inde et la Chine. En Afrique, le FMI et la Banque mondiale restent dominants et les pays sont subordonnés à leurs politiques et aux agences de notation; c'est par conséquent avec grande prudence qu'ils mettent en œuvre les politiques de stabilisation macroéconomiques.

Compte tenu des opinions exprimées au cours de la conférence, il semble qu'un redressement financier soit possible sans que les questions systémiques soulevées par les intervenants n'aient été réglées. Il est peut-être possible de résoudre la crise financière sans résoudre les conséquences sociales de la pauvreté et du chômage, comme l'a indiqué le Directeur général de l'OIT. Il serait toutefois préférable de traiter à la fois les causes et les effets de la crise, en reconnaissant la faiblesse du système financier et en créant un lien de solidarité entre monde développé et monde en développement; les Nations Unies et l'UIP pourraient jouer un rôle important en la matière.

Outre l'aspect international, l'atténuation des conséquences de la crise passe aussi par une dimension nationale : il est nécessaire d'identifier les aspects qui sont du ressort des gouvernements nationaux des pays en développement. Comme de nombreux intervenants l'ont souligné, la première responsabilité du gouvernement d'un pays en développement est de fournir des biens publics. L'Afrique du Sud a retenu le concept d'état de développement; il semble qu'en mettant l'accent sur le secteur financier et les politiques de stabilisation, les pays en développement aient négligé l'économie réelle et le développement. En plus du développement, il faut déterminer si les pays en développement pourraient mettre en place des mesures de relance du même type que les pays développés. Les pays en développement pourraient abaisser les taux d'intérêt pour éviter d'étouffer l'économie. Par ailleurs, les pays en développement souffrent de la fuite des capitaux vers les pays développés. Certains pays ont imposé des restrictions à la sortie des capitaux. Des mesures sont à envisager pour éviter que ces sorties de capitaux ne détruisent les économies en développement. Les pays en développement doivent aussi envisager la valorisation de leurs ressources naturelles afin de créer de la valeur ajoutée dans leurs propres économies plutôt que dans des économies étrangères. Un régime fiscal efficace pourrait également servir à soulager les déficits budgétaires. Il est clair que l'intégration régionale est un point positif; les ministres des finances asiatiques se sont récemment mis d'accord pour actualiser l'initiative de Chiang Mai et fournir des fonds d'urgence aux pays de l'ASEAN touchés par la crise financière. Pour résumer, M. Turok déclare qu'une double approche devrait être adoptée dans le traitement de la crise : les pays en développement devraient élaborer leurs propres solutions selon les axes qu'il vient de suggérer tandis que la nature universelle de la crise devrait inciter pays développés et pays en développement à définir des intérêts communs et des obligations communes pour soulager les souffrances de leurs peuples.

M. J. NETO (Portugal), approuvant les remarques de M. Turok, dit que l'une des origines de la crise est à rechercher dans l'incapacité à réglementer le système parallèle des hedge funds et des fonds de private equity; M. Greenspan, ancien Président de la Réserve fédérale, responsable de la dérégulation des marchés, a admis qu'il avait eu tort de penser que les marchés se réguleraient et se corrigeraient d'eux-mêmes. Les agences de notation devraient également être réglementées pour s'assurer qu'elles émettent des avis réalistes sur la solvabilité des institutions financières.

En ce qui concerne l'atténuation des effets de la crise, les pays développés seront contraints d'adopter une approche pragmatique en raison de la rareté des ressources et aussi parce que l'opinion publique obligera les gouvernements à agir dans les domaines intérieurs de l'emploi et de la croissance. De ce fait, la marge d'aide en faveur des pays en développement sera limitée. Tout le monde veut éviter le protectionnisme qui est pourtant une réalité dans la situation économique actuelle. Soulignant les difficultés rencontrées par les banques autrichiennes et allemandes qui avaient consenti des prêts aux pays d'Europe de l'Est et l'aide fournie ensuite par le FMI à ces pays, M. Neto marque son accord avec les suggestions de M. Turok relatives à l'adoption par les pays en développement de solutions internes, notamment liées à l'exploitation de leurs propres ressources naturelles. Il est, néanmoins, convaincu que l'élimination de la corruption et la promotion d'une bonne gouvernance sont aussi des éléments essentiels pour réussir à atténuer les effets de la crise dans les pays en développement.

M. ZHA PEIXIN (Chine) déclare que la crise financière internationale continue à se propager et que son impact sur l'économie réelle est de plus en plus évident. La crise financière est grave et complexe. Un certain nombre de pays ont déjà sombré dans la récession et luttent

pour maintenir une certaine stabilité sociale. Les tâches les plus urgentes sont les suivantes : stabiliser les marchés financiers, faire tous les efforts possibles pour restaurer la richesse économique mondiale, s'opposer à toutes les formes de protectionnisme en maintenant un environnement libre et ouvert au commerce et aux investissements, se préoccuper des réformes nécessaires et en particulier atténuer l'impact de la crise dans les pays en développement. Pour lutter contre les effets de la crise, la Chine a procédé en temps utile à des ajustements de sa politique macroéconomique, adoptant rapidement une politique budgétaire proactive et une politique monétaire relativement souple. Le Gouvernement a mis sur pied un plan pour stimuler la demande intérieure et doper la croissance économique : les dépenses publiques ont été substantiellement augmentées par la création d'un programme d'investissement sur deux ans se montant à 4 000 milliards de RMB. Le Gouvernement a baissé les impôts, diminué les taux d'intérêt et injecté des liquidités dans le système bancaire. Il a mis en place des plans de restructuration et investi dans la modernisation scientifique et technologique. Il a lancé des projets de réduction de la pollution et de protection de l'environnement. Il a fait des efforts supplémentaires d'ajustement de la distribution du revenu national et de développement des marchés domestiques, notamment ruraux. Les niveaux de sécurité sociale ont été relevés. Ces mesures ont commencé à porter leurs fruits.

A crise mondiale, solution mondiale. M. Zha Pexin en est d'accord et estime que davantage de coopération internationale est nécessaire. La Chine s'est activement impliquée dans les efforts internationaux de lutte contre la crise financière. Elle a veillé à la stabilité de son taux de change. Elle a aussi apporté son soutien à d'autres pays, en signant des accords d'échange de devises avec différents pays et régions. Elle a mis en place des mesures d'assistance par le biais du Forum de coopération sino-africaine. La Chine continuera à œuvrer avec la communauté internationale à la réforme du système financier international, à la stabilité d'un système commercial multilatéral et à une rapide reprise économique.

M. H.F. NAEK (Pakistan) dit que le monde a besoin d'un plan de développement mondial et d'une croissance s'appuyant sur un ensemble de politiques économiques correctement dosées. Pour atténuer la crise actuelle et éviter la survenance d'autres crises financières, il propose les mesures suivantes : réétudier le principe des marchés non régulés; s'appuyer sur une approche équilibrée fondée sur la mutualité des intérêts des pays développés et en développement; rétablir la confiance sur les marchés financiers pour normaliser les flux de crédit, notamment au bénéfice des pays en développement; créer un espace politique permettant aux pays en développement de concevoir des plans de relance budgétaire, en particulier en supprimant les conditionnalités liées aux performances économiques et en créant des instruments compensatoires supplémentaires et des instruments financiers fiables; prévoir un système d'alerte précoce, placé sous la direction du FMI, permettant d'anticiper les crises; sauvegarder et promouvoir les investissements dans les infrastructures et le développement social afin d'empêcher un recul du développement humain dans les pays en développement.

Le Pakistan soutient les recommandations formulées par la Commission des experts du Président de l'Assemblée générale de l'ONU sur la réforme du système monétaire et financier international et estime qu'il convient de prendre les mesures suivantes : nécessité de mesurer l'ensemble des répercussions de la crise, à court, moyen et long termes, sur les pays à bas revenus et sur la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement dans ces pays; atténuation des conséquences immédiates de la crise et révision de l'architecture financière et économique mondiale sur le long terme; engagements fermes de recadrage des principes de conditionnalité et de prêts concessionnels du FMI et calendriers clairs de réformes prévoyant la possibilité d'accélérer la révision des prêts actuellement accordés aux pays à bas revenus par le G20; absence de recours au protectionnisme commercial et facilitation de l'accès des pays à

bas revenus au crédit; développement du commerce de marché pour stimuler l'emploi dans les pays en développement; renouvellement des efforts pour l'obtention d'une issue favorable au développement du Cycle de Doha pour le développement.

Les Nations Unies ont un rôle central à jouer dans l'élaboration de mesures d'atténuation "praticables" intégrant des mesures de suivi et de mise en œuvre. Des programmes de relance budgétaire sont nécessaires pour tous les pays en développement. L'idée de création d'un fonds de vulnérabilité à l'intention des pays en développement suggérée par la Banque mondiale mérite d'être sérieusement étudiée. Pour que la réforme du système financier mondial soit efficace, il faudrait améliorer les fonctions de surveillance du FMI. Compte tenu du rôle qu'ont joué les agences de notation financière, il faudrait qu'elles soient supervisées et tenues de rendre des comptes.

M. D. ONA ONDO (Gabon) souhaite mettre l'accent sur les effets de la crise sur les pays en développement, et en particulier sur la fuite des capitaux d'Afrique vers l'Europe. Il exhorte les pays du G8 à tenir leur engagement de consacrer 0,7 pour cent de leur PIB à l'aide au développement. Les pays en développement auraient encore besoin de ressources supplémentaires susceptibles d'être collectées par des méthodes innovantes telles que la taxe française sur les billets d'avion qui a permis de réunir 200 millions d'euros pour financer des médicaments. Il pourrait également y avoir une taxe sur les transactions internationales.

La crise entraînera des dettes d'un niveau insupportable, en particulier dans les pays de l'Afrique subsaharienne. M. Ona Ondo regrette que les mesures d'allègement de la dette, comme l'initiative des pays pauvres très endettés (PPTe) et l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM), soient limitées au niveau des critères d'éligibilité (revenu de moins de 380 dollars E.-U. par personne), des conditionnalités et des sommes allouées. Si la crise de la dette n'est pas résolue, les pays en développement ne seront pas en mesure d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement.

Il exprime son accord avec les intervenants précédents qui ont souligné la nécessité de surveiller l'évolution de la crise, de réglementer le secteur bancaire, de réduire les risques et d'interdire la spéculation. Insistant sur la dimension éthique de la crise, il souligne le fait que les grands banquiers continuent à percevoir des primes en pleine récession. Il convient de faire des efforts pour lutter contre la corruption et le blanchiment d'argent qui sont à l'origine de la fuite des capitaux des pays en développement vers les pays développés.

La nature systémique de la crise monétaire internationale doit inciter à une refonte complète du système de Bretton Woods. En particulier, les droits de tirage spéciaux (DTS) devraient être attribués en fonction des besoins et non en fonction de l'influence ou du pouvoir déployé par un pays donné; il faudrait aussi améliorer la représentation des pays au sein des institutions de Bretton Woods et étudier la suggestion de Maynard Keynes de création d'une banque centrale mondiale susceptible de jouer le rôle de banque de dernier recours.

S'agissant du problème des monnaies africaines, il indique que le CFA est lié à l'euro et que, l'euro s'étant apprécié par rapport au dollar, le CFA (et d'autres monnaies africaines) sont surévaluées. Une dévaluation des monnaies africaines améliorerait la compétitivité des économies du continent. Le Gabon est considéré comme un pays à revenu moyen en raison de ses fortes recettes à l'exportation et de sa faible population; de ce fait, bien que la crise ait provoqué une baisse des revenus du bois, du pétrole et du manganèse, le Gabon ne peut prétendre à aucune aide. Le système de classement n'est pas aussi objectif qu'il pourrait l'être

et M. Ona Ondo demande une révision du classement du Gabon. Tous les pays africains devraient être sur un pied d'égalité et pouvoir bénéficier de l'aide au développement car ils sont tous confrontés aux mêmes problèmes de développement.

M. I. MANIATIS (Grèce) constate que tout le monde est d'accord pour reconnaître que le monde traverse une crise qui a des répercussions sur les économies, l'environnement, l'énergie, l'alimentation et, tout particulièrement, sur l'éthique et la vie politique. Au cours des vingt dernières années, les gouvernements ont été faibles et n'ont pas su réagir face à des marchés mus par les seuls intérêts personnels et la cupidité. Le drame mondial se développe comme une tragédie grecque dans laquelle un orgueil démesuré a été nourri par un système capitaliste arrogant et myope qui, faisant comme si les ressources de la planète étaient illimitées, a provoqué l'effet de serre. La terre aura le droit de se venger du manque de soins qu'elle a subi; il faudrait 250 pour cent de ressources naturelles en plus pour satisfaire les besoins de la génération actuelle. M. Maniatis distingue cinq objectifs prioritaires : rôle plus actif et participation plus dynamique des gouvernements à la gouvernance mondiale; adoption d'un système horizontal de fiscalité mondiale pour lutter contre le changement climatique et la pauvreté; redéfinition du PIB mondial pour une prise en compte totale des coûts environnementaux; mise en place d'un régime fiscal et d'incitations à l'investissement, avec le soutien des institutions financières internationales, au bénéfice des petites et moyennes entreprises, en mettant l'accent sur les emplois, les produits et les services respectueux de l'environnement; adoption d'une législation internationale sur la criminalité environnementale transfrontalière.

M. U. BAYERO (Nigéria) exprime son accord avec les intervenants ayant signalé les problèmes de supervision, de réglementation et de contrôle mis en lumière par la crise financière. Il est également d'accord avec le Directeur général de l'OIT pour reconnaître que, déjà avant la crise, l'emploi ne progressait pas au même rythme que le développement. Cette constatation est particulièrement vraie pour les économies en développement comme celle du Nigéria qui se battaient pour atteindre le plein emploi et réaliser les Objectifs du millénaire pour le développement. Il est donc probable que les dimensions du problème aient été sous-estimées.

Au Nigéria, la Chambre des représentants a créé des commissions techniques chargées d'étudier les problèmes de réglementation, d'éviter la panique et les vagues de retraits massifs dans les banques. Pour limiter la dépendance de l'économie du Nigéria par rapport au pétrole, l'Exécutif a commencé à investir dans l'agriculture et l'industrie textile. Le Gouvernement dispose néanmoins d'une capacité limitée de réponse à la crise, la reprise étant liée au contexte international. Il y a, de plus, une incohérence entre, d'une part, les exigences du FMI vis-à-vis des pays en développement et les conditionnalités qu'il leur impose et, d'autre part, les mesures requises, et prises, dans les pays développés. La communauté internationale aurait pu faire davantage pour contrer les effets de retrait de fonds des pays en développement par les économies développées suite à la crise. Par ailleurs, les pays du G8 et du G20 pourraient honorer les engagements d'aide qu'ils ont pris. M. Bayero estime que les pays en développement obtiendraient probablement de meilleurs résultats en favorisant une bonne gouvernance et en luttant contre la corruption plutôt qu'en se reposant sur ce que la communauté internationale est disposée à faire pour eux.

M. Z.A.A. BARRY (Arabie saoudite) dit que, en plus des 500 millions de dollars E.-U. qu'elle a donnés au Programme alimentaire mondial, l'Arabie saoudite a créé, il y a environ 30 ans, un fonds qui accorde des prêts non concessionnels aux pays en développement pour favoriser leur développement social et économique. Elle a également décidé des allocations budgétaires

pour l'aide publique au développement et apporté son appui à des programmes multilatéraux, à la Banque mondiale et au FMI. L'Arabie saoudite a pris diverses mesures pour atténuer l'impact de la crise par l'intermédiaire de sa banque nationale et dispose de fonds de réserve considérables. Elle a augmenté la production de ses industries pétrochimiques.

Du point de vue de l'économie internationale, il faut que les gouvernements élaborent des politiques en réponse à la crise. Les fonds consacrés par les pays les moins développés à des fins de militarisation auraient pu être investis dans le développement économique et social, l'Organisation des Nations Unies pouvant leur apporter son assistance dans cette entreprise.

M. A. LIMA (Cap-Vert) indique que, sur la façon dont les parlements doivent faire face à la crise économique et sociale, il est d'accord avec les intervenants qui ont souligné la nécessité de s'attaquer non seulement à la crise financière mais aussi aux crises de la pauvreté, de l'alimentation et de l'environnement. Comme M. Turok l'a dit, il est essentiel que les pays en développement explorent leur propre potentiel mais il est également important que les pays développés tiennent les promesses qu'ils ont faites dans le cadre du partenariat mondial pour le développement. S'agissant du commerce mondial, de nombreux pays ont des pratiques protectionnistes et les pays en développement ont beaucoup de mal à accéder aux marchés des pays développés. Les gouvernements adoptent des politiques budgétaires en réponse à la crise : le Cap-Vert a augmenté son budget d'investissement et baissé les impôts pour favoriser les créations d'emploi et apporter une aide d'urgence aux familles durement touchées par la récession. Toutefois, il est essentiel que les politiques de lutte contre la récession sociale, de protection de l'environnement et de réduction de la pauvreté bénéficient d'un soutien plus important de la part de la communauté internationale. Compte tenu de l'ampleur des programmes nationaux, les parlementaires devraient être davantage impliqués dans l'élaboration et le contrôle de ces programmes, notamment ceux liés à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, plus petit dénominateur commun du développement international.

M. M. EL SAID (Egypte) déclare qu'un certain nombre de pays en développement ont été dans l'incapacité de mettre en place des politiques de réponse à une crise qu'ils n'ont aucunement contribué à créer. Cette crise a été provoquée dans les pays développés par la cupidité. Les pays en développement sont bien plus affectés que les pays développés par les conséquences de la crise et l'aide qu'ils reçoivent pour y faire face est insuffisante. Les pays en développement ont besoin d'aide pour réduire la pauvreté dont le niveau est souvent insupportable. Il faut que les pays en développement aient leur mot à dire dans les décisions prises par les grands pays du monde au lieu de subir des décisions qui leur sont imposées; cette réunion de parlementaires est donc d'autant plus importante qu'elle donne à tous l'occasion de rechercher des solutions à la crise.

M. B. TUROK (Afrique du Sud) précise que le protectionnisme peut être considéré comme de l'autodépendance, un concept développé par M. Adebayo Adedeji dans son allocution retraçant les progrès de l'Afrique du Plan d'action de Lagos au NEPAD en 2002. La question est de savoir à quel moment l'autodépendance se transforme en protectionnisme. Il n'y a aucun pays au monde qui ne pratique une forme ou une autre de protectionnisme : l'Europe a imposé une taxe de 10 pour cent sur les voitures importées, les Etats-Unis imposent des taxes d'importation sur le coton et de nombreux autres produits. Les marchés ouverts ont certes des avantages mais, dans certains cas, le protectionnisme est nécessaire et justifié. Il estime, comme la CNUCED, que les pays peuvent avoir recours à un certain degré de protection pour permettre à leurs industries naissantes de se développer. L'Afrique du Sud a subi un

phénomène de désindustrialisation après avoir abaissé ses droits de douane. Par conséquent, s'il est clair qu'un protectionnisme global est mauvais, les pays en développement, en particulier, ont le droit de protéger leurs industries naissantes.

Tout le monde est d'accord sur la nécessité d'une bonne gouvernance mais il apparaît que le FMI qui donnait des leçons à ce sujet aux pays en développement n'a pas lui-même obtenu de bons résultats sur ce plan : il n'a ni réglementé ni empêché les pratiques d'un Bernard Madoff qui a volé 75 milliards de dollars E.-U. en Amérique. Il y a des exemples de bonne gouvernance dans les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine et ce fait ne doit pas être négligé.

S'agissant de l'aide publique au développement, des sondages réalisés au Royaume-Uni, en France et dans d'autres pays d'Europe ont montré qu'une très large majorité de l'opinion publique est favorable au maintien de l'aide aux pays en développement. On constate une prise de conscience soudaine de ce que la crise a été causée par la cupidité et que cette cupidité doit faire l'objet du contrôle institutionnel d'un organe de régulation. La Chine est un bon exemple d'un pays dont l'économie est bien gérée; toutefois, compte tenu de son importante pénétration des économies africaines, elle pourrait procéder à davantage de transferts de compétences sur ce continent. Evoquant le thème de la corruption, M. Turok rappelle que la Commission des finances du Parlement sud-africain a étudié un projet de loi sur le blanchiment de fonds et ayant, à ce propos, pris le conseil du FBI, a appris que le blanchiment existait à grande échelle aux Etats-Unis. La corruption est clairement un problème international grave et l'Organisation des Nations Unies pourrait prendre l'initiative en la matière.

M. P. LARSEN, Directeur de la division des relations extérieures au Programme alimentaire mondial, en réponse aux commentaires formulés, ajoute qu'il est tout à fait d'accord avec le représentant du Pakistan sur la nécessité d'adopter des programmes d'aide centrés sur les populations. En période de crise, l'accent doit être mis sur les besoins humains élémentaires : alimentation, eau et logement et c'est un point que doivent garder à l'esprit les donateurs qui contribuent à l'aide publique au développement comme les pays en développement qui établissent leurs propres plans. Il ne faut faire aucune distinction artificielle entre besoins humanitaires à long terme et besoins immédiats; en effet, en investissant dans l'aide d'urgence aux populations, on investit aussi dans le capital humain, dans la sécurité individuelle ainsi que dans la sécurité nationale et régionale et dans la reprise économique à plus long terme. Il convient d'axer l'aide sur les mesures dont on a constaté concrètement qu'elles étaient les plus efficaces sur le terrain pour améliorer la vie des gens : il est évident que le système multilatéral des Nations Unies et les institutions de Bretton Woods donnent des résultats. Le Programme alimentaire mondial est entièrement financé par des contributions volontaires de gouvernements et de donateurs privés et juste avant la crise il a dû licencier 25 pour cent de son personnel par manque de fonds; l'Arabie saoudite et d'autres donateurs ont consenti des contributions extraordinaires qui ont permis la poursuite du travail du Programme.

M. A. YIMER, Ambassadeur (Ethiopie) déclare que tous doivent garder à l'esprit que, en septembre prochain, le G20 se réunira à nouveau pour faire le point : il incombe aux parlementaires d'exercer une pression sur les dirigeants du G20 pour qu'ils tiennent les engagements annoncés, agissent et soient efficaces. Ce prochain Sommet du G20 sera donc, en quelque sorte, une heure de vérité.

**Vendredi 8 mai 2009
(matin)**

**Exposé principal
LA DIMENSION GENRE DE LA CRISE ECONOMIQUE**

Le *PRESIDENT de l'UIP*, présentant le point, dit que, depuis des années, l'UIP donne l'exemple pour ce qui est de la promotion de l'égalité des chances entre hommes et femmes dans la société et en politique. L'UIP milite pour des lois tenant compte des différences entre hommes et femmes, pour des budgets établis dans une perspective d'équité entre hommes et femmes, pour les microcrédits et d'autres instruments similaires qui servent à autonomiser les femmes sur le plan économique et politique et, surtout, leur permettent de participer à la prise de décision.

Ainsi, en temps de crise, l'UIP insiste pour que les ripostes politiques à la crise financière mondiale tiennent compte aussi du rôle des femmes comme agents économiques. Il faut s'employer résolument à éviter que les femmes et les filles, comme cela se produit trop souvent, supportent une part disproportionnée de la charge économique.

Mme B. PRAMMER, Présidente du Conseil national d'Autriche, dit que l'impact de la crise actuelle sur le développement devrait être pris très au sérieux. Un quart de la population mondiale vit dans une extrême pauvreté. Dans son dernier rapport, l'OCDE constate que ses pays membres traversent la récession la plus profonde et la plus générale depuis plus de cinquante ans. Pourtant, ce n'est pas seulement une crise des pays industrialisés mais aussi une crise mondiale qui, selon le rapport 2008 de la Banque mondiale et du FMI, *Global Monitoring Report 2008*, compromet la réduction de la pauvreté qui est l'un des Objectifs du Millénaire pour le développement.

Avec la contraction du commerce mondial pendant le dernier trimestre 2008, la crise financière mondiale a été suivie d'une crise économique mondiale, qui va entraîner de profonds changements dans la structure de l'économie mondiale et une augmentation du chômage et de la pauvreté. Elle risque non seulement de décevoir les millions de gens qui espéraient pouvoir vivre décemment mais aussi de compromettre la stabilité politique de nombreux pays.

Fin 2008, le nombre des travailleurs pauvres, des chômeurs et des employés en situation précaire commençait à augmenter à mesure que s'étendaient les effets du ralentissement économique. Femmes et hommes ont été touchés par les suppressions d'emplois, mais les femmes ont été les premières licenciées car l'homme passe traditionnellement pour être le principal soutien de famille. Dans certains pays, les suppressions d'emplois ont touché des secteurs traditionnellement occupés par des hommes alors que, dans d'autres pays, les emplois supprimés l'ont été pour la plupart dans des secteurs dominés par les femmes.

Le chômage est un énorme problème pour tout le monde, mais il est pire pour ceux qui ont un revenu bas, et qui, pour la plupart, sont des femmes. Ceux-là n'ont pas pu épargner dans les années de prospérité pour aider leurs familles, et leur emploi à plein temps risque de se transformer en emploi à temps partiel sans qu'ils soient pris en charge, même partiellement, par les systèmes de sécurité sociale. Il faut éviter de réduire les dépenses sociales, ce qui aurait des répercussions néfastes sur l'économie solidaire – les soins et l'assistance aux personnes étant le fief des femmes – et alourdirait les responsabilités des femmes dans ce domaine et à l'intérieur du ménage. Des investissements accrus dans les secteurs de l'éducation, des services

de santé, de la garde des enfants et des soins aux personnes âgées pourraient réduire le volume de travail non rémunéré que doivent fournir les femmes dans leur foyer et améliorer leur accès au marché de l'emploi.

Presque tous les pays ont progressé sur la voie de l'égalité entre les sexes et il importe de tout mettre en œuvre pour éviter que la crise économique n'entraîne un choc en retour. La situation des femmes doit être prise en considération lors de l'adoption des plans de relance. L'égalité et la possibilité pour les femmes de participer pleinement à la vie de la société sont importantes pour toute la société. Quant à l'activité économique, elle est pour les femmes pauvres, en particulier, le moyen d'entrer dans la sphère publique et de se donner les moyens d'assumer de nouvelles fonctions.

La grande majorité des femmes, en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud, travaillent dans le secteur agricole. Le développement rural, des investissements dans l'infrastructure agricole et l'éducation contribueraient non seulement à l'autonomie de ces femmes mais augmenteraient aussi leur productivité et élargiraient leurs perspectives économiques. Le microfinancement aide de nombreux pauvres à accroître leurs revenus et, comme les femmes en sont les principales bénéficiaires, il est important de ne pas restreindre les microcrédits dans ces régions. L'impact de la crise financière sur les migrantes, en particulier celles qui travaillent dans l'économie solidaire et dans les ménages des pays développés, est aussi un sujet de préoccupation. Des suppressions d'emplois et une diminution du volume des fonds envoyés par les migrants à leurs familles entraîneraient pour celles-ci de graves difficultés économiques et pourraient rendre des femmes plus vulnérables à la traite.

L'égalité des sexes devrait être un principe clé de toute riposte politique. Comme l'a constaté l'OIT dans son rapport 2009 *Tendances mondiales de l'emploi des femmes*, la crise, loin de toucher seulement les femmes dans le monde du travail, compromet la stabilité générale de la société. En réponse, les politiques devraient donc contribuer à corriger le déséquilibre qui se traduit par une charge sociale et économique disproportionnée pour les femmes.

Un budget établi dans une perspective d'équité entre hommes et femmes, qui a été introduit en Autriche aux niveaux local, régional et national, est l'un des instruments les plus importants au service de l'égalité entre hommes et femmes. Le budget 2009-2010 est déjà établi dans cette perspective et les appels d'offres du Parlement autrichien doivent se conformer aux règles d'équité entre les sexes. L'obligation d'introduire cette perspective d'équité entre hommes et femmes vaut aussi pour le budget du développement. Les parlementaires pourraient jouer un rôle crucial en accélérant l'intégration de la dimension du genre et devraient favoriser la multiplication des programmes de lutte contre la discrimination. Ils pourraient encourager tous les pays à ratifier la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, ainsi que les conventions de l'OIT sur l'égalité, et à adopter les directives régionales à ce sujet, en particulier celles de l'Union européenne.

Il serait intéressant de se demander si la crise financière serait moins dévastatrice si les femmes étaient plus nombreuses à participer aux processus décisionnaires mais il est certain qu'elles doivent être plus nombreuses à participer à la prise des décisions économiques et politiques. Elles ont le droit de se faire représenter par des femmes, si tel est leur choix, car les femmes défendent mieux les causes qui ont une importance pour les femmes et ont une expérience directe des problèmes qu'elles rencontrent. Elle est favorable, pour sa part, au système de quotas tel qu'il est appliqué en Norvège où, après l'adoption de la loi y relative, la représentation des femmes dans les conseils d'administration de sociétés a augmenté fortement, passant de 3 pour cent en 1993 à 43 pour cent en 2008.

La crise constitue un défi pour tous les parlementaires, qui ont le devoir de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour empêcher un chômage de masse et une paupérisation de la population et pour atténuer l'impact de la crise sur la qualité des processus démocratiques. Un plus grand nombre de femmes attirées par la politique, la science, l'économie et d'autres disciplines sociales ferait pencher la balance vers plus de démocratie et de justice dans le monde.

Mme S. TIOULONG (Cambodge) dit que les femmes, en particulier dans les pays pauvres, sont vulnérables et ont été les plus touchées par le ralentissement économique. Pourtant, même dans les pays riches, elles ont été systématiquement marginalisées dans les systèmes politiques et les structures économiques. S'il y a un point commun entre les pays riches et les pays pauvres face à la crise, c'est bien cette mise à l'écart des femmes. Tous les parlementaires devraient unir leurs efforts pour réduire l'écart entre hommes et femmes.

On a beaucoup discuté la veille de la nature systémique de la crise mondiale et du rôle joué par le système financier et les mécanismes de contrôle, mais la marginalisation des femmes dans l'économie est elle aussi systémique. Si la crise doit ouvrir des perspectives nouvelles, elle espère que ce sera en contribuant à réduire l'écart entre hommes et femmes; les parlementaires peuvent jouer un rôle en encourageant la discrimination positive et en veillant à ce que les plans de relance nationaux créent des structures politiques et sociales plus ouvertes aux femmes. Un monde gouverné à moitié par des femmes pourrait être plus harmonieux et moins sujet aux crises.

M. S. YAMEOGO (Burkina Faso) dit que, dans de nombreux pays en développement, ce sont les défavorisés et les femmes, en particulier, qui ont ressenti le plus durement les conséquences de la crise financière. En avril, après avoir consulté la société civile et les autorités traditionnelles, le Parlement du Burkina Faso a introduit un système de quotas qui oblige les partis à avoir au moins 30 pour cent de femmes sur leurs listes de candidats aux élections nationales et locales. Les partis politiques ont été encouragés par des incitations financières à l'appliquer. Bien que le changement se heurte au Burkina Faso, comme dans bon nombre de pays développés d'ailleurs, à des obstacles sociaux et culturels, la parité finira par s'instaurer avec le temps.

Mme M. PERCOVICH (Uruguay) dit que la crise financière va fragiliser les populations et faire progresser la pauvreté. En s'occupant des enfants, des adolescents et de tous les membres vulnérables de la famille, les femmes jouent un rôle central dans la société, dont il faudrait tenir compte lors de la définition des politiques nationales et internationales. Le travail non rémunéré des femmes est souvent invisible mais des études ont montré qu'il contribuait de manière non négligeable non seulement au bien-être social, mais aussi au PIB. Il faudrait donc en tenir compte dans les stratégies de réduction de la pauvreté.

Mme B. PRAMMER, Présidente du Conseil national autrichien, répond aux commentaires en disant qu'elle souscrit pleinement aux propos des intervenants précédents. Il n'est pas acceptable que la crise financière provoque un recul des préoccupations chères aux femmes et il faut tout faire pour l'éviter. La représentante du Cambodge a évoqué la marginalisation des femmes; elle-même est convaincue que c'est là le problème le plus important que rencontrent les femmes, dans les pays développés comme dans les pays en développement. En Autriche, par exemple, 80 pour cent des pauvres sont des femmes, le chômage augmente chez les femmes et pourtant il est difficile de convaincre les responsables politiques de la nécessité de prendre des mesures spéciales pour les aider à affronter la crise financière. Etant donné le rapport entre pauvreté et violence, lutter contre la violence à l'égard des femmes et des enfants serait aussi lutter contre la pauvreté.

Le *PRESIDENT de l'UIP* dit qu'il faut une volonté politique et de l'inventivité sociale pour promouvoir l'égalité des chances pour les femmes et instaurer plus de justice dans la société humaine. Il rappelle les grandes conférences tenues sous l'égide des Nations Unies, qui ont mis en lumière le rôle des femmes dans le développement et le processus politique, depuis la Conférence de Rio sur le climat et l'environnement, la Conférence internationale du Caire sur la population et le développement en 1994 et surtout la Conférence mondiale de 1995 sur les femmes, qui a abouti à l'adoption des Objectifs du Millénaire pour le développement à l'Assemblée générale des Nations Unies en 2000 et à l'initiative des Nations Unies de 2001 sur le financement du développement. L'exemple de la Norvège est louable mais, malheureusement, reste l'exception.

THEME 2 : LA REFORME DU SYSTEME FINANCIER INTERNATIONAL

Réunion-débat

ASSURER LA STABILITE FINANCIERE

M. J.K. SUNDARAM, *Sous-Secrétaire général chargé du développement économique, Département des affaires économiques et sociales (ONU)*, illustrant son propos par des diapositives, annonce qu'il va d'abord énoncer les problèmes que pose la crise financière, économique et sociale. La crise n'était pas complètement inattendue : les Nations Unies, la CNUCED et la Banque des règlements internationaux avaient toutes mis en garde contre les fragilités du système, mais leurs avertissements n'ont guère été entendus. Le système international n'était pas incapable de déceler les fragilités existantes, ce qui veut dire que certaines des répercussions de la crise auraient très bien pu être évitées ou atténuées.

Au cœur du problème se trouvent ce que l'on pourrait appeler des déséquilibres insoutenables, qui tirent leurs origines d'un système hérité d'un passé colonial, qui n'est plus de mise au XXI^{ème} siècle. Le monde doit se doter d'un système monétaire et financier international plus équitable, plus solidaire et plus favorable à un développement durable.

La nécessité d'une nouvelle architecture financière internationale a été reconnue voilà plus de dix ans : le Président Bill Clinton en a parlé en 1998. Le système actuel, qui évolue en fonction des événements depuis 1971, doit être rationalisé et repensé de fond en comble. Depuis trente ans, le monde est sous l'influence d'une idéologie qui favorise la dérégulation, l'autorégulation et, en particulier pour les pays en développement, la libéralisation des comptes de capitaux. Des institutions qui n'avaient nullement pour mission d'encourager une telle libéralisation ont concouru à répandre cette idéologie, qui est d'origine assez récente et qui est très contestée à l'heure actuelle.

Il est important de reconnaître que la mondialisation financière n'a pas contribué à la croissance mais a compromis la stabilité. Les fréquentes crises financières des vingt-cinq dernières années ont été le signe d'une volatilité et d'une instabilité accrues.

La diapositive montre que, depuis 1980, la mondialisation financière a été beaucoup plus importante que la mondialisation commerciale. Pourtant, les investissements réels, qui contribuent à la croissance, ont légèrement diminué avec le temps, contrairement à ce que prétendent les tenants de la libéralisation financière. On était parti de l'hypothèse que la mondialisation financière serait bénéfique en créant des mouvements de capitaux des pays riches vers les pays pauvres en capitaux, alors qu'il s'est produit un afflux net de fonds des pays

pauvres vers les pays riches en capitaux. Il est paradoxal que les Etats-Unis, qui ne sont certainement pas le pays le plus pauvre, soient le plus grand emprunteur. Le coût des fonds n'a pas baissé non plus – malgré la promotion du développement financier – ce qui est aussi contraire aux thèses avancées par les partisans de la mondialisation financière. En résumé, celle-ci s'est soldée par une plus grande volatilité, une croissance plus faible et par l'instabilité.

Les mouvements de capitaux à court terme sont particulièrement problématiques, en particulier pour les petits pays en développement. Ils ne concourent ni aux investissements ni à la croissance mais contribuent à la création de bulles et à la hausse des prix des biens. Dans certains pays, ils ont contribué à des excès de consommation. Il y a parfois eu surinvestissement, ce qui a abouti à d'énormes excès de capacité et qui rend la reprise aujourd'hui d'autant plus difficile.

On pourrait donc qualifier le système financier de procyclique : autrement dit, il ne sert pas à modérer les cycles par lesquels il passe. La crise s'étend en passant par trois principaux vecteurs : elle commence par le secteur financier, de là gagne l'économie réelle et finalement se répand à l'intérieur de l'économie réelle. Elle a entraîné une spirale déflationniste, qui a de nombreuses conséquences, en particulier pour les marchés financiers et l'effondrement des marchés des actifs.

Bien que les pays en développement n'aient pas participé à la débâcle des crédits hypothécaires à risque, les marchés boursiers des pays en développement se sont effondrés beaucoup plus que ceux des pays développés. Il y a aussi une inversion importante des flux de capitaux, de sorte que les coûts pour les emprunteurs ont considérablement augmenté. Il est vrai que certains pays ont vu s'améliorer leur situation financière à la suite des crises asiatique et latino-américaine des années 90, mais ils sont vulnérables et leur situation pourrait basculer sous peu.

Les conséquences sociales de la crise sont énormes. L'OIT prévoit que 200 millions de travailleurs de plus pourraient être réduits à la pauvreté et 51 millions de personnes de plus, se retrouver sans emploi; les dépenses sociales des gouvernements sont menacées pour diverses raisons, l'agitation sociale et politique est en hausse et la crise représente le plus grand risque pour la sécurité, à la fois dans le monde et aux Etats-Unis.

S'agissant de la réforme du système financier, il faut reconnaître qu'aucune institution n'est en mesure de mener à bien une telle réforme au niveau mondial. Il est donc vraisemblable qu'elle sera menée au niveau national. Il sera important de repenser le rôle des banques, en plaçant peut-être les principales banques du système national sous le contrôle de l'Etat comme l'a suggéré récemment Willem Buiters¹; le but de la nationalisation ne serait pas de sauver les banques, mais de les empêcher de se laisser dominer par le court terme, ce qui a des conséquences désastreuses pour le système économique. Les marchés financiers ont aussi été défaillants dans leur rôle de collecteurs de fonds. Il faut une régulation financière plus complète, doublée d'états financiers établis à l'échelle du système, pour éviter les risques excessifs.

Le système financier mis en place après la Seconde Guerre mondiale avait été conçu pour favoriser le développement. Les discussions actuelles au sein du G8 et du G20 portent principalement sur la stabilisation financière et n'accordent pas suffisamment d'attention aux questions de développement et de solidarité. L'une des plus importantes recommandations de réforme faites par la Commission Stiglitz concerne la nécessité pour les pays en

¹ <http://blogs.ft.com/maverecon/2009/05/whats-left-of-central-bank-independence/>

développement de disposer d'une marge de manœuvre pour leurs politiques et la poursuite de politiques contracycliques. Il y a aussi un manque de cohérence entre les politiques commerciales et les politiques financières. Les mesures de soutien financier doivent être beaucoup mieux coordonnées à l'échelle mondiale que ce ne fut le cas par le passé. La Commission a fait des recommandations de réformes systémiques; la Chine a évoqué la possibilité d'une nouvelle monnaie mondiale de réserve avec des droits de tirage spéciaux (DTS) plus étendus. Pour les institutions de Bretton Woods et d'autres institutions financières, une réforme s'impose, ainsi que des systèmes de surveillance plus objectifs. La Commission a aussi recommandé que les banques centrales encouragent le développement de manière bien plus délibérée que par le passé. Le développement a besoin d'un financement qui s'inscrive davantage dans la durée. L'ordre du jour du développement a résulté dans une large mesure de la Conférence de Bretton Woods de 1944, où les institutions financières internationales envisagées étaient sous la tutelle des Nations Unies. Malheureusement, elles n'y sont pas restées, ce qui a quelque peu sapé la base des institutions de Bretton Woods. La croissance, la création d'emplois et le développement sont aussi importants que la stabilité. La Conférence des Nations Unies sur la crise financière et économique mondiale, qui doit se tenir en juin, sera l'occasion de commencer à dessiner une nouvelle architecture financière dans le sens qu'il a indiqué.

M. G. HAARDE, ancien Premier Ministre de l'Islande, après avoir rappelé sa longue association avec l'UIP, dit que l'Islande reçoit actuellement une aide financière du FMI; il peut donc présenter une étude de cas du premier pays victime de la crise financière mondiale. Les origines de la crise remontent à septembre 2008 : il assistait à l'Assemblée générale des Nations Unies à New York quand il a reçu un appel téléphonique urgent du Gouverneur de la Banque nationale qui lui demandait de rentrer en Islande où des affaires très pressantes l'attendaient. Depuis lors, lui-même et les autres membres du Gouvernement islandais n'ont rien fait d'autre que de parer aux conséquences de la crise financière et à ses retombées économiques et politiques.

Passant en revue les principaux événements de la crise et les enseignements qui en ont été tirés, il dit que l'Islande avait trois grandes banques au moment de l'effondrement, dont deux étaient privatisées. Elles passaient pour des établissements sains et responsables bien qu'elles se soient développées très rapidement jusqu'à représenter plus de dix fois le PIB de l'économie, ce qui, avec du recul, n'apparaît pas très bon. Les banques, très bien cotées par les sociétés d'information financière, avaient connu des difficultés pendant toute l'année 2008, mais l'assurance avait été donnée qu'elles seraient en mesure de se financer sur les marchés en 2009 et qu'il n'y avait aucune raison de s'inquiéter. La chute de Lehman Brothers le 15 septembre 2008 leur a porté un rude coup, mais il ne s'est répercuté sur l'ensemble du système qu'à la fin du mois. Après la chute de Lehman Brothers, il y a eu un gel complet des marchés internationaux et les banques islandaises n'ont plus pu obtenir le financement dont elles avaient besoin; elles se sont retrouvées en défaut de paiement et le Gouvernement a dû prendre des mesures draconiennes pour les sauver.

La cause immédiate de la débâcle a été la tourmente financière internationale, mais il y a eu aussi des causes nationales liées aux banques elles-mêmes : elles avaient été beaucoup trop agressives dans leurs pratiques bancaires et avaient pris beaucoup trop de risques. Une fois la situation analysée, il est apparu que ni le Gouvernement ni la Banque centrale d'Islande ne pouvaient renflouer les banques ou assumer leurs responsabilités envers les créanciers. Les banques avaient profité d'une abondance d'argent peu coûteux pendant plusieurs années. Elles opéraient dans le même cadre de contrôle que le reste de l'Union européenne; l'Islande, en tant que membre de la zone économique européenne, a adopté les mêmes règles et lois que le reste de l'Union européenne.

Face à la crise, le Gouvernement a adopté une loi d'urgence le 6 octobre 2008, divisant les banques entre banques anciennes et banques nouvelles pour être sûr de sauver le système bancaire national. Cette séparation a été une réussite et les épargnants et les entreprises n'ont pas vu de changement notable. Des problèmes se sont produits à l'étranger où les créanciers des banques islandaises en ont clairement senti les effets. Depuis lors, l'Islande a entrepris de réévaluer tous les actifs de ses banques, après quoi elles seront recapitalisées comme banques nationalisées. Les banques anciennes ayant des créanciers étrangers sont en train de négocier avec eux et d'essayer de maximiser la valeur de leurs actifs pour répondre à leurs demandes.

Des progrès ont été faits depuis l'effondrement et il a bon espoir que les problèmes se résoudront à l'amiable avec les créanciers étrangers. Les banques anciennes sont entre les mains de comités d'administrateurs judiciaires qui vont examiner ces problèmes. Au moment des faits, il était difficile de voir clairement tous les événements mais, quelques mois plus tard, il est plus facile de s'en faire une idée précise. Les crises financières ont tendance à gagner très rapidement l'économie réelle et c'est ce qui s'est produit en Islande, ce qui a incité le Gouvernement à demander l'aide du FMI et à accepter un programme qui le fasse sortir de cette période calamiteuse.

Selon les prévisions, la crise financière devrait entraîner une baisse du PIB islandais de 10 pour cent en 2009. Le FMI prévoit que le PIB des autres pays d'Europe baissera de 4, 5 et même de 6 pour cent. Etant donné la forte croissance qu'enregistrait l'Islande ces dernières années, la chute du PIB va ramener l'économie aux niveaux de 2006, époque à laquelle le pays était assez riche. Il y a eu une montée du chômage et un problème d'inflation qui a été rapidement maîtrisé; l'inflation et les taux d'intérêt baissent rapidement. Pour le Gouvernement, qui n'avait pratiquement pas de dette avant la crise, son endettement actuel est un motif de préoccupation. La situation de la dette a été arrêtée avec beaucoup de prudence avec le FMI; elle est actuellement jugée supportable et le pays devrait s'en sortir en quelques années.

Les conséquences de la crise ont été aussi politiques : le pays avait un gouvernement stable depuis quelque dix-huit ans lorsque la crise a éclaté, causant un grand mécontentement politique et des manifestations de rue. Le Conseil des ministres était divisé sur la façon de réagir face à ces événements. Le Gouvernement est tombé en janvier 2009, et un nouveau Gouvernement a été formé il y a quinze jours. On peut dire que le Gouvernement islandais a été le premier à être victime de la crise financière.

La crise a eu aussi des dimensions internationales, car les banques islandaises étaient présentes à l'étranger, en particulier au Royaume-Uni et aux Pays-Bas, sur le marché des dépôts. On a craint que le Gouvernement islandais ne soit pas en mesure d'assumer ses responsabilités et d'assurer les dépôts. Ces craintes étaient légitimes mais les Gouvernements auraient dû traiter entre eux de manière civilisée pour les dissiper. Or, le Gouvernement du Royaume-Uni, de manière précipitée et irrationnelle, n'a pas seulement pris le contrôle des succursales londoniennes des banques islandaises mais a aussi appliqué au Gouvernement islandais, à sa Banque centrale et à l'une des banques commerciales impliquées des sanctions fondées sur la loi antiterroriste. Cette réaction, disproportionnée et inutile, a beaucoup nui aux intérêts islandais, alors qu'il aurait fallu aider à maximiser la valeur des actifs islandais pour que les banques puissent effectuer les règlements qui arrivaient à l'échéance. Il en est résulté une détérioration de la valeur des actifs, ce qui a aggravé la situation sans améliorer celle des déposants du Royaume-Uni. La situation n'est toujours pas réglée bien qu'une commission du Parlement du Royaume-Uni ait publié un rapport dans lequel elle reconnaît qu'il n'était pas justifié d'inscrire la Landsbanki Bank sur une liste de terroristes et de régimes interdits. Les

mesures prises par le Premier Ministre Gordon Brown ont été incompréhensibles. La recherche d'un accord sur ces questions avec les Gouvernements du Royaume-Uni et des Pays-Bas a été parmi les aspects les plus compliqués de la crise. On espère que la majorité des obligations de la Landsbanki Bank, ainsi que celles de la Kaupthing Bank en Allemagne et dans d'autres pays, pourront être remplies.

Si l'Islande a été la première victime de la crise, on espère qu'elle sera aussi la première à s'en sortir. Le Gouvernement a mis en place des mécanismes de soutien à l'économie avec l'assistance et la coopération du FMI, qui a ouvert un bureau à Reykjavik. L'orateur prévoit que l'Islande renouera avec une croissance économique positive vers le milieu de l'année 2010, et verra aussi alors baisser le chômage.

L'Islande a compris que, étant un petit pays à l'économie ouverte, elle ne devait pas essayer de devenir une place financière internationale car cela comporte trop de risques : c'est l'un des principaux enseignements qu'elle tire de la crise. Il faut aussi mener une réflexion sérieuse pour savoir si l'Islande doit avoir sa propre monnaie; il estime que ce serait possible si le pays avait une économie fermée, mais pas si elle souhaite demeurer ouverte aux entrées et aux sorties de capitaux. Un certain nombre d'excellentes suggestions ont été avancées à la présente conférence, y compris la nécessité d'une régulation et d'un contrôle internationaux plus stricts à la fois des établissements financiers et des sociétés d'information financière. Celles-ci ont été complètement discréditées après avoir décerné un triple A à des fonds de placement spéculatifs et aux banques islandaises.

S'agissant de l'assurance des dépôts, selon une directive européenne sur ce sujet, les dépôts peuvent être déplacés librement d'un pays à l'autre et placés n'importe où dans la zone économique européenne mais la responsabilité de l'assurance incombe au pays d'origine. Il préférerait que le système soit réformé et qu'un système d'assurance conjoint soit institué pour la zone. Le franchissement des frontières à des fins d'évasion fiscale est aussi une question à laquelle les gouvernements se sont intéressés. Tous les gouvernements devraient être représentés dans les instances où sera élaborée la nouvelle régulation internationale.

M. P. OQUIST, Conseiller principal pour les questions financières et économiques auprès du Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, dit que, comme l'a fait observer M. Sundaram, c'est au niveau national que l'on a combattu la crise financière. La riposte au niveau international a été molle et ne s'est pas attaquée aux causes structurelles et systémiques de la crise. Ces questions devraient être traitées par la Conférence des Nations Unies sur la crise économique et financière mondiale et son incidence sur le développement qui se tiendra en juin. Ce sera la deuxième conférence internationale de ce type, la première étant celle de Bretton Woods en 1944.

Le système monétaire et financier imaginé à Bretton Woods a pris fin en 1971-73. A suivi une période d'improvisation. Des voix s'élèvent actuellement pour réclamer une réforme des institutions de Bretton Woods. La conférence n'est cependant qu'un début : dès que les chefs d'Etat ou de gouvernement auront indiqué dans quel sens ils souhaitent aller, des groupes de travail techniques seront constitués et chargés de formuler des propositions applicables en pratique. Ensuite, des réunions ministérielles sont prévues – la première en septembre – et une réunion des chefs d'Etat aura lieu pendant la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale. La Commission présidentielle d'experts, dirigée par le Professeur Stiglitz, sera invitée à poursuivre ses travaux, de même que le Président et le personnel attaché à la conférence. La continuité est donc inscrite au programme jusqu'à la conclusion du processus.

Le document final proposé pour la conférence sera une déclaration des chefs d'Etat ou de gouvernement sur leur détermination à mener une action coordonnée face à la crise mondiale et notamment à restructurer le système financier et économique mondial pour parvenir à un modèle socio-économique plus équitable, équilibré, stable et durable. Ils reconnaîtront la nécessité de faire face aux crises qui touchent à la fois à des questions éthiques, environnementales, financières et économiques, à l'alimentation et à l'énergie, au rééquilibrage entre marché et Etat et aux questions politiques et institutionnelles qui remettent en cause la civilisation.

L'objectif est d'abandonner les antivaleurs que sont la cupidité et l'exclusion pour la solidarité, le bien commun et l'intégration, une économie recentrée sur les êtres humains, qui sache concilier les besoins des populations, les droits de l'homme et la sécurité humaine et qui tienne compte de tout ce qui est nécessaire pour préserver la vie sur terre. C'est sur ces valeurs que devrait être fondée la responsabilité morale et éthique de l'intendance de la terre pour tous les êtres vivants et pour les générations futures. Le système économique en place est centré sur les revenus, la richesse et le pouvoir, passe par des hauts et des bas cycliques et est sujet à l'instabilité périodique.

Les recherches ont montré que la volatilité était particulièrement forte lorsque le capital financier devenait hégémonique; les profits des services financiers, exprimés en pourcentage des bénéfices totaux des sociétés étaient de 6 pour cent dans les années 80 mais avaient atteint 40 pour cent en 2007. Les services financiers étaient devenus un centre d'accumulation qui avait entraîné une croissance des marchés financiers virtuels égale à six fois l'économie mondiale réelle. Les spéculations sur les produits alimentaires et l'énergie auxquelles on a assisté en 2006 et 2007 devraient être interdites. Il doit y avoir un équilibre entre les marchés et le contrôle par l'Etat des lois du marché. Sans contrôle, les marchés peuvent détruire l'environnement, aboutir à une concentration des revenus, de la richesse et du pouvoir, creuser les inégalités et conduire finalement à des krachs financiers du type que l'on connaît actuellement.

La déclaration insistera sur la nécessité d'institutions mondiales efficaces; l'Assemblée générale des Nations Unies pourrait fixer les règles de l'opération. Les gouvernements devraient éviter les mesures protectionnistes; les aides financières et renflouements peuvent être aussi préjudiciables que le terrorisme à l'efficacité d'un système équitable de libre-échange. Parmi les propositions tendant à ajuster la situation figureraient une relance mondiale visant à financer des opérations de restructuration et de survie afin que les économies nationales soient moins tentées par les solutions protectionnistes, des interventions permettant de prévenir et d'atténuer les effets du réchauffement de la planète, de récupérer des habitats perdus et de mettre un terme aux extinctions massives, de reboiser et d'apporter des solutions au problème de l'eau, des programmes de lutte contre la désertification et la pollution et une réduction de la demande excessive dont sont l'objet les ressources mondiales. L'agriculture devra connaître une forte expansion pour contribuer à la sécurité alimentaire mondiale et faire reculer la pauvreté. Il est essentiel de développer les énergies propres, sans considération de rentabilité, et de renoncer à cette mauvaise habitude qui consiste à ne jamais financer suffisamment la solution d'un problème majeur et qui aboutit à une multiplicité de problèmes non résolus et de crises.

Les autres éléments du document de la conférence seront mis à la disposition des participants plus tard dans la journée : une proposition visant à financer la restructuration et la survie à hauteur de 3 000 milliards de dollars E.-U., soit 5 pour cent du PIB mondial, par des droits de tirage spéciaux (DST); par des fonds accordés sans condition par le FMI et la Banque

mondiale; par des sources régionales de liquidités, qui prendront plus d'importance (le monde sortira de la crise actuelle plus régionalisé et moins mondialisé qu'il n'y est entré et l'initiative de Chiang Mai, qui a déjà réuni 125 milliards de dollars E.-U., en est un exemple) et par un nouveau fonds mondial de relance qui servirait d'intermédiaire entre les pays excédentaires et les autres – les pays en développement sont actuellement réticents à se servir du FMI à cause des clauses de conditionnalité. Des sources novatrices de financement évoquées au fil du temps pourraient être réexaminées et exploitées, tels les biens publics mondiaux et l'impôt mondial. L'aide publique au développement est absolument nécessaire, de même que la relance du commerce et l'allégement de la dette. Les dangers d'un système de réserve reposant sur un seul pays étant connus depuis longtemps, il importe d'envisager un nouveau système de réserve mondial. Une proposition vise à mettre en circulation des DTS d'une valeur de 1000 milliards de dollars E.-U. pour la période de la crise afin d'accroître les liquidités; ces DTS seraient distribués non pas en fonction des quotes-parts du FMI mais sur la base de l'efficacité et de l'augmentation de la demande mondiale totale.

Enfin, la mondialisation ne peut se poursuivre sans institutions mondiales et il est proposé que l'Assemblée générale des Nations Unies soit l'instance qui articule ces besoins au niveau mondial. Les autres institutions mondiales seraient le fonds mondial de relance, des autorités mondiales des biens publics pour les mers, l'espace et le cyberspace; peut-être une autorité fiscale mondiale; une commission mondiale chargée de veiller à la sécurité des produits financiers; des instances mondiales de régulation financière et de la concurrence; un conseil mondial composé de conseillers financiers et économiques; un conseil mondial de coordination économique, chargé d'assurer un contrôle permanent en toute indépendance et de surveiller étroitement l'économie mondiale et peut-être un conseil monétaire mondial.

M. A. VLAHOVIC (Serbie) dit que, bien qu'ils ne l'aient pas provoquée, les pays peu avancés et les pays en développement sont les plus touchés par la crise parce qu'ils n'ont pas assez de ressources financières pour empêcher la production de baisser et prévenir les suppressions d'emplois et parce que leurs exportations à destination des marchés des pays développés risquent de diminuer. La récession est arrivée tardivement en Serbie parce que son système financier est bien conçu; elle a échappé à la première phase de la crise parce que ses banques commerciales ne détenaient pas d'actifs toxiques et que sa banque centrale a assuré la stabilité des opérations bancaires. Cependant, la crise s'est manifestée dans l'économie réelle, ce qui a amené le Gouvernement à demander l'aide du FMI. Le FMI a accordé à la Serbie une facilité de réserve de trois milliards d'euros et la Banque mondiale et l'Union européenne lui ont fourni des actifs supplémentaires pour soutenir sa stabilité budgétaire.

Le plan serbe contre la récession combine réduction des dépenses publiques, maximisation de l'épargne, préservation de la stabilité macroéconomique et maintien de l'inflation à un chiffre. Il comprend aussi un ensemble de mesures de relance de l'activité économique et de l'emploi. Ses autres éléments sont les suivants : réduction des coûts de l'administration publique d'un milliard de dollars; responsabilité sociale et protection du niveau de vie de la population; subventionnement du crédit à la consommation; et gros investissements dans l'infrastructure des transports. L'apport extérieur de liquidités sera d'une importance vitale pour la reprise des pays en développement et la Serbie fait tout ce qui est en son pouvoir pour attirer des investissements étrangers directs. Elle doit poursuivre ses réformes structurelles si elle veut devenir à long terme une économie viable et autonome; elle prévoit d'ailleurs des activités plus agressives dans ce domaine. Enfin, étant donné que la crise est partie du secteur financier, le rôle de l'Etat comme actionnaire partenaire du secteur privé devrait être limité. L'Etat devrait plutôt s'attacher à réglementer le secteur financier.

M. ZHA PEIXIN (Chine) dit que, lors du Sommet du G20, les dirigeants sont parvenus à une série d'accords sur des questions telles que l'augmentation des ressources pour le FMI et le renforcement de la régulation et du contrôle du secteur financier, pour faire face ensemble à la crise financière et économique. Il faut s'employer à pousser plus loin l'accord et travailler à l'instauration complète, équilibrée et progressive d'un ordre financier mondial équitable, solidaire et bien géré, qui mette l'accent sur les résultats concrets. Il serait important de travailler en particulier dans les domaines suivants : renforcement de la coopération sur la régulation financière, définition dès que possible de normes et de règles universellement acceptées; amélioration des codes de conduite et des régimes de contrôle des sociétés d'information financière; établissement d'un mécanisme d'alerte avancée qui couvre le monde entier et les grandes places financières internationales en particulier.

Les systèmes financiers régionaux et international devraient aider davantage les pays en développement. La Chine est prête à apporter sa contribution au FMI. Celui-ci devrait combiner les contributions calculées sur la base des quotes-parts avec des contributions volontaires et les nouvelles contributions devraient servir d'abord et surtout à satisfaire les besoins des pays les moins avancés. Les dirigeants du G20 se sont entendus sur la nécessité de donner un rôle plus important au Forum de stabilité financière, d'en élargir la composition et de l'ériger en Conseil de stabilité financière, qui devrait élaborer des propositions plus concrètes.

Le FMI devrait renforcer et améliorer sa surveillance des politiques macroéconomiques des économies majeures, en particulier de celles qui émettent d'importantes réserves, et surtout sa surveillance des politiques d'émission de réserves monétaires. La représentation des pays en développement devrait figurer sur le calendrier et la feuille de route pour l'amélioration de la structure de gouvernance de la Banque mondiale et du FMI, qui a fait l'objet d'un accord au Sommet de Londres. Le mécanisme d'émission de monnaies de réserve devrait être amélioré et le système monétaire international laisser place à une plus grande diversité.

Lord PAUL (Royaume-Uni) dit que la crise financière et économique est venue de ce que les établissements financiers n'ont pas agi comme ils auraient dû le faire. Il est regrettable que certains d'entre eux soient devenus si gigantesques que les gouvernements n'aient pas eu d'autre choix que de les renflouer : le meilleur remède aurait été de les laisser aller à la faillite plutôt que de récompenser les responsables du chaos.

Le Premier Ministre britannique soulève la question de la régulation internationale depuis de nombreuses années et il faut espérer qu'elle sera, cette fois, prise au sérieux. Le rôle des sociétés d'information financière devrait être examiné lui aussi, de même que la responsabilité des vérificateurs de comptes qui, pour le moment, ne sont responsables que devant l'établissement dont ils vérifient les comptes, alors que le public se fie à leurs rapports pour juger de la solidité des établissements financiers.

La Chine a réussi à maintenir son économie malgré la récession, ce qui est un exploit. C'est un pays en développement qui a choisi la voie de la réforme et s'en est tenu à un programme très prudent consistant à maintenir la balance des paiements et les dépôts à un niveau très élevé. Certains pays émergents dont l'économie dépend des exportations à destination des Etats-Unis d'Amérique ont beaucoup souffert. Il est temps que les pays en développement se recentrent sur le commerce régional et soient ainsi moins tributaires des exportations vers un seul pays.

M. A.F. SOROUR (Egypte) dit qu'il souhaite souligner l'interdépendance des systèmes économique et financier et de la sécurité internationale. La crise actuelle est très dommageable pour de nombreux Etats parce qu'elle contribue à faire progresser la pauvreté, les préjugés et la criminalité. Malgré les appels des Nations Unies, les pays développés ne sont pas venus à l'aide des pays en développement comme ils l'auraient dû, parfois pour des raisons politiques. La crise économique actuelle est aussi une crise humanitaire et va devenir une crise de la sécurité internationale. Les pays les plus riches qui constituent le G5 et qui sont responsables de la crise ont récolté les fruits de la mondialisation sans en adopter l'esprit. La riposte à la crise devrait être axée sur une aide au développement plus efficace et sur une transformation totale du système international de la liberté de marché. Il craint que le système actuel ne soit un échec. Ce n'est pas seulement l'économie mondiale qui est en danger mais aussi la sécurité internationale.

M. A.J.E. KHALIL (Bahreïn) estime, lui aussi, que les institutions de Bretton Woods doivent revoir leurs politiques. Les dirigeants politiques devraient veiller à une plus grande transparence de leurs politiques financières, qui devraient être axées sur la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement plutôt que sur les dépenses d'armements. Il prie l'ancien Premier Ministre de l'Islande de bien vouloir préciser ce qui s'est dit entre son Gouvernement et celui du Royaume-Uni au moment de la faillite des banques islandaises. Il a cru comprendre que le Gouvernement islandais n'avait donné des garanties qu'aux épargnants islandais et non aux déposants du Royaume-Uni; avec du recul, cette décision était peut-être une erreur car elle avait amené le Royaume-Uni à confisquer les actifs des banques islandaises. Les sociétés d'information financière se sont trompées en décernant des triples A aux banques islandaises.

M. O. BILORUS (Ukraine) dit que la crise mondiale actuelle est la première d'un nouveau système économique fondé sur une mondialisation forcée et effrénée. Ce système repose sur le monopole du secteur financier, sur une consommation mondiale excessive des ressources financières, le jeu et la spéculation sur les marchés mondiaux, la dollarisation complète des économies et la surmonétarisation dans de nombreux pays. La mondialisation est irréversible et c'est un système de crise permanente.

Il approuve sans réserve la proposition de créer un conseil des Nations Unies pour traiter de la sécurité économique et sociale. Il faudrait aussi instituer un système mondial de gestion financière qui repose sur le principe d'un développement sans danger pour tous les pays. Il faut espérer que ce qu'on appelle la seconde conférence économique internationale dotera le monde d'une stratégie intégrée pour le développement, fondée sur la solidarité mondiale et un système de contrôle international.

M. I.A. BILOUR (Pakistan) dit que la crise actuelle est une crise financière, économique et sociale. Grâce à leurs ressources financières, les pays développés ont pu atténuer les conséquences de la crise pour leurs propres économies mais n'ont pas aidé les pays en développement. Des hommes qui souffrent de la faim et qui voient mourir leurs enfants se tournent vers le terrorisme, ce qui ne fait qu'aggraver la crise. Toute interdiction de spéculer sur les prix des produits alimentaires doit englober en particulier celle de spéculer sur le prix de l'huile comestible. Il est de l'avis des intervenants qui ont fait observer que, si le FMI a imposé des conditions aux pays en développement, il ne l'a pas fait avec les pays développés.

M. J.O. ENOCH (Nigéria) dit que le FMI doit subir des réformes de fond si l'on veut éviter que se répètent les échecs qui ont caractérisé sa politique et qui ont fait reculer la plupart des pays en développement pendant plus de deux décennies. Les pays en développement devront

présenter un front uni dans les instances internationales pour obtenir d'être mieux représentés dans les travaux du FMI. Il faudra fixer des règles équitables, introduire plus de transparence, le soumettre à l'obligation de rendre compte et en réformer la gouvernance avant d'engager de nouvelles ressources. Les responsables politiques nationaux devraient s'employer à réglementer les marchés pour défendre leur économie contre la spéculation et les chocs extérieurs. La priorité devrait être de mettre en place un mécanisme multilatéral d'action contre les répercussions néfastes des fluctuations internationales des cours des produits de base sur le développement durable. Les pays producteurs ont besoin de cours stables et d'une rémunération équitable; toutes les parties devraient saisir cette occasion pour remédier aux carences du système et corriger les déséquilibres de la crise financière mondiale.

M. C. AGORASTOS (Grèce) dit que la crise financière a révélé les faiblesses du système de contrôle, qui reste fragmenté en autant de systèmes nationaux alors que les marchés financiers sont de plus en plus intégrés et que les groupes financiers internationaux prennent chaque jour plus d'importance. Plus les établissements et les marchés financiers se mondialisent, plus les instances nationales de contrôle ont de peine à surveiller les risques qui peuvent venir d'autres pays. De plus, le nombre des instances de contrôle fait de la surveillance de groupes opérant au niveau international une affaire complexe. La crise a mis au jour des défaillances fondamentales dans l'évaluation des risques par les sociétés financières et leurs instances de contrôle et, plus précisément, une incapacité à vérifier la solidité des établissements, qui a conduit à surestimer leur aptitude à gérer leurs propres risques et à sous-estimer le montant du capital qu'ils devraient détenir. Cette situation a été aggravée par un manque de transparence dans certains segments des marchés financiers.

Dans l'ensemble, les instances de contrôle ont trop fait porter leurs efforts sur la surveillance microprudentielle des différents établissements et pas assez sur les risques de contagion macrosystémiques. Avec la forte concurrence qui régnait entre les grandes places financières internationales, les instances de contrôle ont été réticentes à prendre des mesures unilatérales. Enfin, lorsqu'on a pris conscience un peu partout de l'accumulation des déséquilibres et des risques, les systèmes d'alerte avancée n'ont pas servi à susciter une action coordonnée. Les autorités grecques reconnaissent pleinement la nécessité d'une surveillance microprudentielle efficace et d'un système financier solide et compétitif, fondé sur le rétablissement de la confiance dans les organismes et les marchés financiers.

M. J. BIZET (France) souhaite demander à M. Sundaram s'il estime que le Sommet du G20, à l'instar du Sommet de Gleneagles, a été un nouvel exercice de relations publiques ou annonce au contraire une ère nouvelle de la régulation. Il est d'avis que les instruments financiers qui ont causé la crise financière par une augmentation des risques devraient être interdits car ils ne sont d'aucune utilité sociale pour les pays en développement. Les accords de l'OMC ne semblent pas être un moteur de reprise. Il souhaite aussi connaître l'opinion de M. Sundaram sur l'incapacité des Etats-Unis de créer une banque d'actifs toxiques comme l'a fait l'Allemagne.

M. V.H. MORALES (Venezuela) dit que l'un des moyens qu'auraient les pays en développement d'affronter la crise serait d'unir leurs efforts pour trouver des solutions; un groupe de pays d'Amérique latine a mis au point une solution régionale en créant une monnaie collective, le 'sucre'. Outre les questions économiques, les pays peu développés devraient aussi s'employer à instaurer la paix; des milliards de dollars E.-U. sont actuellement gaspillés en armes pour envahir d'autres pays au lieu de chercher des solutions. Il est capital que soit respectée la souveraineté des Etats.

M. F. TARAWNEH (Jordanie) dit que la crise financière mondiale est comme une pandémie qui se déclare dans un pays et se propage dans le monde entier. Les pays les moins avancés, qui subissent la crise, ne l'ont pas créée. Les riches ont les moyens de remédier aux crises, bien que, même pour eux, cela prenne beaucoup de temps. De nombreux pays en développement comme le sien ont eu affaire au FMI qui leur a conseillé de déréguler et d'introduire des réformes fiscales et monétaires, alors que, face à la crise actuelle, les pays développés n'ont pas réagi de cette manière. La réunion du G20 est un bon début, mais elle ne suffit pas : les institutions de Bretton Woods doivent être réformées et les clauses de conditionnalité revisitées.

M. K. BAMNANTE (Togo), rappelant une récente tentative manquée de coup d'Etat dans son pays, dit que les parlementaires ont aussi la responsabilité de maintenir la stabilité des institutions en période de crise nationale. La stabilité politique est essentielle dans de nombreux pays en développement, et une condition de la reprise financière.

M. H. ALSHEHRI (Arabie saoudite) dit qu'il souscrit à la majorité des suggestions de riposte à la crise financière mondiale. Les institutions de Bretton Woods ont été créées voilà quelque 65 ans dans des conditions économiques très différentes de la situation actuelle; il est temps de revoir leurs rôles. Son pays parraine un certain nombre de projets de relance dans des pays en développement. Il exhorte les pays donateurs à ne pas prendre la crise pour excuse pour rogner l'aide aux pays en développement. L'Arabie saoudite a augmenté ses dons au Programme alimentaire mondial.

M. G. HAARDE, ancien Premier Ministre d'Islande, en réponse à la question du représentant de Bahreïn sur la relation entre le Royaume-Uni et l'Islande au moment de l'effondrement des banques islandaises, dit que son Gouvernement n'a pas exercé de discrimination contre les déposants du Royaume-Uni. Le Gouvernement islandais a garanti les fonds de tous ceux qui avaient des dépôts dans des banques en Islande sans discrimination. Cette déclaration d'intention était nécessaire pour sauver le système bancaire national. La garantie des dépôts à l'étranger est une autre affaire. Le Gouvernement islandais n'a jamais laissé entendre qu'il ne couvrirait pas, pour les déposants à l'étranger, la garantie minimum assurée conformément à la directive pertinente de l'Union européenne. Encore aujourd'hui, l'orateur ne comprend pas la mesure prise par le Gouvernement du Royaume-Uni en octobre 2008. Le Parlement islandais enquête actuellement sur les événements qui ont précédé et suivi l'effondrement des banques pour déterminer si l'on pouvait agir autrement.

M. J.K. SUNDARAM, Sous-Secrétaire général chargé du développement économique, Département des affaires économiques et sociales (ONU), répondant à la question de savoir si le Sommet du G20 a été un nouvel exercice de relations publiques, dit que l'appétit de régulation semble être beaucoup plus grand sur le continent européen qu'il ne l'est au Royaume-Uni ou aux Etats-Unis et qu'il faudra redoubler d'efforts pour parvenir à un consensus sur la question. Faute d'accord sur la régulation, les pays pourrait rivaliser pour attirer des investissements financiers et déréguler, ce qui saperait les réglementations en vigueur.

Pour que le Cycle de Doha puisse se conclure, il serait crucial de renouveler la promesse de développement de 2001. Le développement est très peu présent dans le Cycle de Doha à l'heure actuelle et cela explique la réticence des pays en développement à le conclure. Cependant, les engagements en vigueur de l'OMC suffisent à garantir contre un regain de protectionnisme, bien qu'ils n'empêchent pas les gouvernements de prendre des initiatives protectionnistes et que la conclusion du Cycle de Doha n'empêche pas le protectionnisme.

Sur la question de savoir si les Etats-Unis devraient avoir une banque d'actifs toxiques, Alan Greenspan a aussi évoqué la possibilité de la nationalisation. Sur les moyens à employer pour sauver les banques, le débat a progressé au cours des derniers mois. Willem Buiter a lancé l'idée que le mieux serait peut-être de nationaliser le noyau central du système bancaire qui n'est pas orienté vers le profit à court terme. La création d'un système bancaire plus stable prendra du temps : les institutions de Bretton Woods ont mis une quinzaine d'années à se mettre en place et la Conférence elle-même a duré près d'un mois. Mais un processus légitime et sans exclusive s'est engagé dans ce sens et c'est le plus important.

**Vendredi 8 mai 2009
(après-midi)**

Débat thématique

PRINCIPES DE LA REFORME : VERS UN NOUVEAU BRETTON WOODS ?

M. J. KREGEL, Rapporteur principal de la Commission d'experts sur les réformes du système monétaire et financier international, établie par le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, illustrant son propos par des diapositives, dit que la Commission a élaboré un document dans lequel sont consignés les principes et les recommandations qui ont été discutés en mars lors du dialogue thématique interactif de l'Assemblée générale des Nations Unies. La Commission met la dernière main à son rapport, qui sera prêt pour la conférence de haut niveau des Nations Unies sur la crise financière et économique mondiale prévue pour juin.

La Commission a travaillé sur une feuille de route pour une éventuelle réforme des institutions de Bretton Woods. Les premiers débats de Bretton Woods avaient eu pour but d'empêcher que ne se reproduisent l'effondrement du commerce mondial et les dettes insoutenables qui s'étaient accumulées dans l'entre-deux-guerres. Pendant cette période, qui avait été marquée par une extrême instabilité des taux de change, les pays avaient mené la politique du chacun pour soi pour obtenir des avantages commerciaux au détriment de leurs voisins. La Conférence de Bretton Woods visait à établir un cadre financier capable de soutenir le retour souhaité à la stabilité financière par un système commercial international multilatéral équitable, fondé sur des taux de change stables mais ajustables.

La situation actuelle n'a pas été causée par l'instabilité d'un entre-deux-guerres mais par un ensemble de facteurs d'instabilité provenant de la dérégulation et de la libéralisation des systèmes financiers des pays développés. La crise financière a gagné très rapidement le reste du monde industrialisé et a créé une instabilité financière sur les marchés émergents et dans les économies en développement, puis dans le système de production réel, ce qui s'est traduit par une baisse très rapide du PIB dans les pays développés et ensuite par un ralentissement du commerce mondial dont les effets ont été très néfastes sur les pays les moins avancés.

La crise, née des difficultés des systèmes financiers dans les pays développés, est désormais mondiale. Le premier objectif de la Commission a donc été d'étudier les réformes que devraient subir à la fois les systèmes financiers nationaux et le système financier international pour empêcher qu'une telle crise ne se reproduise. Le second objectif, étant donné le très grand rôle joué par les économies émergentes et les pays les moins avancés dans la

mondialisation et la propagation de la crise, a été d'étudier comment une réforme des systèmes financiers nationaux et international pourrait aider les pays en développement à atteindre leurs objectifs de développement, en particulier les Objectifs du Millénaire pour le développement.

Les recommandations de la Commission ont pour but de permettre à l'économie mondiale de sortir de la crise et de jeter les bases des changements structurels requis à moyen et à long termes pour obtenir un système plus stable, pour les pays industrialisés comme pour les pays en développement. La première des démarches à court terme sera de mettre au point des politiques de relance nationales et de les analyser dans une perspective mondiale. Les plans de relance devraient venir d'abord des pays ayant les positions extérieures les plus fortes afin de ne pas aggraver encore les déséquilibres internationaux existant dans le commerce et la finance. Les pays excédentaires, tels que la Chine et le Japon, se sont employés à favoriser des politiques d'expansion de leur économie nationale.

Les politiques d'expansion devraient être aussi mondiales car, si la relance n'est que nationale, les fonds fuiront en grande partie à l'étranger; pour qu'il y ait reprise, il faut que tous les pays engagent des plans de relance en même temps, pour renforcer l'incidence positive des mesures prises par chaque pays au niveau national. Malheureusement pour les pays en développement, leur capacité de relance dépend de leur aptitude à financer les contraintes de leur financement extérieur et à emprunter pour faire face à l'augmentation des dépenses nécessaires au plan intérieur et pour combler les déficits budgétaires et extérieurs qui risquent de s'accroître.

Traditionnellement, les institutions financières internationales n'ont jamais été favorables à une augmentation du financement destiné à permettre aux pays les moins avancés de faire des dépenses qui creusent les déficits. Le FMI a même été jusqu'à recommander aux pays en difficulté de par leurs comptes intérieurs et extérieurs de ne pas appliquer de politiques de relance. Aussi l'une des premières recommandations de la Commission a-t-elle consisté à dire qu'il ne fallait pas considérer du même œil les prêts devant permettre aux pays de mener des politiques contracycliques pour sortir de la crise et le financement traditionnel des pays en développement, qu'il vienne de l'aide publique au développement ou des institutions financières internationales. Si les institutions en place ne peuvent pas procurer de fonds aux pays en développement, il faut créer une nouvelle facilité qui puisse le faire pour leur permettre de financer leurs politiques de relance.

De plus, si le financement supplémentaire entraîne un surcroît de dette, il ne doit pas créer des conditions telles que la dette devienne insoutenable pour les pays en développement. Il faut donc soit trouver des mécanismes de création de fonds supplémentaires destinés à des fins contracycliques – sous la forme de dons ou de fonds accordés à des conditions de faveur – soit prévoir un mécanisme d'allègement de la dette pour les pays en développement qui adoptent de telles politiques. La nouvelle facilité et le nouveau mode de financement ne devraient pas être considérés uniquement du point de vue des pays en développement : il est important de reconnaître aussi qu'ils accroissent la capacité des pays développés à se servir de leurs propres politiques pour stabiliser leur sortie de crise. De plus, une certaine proportion des politiques de relance des pays développés (un minimum de 1 pour cent) devrait être allouée à des dépenses faites directement dans des pays en développement. Ces dépenses directes serviront à relancer l'activité dans ces pays sans créer de dette supplémentaire; elles leur permettront de financer par leurs propres moyens leurs politiques de relance nationales. Cette proposition fait écho à la position de la CNUCED, qui estime qu'il faut laisser les pays en développement financer leur développement par ce qu'ils ont gagné.

Passant à la deuxième recommandation, il dit qu'il est naturel que, en période de crise les pays constituent des réserves pour faire face à des temps incertains. Néanmoins, accumuler des réserves de devises revient à réduire les dépenses sur le plan intérieur et, dans le contexte particulier des réserves internationales, à accumuler des dollars E.-U. et donc à aggraver les déséquilibres internationaux. La deuxième proposition concerne donc une nouvelle monnaie de réserve internationale qui fournirait un mécanisme de défense aux pays en développement tout en les laissant poursuivre leurs politiques de relance, qui seraient financées par la nouvelle facilité.

La troisième recommandation institutionnelle de poids consiste à dire que, puisque la crise est mondiale et exige l'application de politiques de relance par tous les pays, il est nécessaire d'aborder la coordination des politiques au niveau mondial sous un angle plus formel. La proposition serait de créer, sous les auspices des Nations Unies, un conseil mondial de coordination des politiques qui examinerait la compatibilité et la coordination des différentes politiques de relance, analyserait les politiques des différents pays sur le long terme et contribuerait ainsi à un système financier et à des politiques viables à long terme.

L'une des difficultés de l'actuelle proposition de réforme tient à ce qu'elle a été faite principalement sous les auspices du G20, institution qui représente les pays industrialisés et un groupe choisi de pays émergents et de pays en développement. Cependant, le système financier et commercial international actuel repose sur l'idée de mondialisation, dans laquelle les pays en développement jouent un rôle crucial et de plus en plus important. Ces derniers devraient donc avoir leur mot à dire sur la réforme du système. Il n'est pas nécessaire que les 192 pays des Nations Unies participent à l'opération mais il est d'une importance cruciale que l'organe chargé de travailler sur la réforme et la coordination future du système financier et économique soit démocratique, autrement dit représente tant les pays en développement que les pays développés. Toutes les recommandations de la Commission seront consignées dans son rapport final.

M. J. OCAMPO, Professeur à l'Université de Columbia, ancien Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales à l'ONU, revenant sur les réformes de fond proposées par la Commission, dit qu'il a été avancé l'idée de créer une monnaie mondiale de réserve qui fonctionnerait dans le cadre soit du FMI, soit d'une nouvelle institution. Cette proposition a été faite pour ne plus dépendre d'une seule monnaie nationale – le dollar des Etats-Unis – ce qui a causé des problèmes au système financier international et aux Etats-Unis eux-mêmes. La logique voudrait qu'une monnaie mondiale soit gérée par un système international plutôt que par la politique monétaire du pays émetteur. Il s'agirait d'émettre une monnaie internationale dont le seul objet serait de faire office de monnaie de réserve utilisable pour les règlements entre banques centrales et qui ne fonctionnerait pas comme monnaie pour les paiements internationaux. Le système des paiements internationaux continuerait à utiliser des monnaies nationales et régionales convertibles telles que l'euro.

Les pays en développement sont injustement traités dans le système actuel et c'est là le deuxième problème à surmonter. Dans un monde dans lequel il n'y a pas de sécurité collective, la seule défense des pays en développement a été de se constituer des réserves de devises internationales. Ainsi, si ces réserves dans les pays en développement représentaient 3 ou 4 pour cent du PIB en 1990, proportion similaire à ce qu'elle était dans les pays industrialisés, elles représentent aujourd'hui quelque 24 pour cent du PIB (exception faite de la Chine). Les pays industrialisés, en revanche, à l'exception du Japon, en sont restés à des niveaux de réserve relativement bas. Cette accumulation de réserves représente un transfert de

ressources des pays en développement vers le pays développé émetteur de la monnaie de réserve; elles sont généralement placées en bons du trésor des Etats-Unis, dont les rendements sont très faibles.

La Commission propose dans son rapport plusieurs solutions de rechange pratiques au système actuel, dont les droits de tirage spéciaux (DTS), qui pourraient être alloués en fonction des quotes-parts du FMI. Les pays en développement pourraient tirer environ 40 pour cent des DTS, soit un total de 150 milliards de dollars E.-U. et l'argent inutilisé pourrait être conservé au FMI pour financer des prêts. Cela permettrait au Fonds d'avoir son propre mécanisme de financement, ce qui n'est pas le cas actuellement.

Le rapport traite longuement du cadre international de régulation financière et ses propositions ne sont pas très différentes de celles du G20. Le rapport envisage une régulation plus complète, s'étendant à des activités qui lui échappent actuellement. Le nouveau système de régulation aurait une composante contracyclique qui obligerait les banques et les établissements financiers à se constituer des réserves telles qu'ils puissent faire face aux crises futures. L'accent serait mis sur la protection des consommateurs, en particulier du grand public, car les informations données sur les emprunts et les actions n'ont pas toujours été transparentes ni faciles à comprendre. Surtout, il faudrait encadrer les flux de capitaux internationaux, qui ont eu des effets dévastateurs sur les économies des pays en développement.

Troisième champ de réforme : la création d'un tribunal international des faillites. Le tribunal permettrait aux pays de négocier avec leurs créanciers et, en cas de litige, aurait qualité pour décider des conditions du remboursement, qui seraient alors contraignantes. Il pourrait s'inscrire dans un cadre de régulation traitant à la fois de la dette privée et de la dette publique; dans la crise récente, la dette privée a franchi la frontière du privé pour devenir dette nationale. Le tribunal pourrait alors empêcher la nationalisation ou l'accumulation de dettes publiques et éviter des situations telles que celle du Gouvernement chilien, qui continue à rembourser les dettes de sociétés privées reprises par l'Etat à la suite de la crise de la dette des années 80 en Amérique latine.

Le rapport fait aussi une série de propositions concernant la coopération internationale en matière de fiscalité, domaine dans lequel il n'y a pas d'accord international. L'évasion fiscale et la concurrence déloyale entre régimes fiscaux différents font perdre d'énormes recettes aux pays en développement comme aux pays développés. Il est proposé d'ériger le Comité d'experts de l'ONU sur la coopération internationale en matière fiscale en instance intergouvernementale afin qu'il puisse encourager la coopération fiscale, offrir un espace de discussion sur la concurrence déloyale et aider les pays à percevoir les impôts qui leur sont dus, car les recettes fiscales constituent un volet important du développement et contribuent de manière non négligeable au financement des systèmes sociaux dans tous les pays.

M. M.A. ELENAN (Egypte) dit que la crise monétaire est devenue économique, sociale et humanitaire. Les parlementaires devraient unir leurs efforts pour permettre à la communauté internationale de sauver la situation. Il craint que le profond pessimisme engendré par la crise ne jette une ombre sur les perspectives de réforme. Il importe de tirer les enseignements des crises passées.

Il approuve le rapport de la Commission et la soutient lorsqu'elle engage à éviter le protectionnisme. Un nouveau régime de régulation et de surveillance s'impose. Les pays en développement ont souffert de l'injustice des relations qui faisait que l'octroi de fonds était

toujours subordonné à des considérations politiques. Il faudrait introduire un système de financement plus démocratique, réformer le système des quotes-parts et donner, au FMI et à la Banque mondiale, des droits de vote aux pays en développement. Avec une nouvelle monnaie internationale de réserve, aucune monnaie ne pourrait entraîner les pays en développement dans une dérive monétaire qui a des effets désastreux sur leur économie. Outre la réforme des institutions financières internationales, il devrait y avoir une coopération accrue avec elles et avec les institutions multilatérales de développement pour aider les pays en développement. Il faut un plan d'action et un mécanisme pour gérer rapidement les créances toxiques.

M. K. SASI (Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe) dit que le risque de non-remboursement est inhérent à tout système de prêts financiers et qu'une crise est inévitable lorsque de multiples débiteurs sont défaillants. Les marchés sont nécessaires pour créer une meilleure répartition des ressources et de la croissance. On peut s'employer à introduire une réglementation financière et à exercer une surveillance mais il est inévitable que de telles crises se reproduisent à l'avenir. Si l'on introduit des contrôles stricts, les consommateurs en concluront que les risques sont faibles; cela peut les encourager à prendre des risques inutiles, ce qui serait semer les germes d'une autre crise.

La crise actuelle est venue de l'incapacité de certains emprunteurs à rembourser leur emprunt immobilier mais l'introduction de règles plus strictes pour l'octroi de prêts aboutirait à des politiques sociales d'austérité et pourrait freiner la croissance. On a besoin actuellement de règles souples. Des règles plus strictes pourront être introduites dans dix ans, lorsque l'économie se sera remise de la crise. Le système financier a besoin de plus de transparence, pas de plus de réglementation. Le système des bonus était manifestement inacceptable car une rémunération excessive n'incite pas les hommes à prendre des décisions avisées. Cependant, il est impossible d'éviter les cycles en matière de finance; l'abaissement des taux d'intérêt et les dépenses folles et sans grand effet décidées par les dirigeants politiques sous l'effet de la panique ne feront qu'aggraver la crise à long terme. La crise actuelle était prévue mais rien n'a été fait, de même que rien n'est fait actuellement pour désamorcer la crise qui se prépare entre la Chine et les Etats-Unis car il n'est pas soutenable qu'un pays accumule d'énormes ressources et l'autre, d'énormes dettes.

M. R. LEON (Chili) dit qu'il faudrait adopter des politiques pour empêcher la spéculation monétaire et boursière qui a provoqué la crise actuelle. Les marchés financiers doivent subir des changements profonds et durables. Il faut aussi trouver le moyen de s'attaquer à la nature cyclique de l'économie. Il demande que, à sa prochaine réunion à l'ONU, l'UIP fasse une proposition sur la façon de régler la crise. Comme l'a expliqué M. Ocampo, le Chili peine depuis des années à rembourser les dettes contractées par son secteur privé dans les années 80 et nationalisées depuis.

Mme K. RADITAPOLE (Lesotho) dit que de nombreux intervenants à la présente conférence ont reconnu les effets disproportionnés que la crise a eus sur certains pays et même sur certains secteurs d'un pays. Les pauvres semblent être les plus touchés par la crise. Aussi les solutions devraient-elles s'orienter vers la satisfaction des besoins des groupes les plus vulnérables de la société. La pauvreté et le chômage ont atteint des proportions d'épidémie dans les pays pauvres, ce qui crée un terreau propice à l'agitation sociale et politique et menace la démocratie sans laquelle il serait difficile d'affronter la crise. Les institutions financières devraient tenir compte, dans leur riposte, des lourdes conséquences de la crise pour la justice sociale.

La réforme du système financier international et de la régulation devrait être axée sur l'aide aux pauvres et la correction des erreurs passées. Les plans de relance budgétaires devraient servir à endiguer les pires effets de la crise sur les plus pauvres dans le monde, qui ont de la peine à nourrir leur famille. En envisageant un nouveau système de régulation et de surveillance, le monde devrait tirer les leçons de l'expérience de l'OMC qui a abandonné les pays les moins avancés. La réforme des institutions financières internationales permettra de mettre fin à l'asymétrie qui caractérise actuellement le traitement des pays en développement et de soumettre à une certaine discipline les politiques de ceux de leurs membres qui n'empruntent pas, afin de redonner confiance dans le système financier. Enfin, les pays en développement pauvres ne sont pas en état de subir encore les méfaits des ajustements structurels des années 80, qui ont entraîné le quasi-effondrement de leurs services sociaux, de la santé et de l'éducation publiques. Aussi faut-il veiller à ce que tous les efforts faits pour atténuer la crise n'aggravent pas l'endettement de ces pays.

M. S. MUKITALE BIRAAHWA (Ouganda) dit que, si l'on réforme les institutions de Bretton Woods, il faudra délibérément tourner le dos aux pratiques récentes qui ont contraint les pays en développement à déréglementer et, parfois, à privatiser à l'excès après avoir accepté de douloureux programmes d'ajustement structurel. Le rôle de l'Etat doit être redéfini; l'Etat doit jouer un rôle central dans le financement des projets d'équipement et d'énergie qui aideront les pays en développement à améliorer leur économie. Le FMI, la Banque mondiale et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement devraient reconsidérer la politique de désengagement de l'Etat et soutenir plutôt les partenariats public-privé.

A une époque à laquelle les pays manifestent une tendance au repli sur soi et au protectionnisme, où les investissements étrangers directs dans les transferts de technologie sont réduits, de même que les rentrées et les exportations, les pays en développement doivent développer les marchés régionaux pour y écouler leurs principaux produits. Malheureusement, les nouvelles quotes-parts économiques internationales du FMI n'ont pas semblé avoir pour priorité la création de richesses dans les pays en développement; ces pays ont besoin d'actes, pas de discours. Il estime que la communauté internationale a suffisamment de ressources pour dresser un plan à l'image du Plan Marshall qui vienne en aide aux pays en développement. Pour financer la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, il faudrait une fraction de ce que les pays développés dépensent en guerres.

M. R. PURRYAG (Maurice) dit que la réunion organisée par l'UIP est la première à donner aux parlementaires une idée des conséquences de la crise financière pour les pays en développement. La crise financière est aussi l'occasion de s'attaquer à des questions très épineuses comme la réforme des institutions de Bretton Woods. Le FMI a été incapable de prévoir la crise et en a sous-estimé les répercussions. S'il a porté une attention excessive aux taux de change des pays émergents ces dernières années, il a négligé de surveiller les économies avancées, en particulier celles des principaux émetteurs de monnaie de réserve. Il est temps de réclamer des réformes et de soumettre ces économies et le système financier international à une surveillance efficace et impartiale, afin d'éviter que la crise ne se reproduise.

La priorité absolue de la réforme devrait être de corriger la sous-représentation des pays en développement et des économies émergentes dans les institutions financières mondiales et de veiller à que celles-ci traitent de manière impartiale tous leurs membres. Une régulation et une surveillance renforcées contribueraient aussi à l'intégrité et à la transparence des institutions financières internationales et amélioreraient leur aptitude à gérer les crises. Le système actuel présente divers défauts et irrégularités et la crise a montré combien il était impératif d'instaurer

un nouvel ordre financier mondial qui soit juste, équitable, solidaire et bien géré. Etant donné qu'il faudra du temps pour faire accepter par la négociation les recommandations louables de la Commission Stiglitz et les mettre en application et que, pendant ce temps, les pays en développement et les pays les moins avancés souffrent des effets désastreux du chômage, de la baisse de la demande et de rentrées déficitaires et s'exposent à l'instabilité politique, il aimerait savoir ce que l'on peut faire à court terme pour aider les pays qui n'ont pas de fonds pour financer leurs propres plans de relance.

M. R.W. DIRDJOJUWONO (Indonésie) dit que la crise financière mondiale actuelle a été provoquée par l'absence de transparence et de surveillance des institutions financières et des sociétés d'information financière, qui n'avaient guère de comptes à rendre. Un secteur financier solide et bien géré qui alimente la croissance économique et stabilise la situation financière est d'une importance vitale. Les restructurations financières et institutionnelles doivent aboutir à un secteur financier qui joue pleinement son rôle dans la promotion d'une croissance durable et la réduction de la pauvreté. Il est urgent que les parlements agissent collectivement pour combattre la crise en relevant les niveaux des échanges commerciaux et des flux financiers et surtout en établissant une nouvelle architecture financière mondiale qui représente les intérêts des pays en développement et tienne compte de leur rôle dans l'économie mondiale.

Les faiblesses que les systèmes financiers et l'économie réelle tant des pays développés que des pays en développement continuent de montrer appellent des mesures énergiques. A Addis-Abeba, l'Assemblée de l'UIP est parvenue à un consensus et a appelé les parlementaires à instaurer un système économique mondial stable, équitable et sûr et à assurer une bonne gouvernance des systèmes financiers, qui ne va pas sans mesures de contrôle si l'on veut éviter les crises financières à l'avenir et responsabiliser les acteurs économiques.

La réforme du système financier international est passée au premier plan des préoccupations après les crises des années 90, et les parlementaires se sont depuis consultés pour parvenir à une plus grande convergence de vues sur les moyens de promouvoir la stabilité financière internationale. Vu la volatilité des mouvements de capitaux privés qui fragilise les économies, les faiblesses des secteurs bancaires et des entreprises et la contagion dont on a vu les effets lors de la crise récente, les parlementaires devraient soutenir le renforcement des systèmes de surveillance, dépister les facteurs de fragilisation et aider les pays à mettre au point des ripostes qui leur permettent de retrouver une vraie stabilité financière.

M. A. RABBAH (Maroc) dit que les parlementaires ont besoin de débattre des aspects politiques de la crise, ainsi que de la paix, de la sécurité, de la démocratie et de la protection sociale que devrait apporter le nouvel ordre économique. La présente réunion a discuté de la réforme structurelle du système économique et financier, qui devrait amener à réexaminer le système libéralisé qui actuellement ne privilégie ni le pluralisme ni la qualité. Il tient à souligner que, lorsque les pays en développement ont été invités à ouvrir leurs frontières au commerce international et à mettre en œuvre des politiques budgétaires, ils l'ont fait mais que, à présent, ils subissent les effets de la crise financière internationale et ont besoin d'aide pour ne pas perdre les gains accumulés au cours de la décennie écoulée.

Une récente étude a montré que les pays en développement étaient les plus ouverts et les moins protectionnistes; le retour des pays développés à des politiques protectionnistes soulève des questions quant à la manière dont les pays en développement peuvent sécuriser leurs économies et leurs secteurs sociaux. De plus, il faudrait s'interroger sur la façon dont les pays développés ont laissé la crise s'étendre : une plus grande transparence des établissements

financiers s'impose manifestement. Il faut soutenir les démocraties émergentes pour qu'elles puissent attirer les investissements internationaux et que le monde s'achemine vers une économie pluraliste qui ne soit pas axée uniquement sur les besoins des pays les plus développés.

M. M. HENDRICK (Royaume-Uni) dit que la Banque mondiale a indiqué que l'économie mondiale allait décroître pour la première fois en soixante ans et que les plus faibles seraient les plus durement touchés. Au cours des deux années à venir, le monde en développement enregistrera un déficit de financement de 270 milliards de dollars E.-U., qui réduira à la pauvreté quelque 53 millions de personnes de plus. L'Overseas Development Institute a estimé que la crise financière coûterait la vie à 90 millions de personnes et porterait à plus d'un milliard le nombre de personnes souffrant de la faim. Le monde développé discute de plans de relance, d'emplois et d'échéances de prêts hypothécaires, alors que les préoccupations du monde en développement sont la faim, la maladie et la mort. Au Sommet de Londres, 250 milliards de dollars E.-U. ont été alloués au FMI en droits de tirage spéciaux (DST) sur la base d'une corbeille de monnaies comprenant le dollar E.-U., la livre britannique, l'euro et le yen japonais, qui présente la même stabilité que celle dont jouissent l'unité monétaire européenne (ECU) et l'euro. Environ 40 pour cent des DST iront aux marchés émergents et aux pays en développement et pourront servir à soutenir des politiques contracycliques de relance et à rendre soutenable la charge de la dette pour les économies les moins avancées. Il est favorable à la proposition, esquissée dans le rapport, d'un nouveau mécanisme de financement.

A propos des commentaires de Zhou Xiaochuan, gouverneur de la Banque populaire de Chine, il dit qu'il est naturel que la Chine, qui est le plus important détenteur d'actifs financiers des Etats-Unis, s'inquiète du risque inflationniste lié à l'utilisation de la planche à billets par la Réserve fédérale américaine. L'éclatement de la crise actuelle et son extension dans le monde entier traduisent les faiblesses du système monétaire international actuel et les risques qui y sont associés. Par le passé, la Chine n'avait guère d'autre choix que de détenir la plus grande partie de ses 2000 milliards de dollars E.-U. de réserves de devises en dollars E.-U. Les investissements tels que ceux de la Chine et les excédents des autres pays placés en bons du trésor des Etats-Unis ont alimenté la bulle immobilière aux Etats-Unis mais le fait de déplacer le financement vers le FMI ou une nouvelle facilité de financement contribuera de manière non négligeable à corriger les déséquilibres qui se sont accentués jusqu'à présent. L'instauration d'un nouveau régime qui aiderait les économies émergentes peut prendre beaucoup de temps mais c'est sûrement préférable au financement par des pays comme la Chine de bulles qui éclatent et sèment le chaos. Il faut donc encourager les pays à utiliser leurs excédents pour financer la croissance et le développement des pays émergents et des pays les moins avancés.

M. J. KREGEL, Rapporteur principal de la Commission d'experts sur les réformes du système monétaire et financier international, établie par le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, répond aux commentaires en disant que la Commission a recommandé une nouvelle facilité de financement en pensant aux perspectives de financement très réduites des pays en développement, en particulier aux positions des pays les moins avancés d'Afrique en matière de financement extérieur. La Commission considère la facilité de financement, qui doit être créée dès que possible, comme un objectif à court terme. L'établissement d'un nouveau cadre prendra beaucoup de temps et c'est pourquoi il a été proposé de créer la facilité au sein du FMI, de la Banque mondiale ou des banques de développement régionales, mais avec une structure de gouvernance indépendante dans laquelle les pays en développement et les pays développés soient également représentés, en particulier les pays appelés à en bénéficier. La structure de gouvernance de la nouvelle facilité pourrait être un modèle pour la réforme ultérieure des institutions financières internationales.

M. J. OCAMPO, Professeur à l'Université de Columbia, ancien Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales à l'ONU, répondant aux commentaires, dit qu'il tient à souligner l'importance attachée par de nombreux intervenants à la création d'un mécanisme efficace de soutien pour les pays en développement. Très peu de fonds sont consacrés aux pays les plus pauvres et le seul soutien dont ils disposent est sans doute l'aide publique au développement car il ne leur serait pas utile de contracter des dettes. Les pays les moins avancés ont besoin d'aide pour appliquer des politiques contracycliques. Des mécanismes ont déjà été mis en place pour aider les pays qui ont une balance des paiements très déficitaire. Le FMI a accordé des fonds sans clause de conditionnalité à la Colombie, au Mexique et en Pologne mais, pour beaucoup d'autres pays en développement, les nouveaux mécanismes de financement n'ont pas été approuvés.

Il estime, lui aussi, que les institutions de Bretton Woods devraient être plus représentatives des 192 Etats membres des Nations Unies et que ceux-ci devraient pouvoir notamment participer à l'allocation des DTS. La proposition concernant une nouvelle monnaie de réserve mondiale a d'énormes répercussions à long terme. Les Etats-Unis, qui sont actuellement l'émetteur de la principale monnaie de réserve, subissent des ajustements majeurs : ils émettent une grande quantité de dollars, ce qui va entraîner une augmentation de leur dette publique. Les Etats-Unis gagneraient peut-être à se dissocier du rôle de fournisseur de la principale monnaie de réserve; ils pourraient ainsi se concentrer sur leurs propres besoins macroéconomiques. La proposition du gouverneur de la Banque populaire de Chine concernant une monnaie de réserve nouvelle et stable a pour but d'assurer la stabilité financière internationale et la croissance et d'éviter à l'avenir une crise semblable à celle-ci, qui a des conséquences désastreuses.

THEME 3 : ELEMENTS D'UNE STRATEGIE PARLEMENTAIRE

Exposé principal **POUR ALLER DE L'AVANT**

Mme S. TIOULONG (Cambodge), ouvrant un débat qu'elle espère animé sur les stratégies à adopter pour limiter les conséquences de la crise, dit que les parlementaires devraient se demander ce qu'ils peuvent faire pour rendre plus efficaces les politiques et mesures évoquées à la conférence, qu'elles soient introduites par les parlements régionaux ou nationaux ou par le biais de la coopération internationale. Tous sont d'accord sur le fait que la crise mondiale a pris naissance aux Etats-Unis d'Amérique et qu'elle a pour origine la faillite d'un secteur financier extrêmement complexe. Les représentants des pays pauvres sont totalement étrangers aux causes de la crise, mais ce n'est pas en imputant la faute aux autres que l'on résoudra les problèmes et que le monde pourra sortir de la crise. Il y a unanimité aussi sur le fait que les couches les plus vulnérables de la population des pays pauvres sont celles qui sont le plus touchées par la crise. Elle exhorte chacun à aborder le débat sous un angle constructif.

Se servant de ses propres idées pour lancer le débat, elle dit qu'il a été beaucoup question des plans de relance pendant la conférence et qu'elle aimerait les voir relier en particulier aux investissements dans l'infrastructure. Il y a bien des façons de relancer l'économie mais si les pays en développement investissent dans le réseau routier, des barrages, l'irrigation et les télécommunications ainsi que dans l'infrastructure humaine de l'éducation primaire et des soins de santé primaires, ils seront mieux placés, une fois la crise terminée, pour saisir les chances qu'un nouveau cycle de prospérité économique ne manquera pas d'offrir. Les pays en développement ne peuvent pas se permettre de commettre l'erreur faite par les pays

développés au cours du siècle dernier en exploitant jusqu'à l'épuisement leurs propres richesses et ressources. La relance peut résulter d'un transfert de technologie des pays développés vers les pays en développement.

En écoutant les parlementaires qui se sont exprimés pendant la conférence, elle a eu l'impression qu'ils étaient frustrés de disposer de si peu d'informations sur les événements et de ne pas pouvoir superviser les programmes de la Banque mondiale dans leur propre pays, ce qui est dû, selon elle, au fait que la puissance décisionnaire est l'Exécutif et non le parlement. Les représentants élus sont bien placés pour comprendre les besoins de la population; alors pourquoi ont-ils si peu d'influence sur les stratégies de développement ? Pour remédier à cette situation, elle propose la création, au sein de l'UIP, d'un groupe de travail permanent de parlementaires qui soit chargé de suivre les effets de la récession et la manière dont les Exécutifs et organisations internationales qui se sont engagés à apporter une aide réagissent face à elle. Enfin, elle propose que le rôle des parlementaires eux-mêmes change pour qu'ils aient plus de poids et soient plus largement associés à la recherche des solutions à la crise.

M. P. MARTIN-LALANDE (France) dit que le Président de la République française a fait diverses propositions sur la crise, qui ont été reprises par la communauté internationale. S'agissant du rôle du parlement, il faut espérer que la crise sera le catalyseur de décisions progressistes dans de nombreux domaines, notamment sur le mode de travail des parlements. Les parlementaires pourraient se demander pourquoi ils n'ont pas prédit la crise ou prévenu ses effets. Bien que personne n'ait prédit les événements avec précision, on a tendance à imputer la responsabilité de la crise aux financiers, bien que l'on puisse se demander si les parlementaires ne sont pas à blâmer aussi. Chaque parlement devrait s'engager à tenir les engagements pris par l'Exécutif avant la crise concernant la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement et l'aide au développement. Les hommes et femmes politiques devraient aussi se montrer dignes de confiance et faire preuve de transparence sur les questions environnementales. La crise a mis en lumière le rôle de la politique et des parlementaires dans un monde devenu de plus en plus interdépendant. Les parlementaires pourraient encourager les populations du monde entier à modifier leurs comportements pour préserver l'environnement.

M. MA ZHIGENG (Chine) dit que l'Assemblée populaire nationale et son Comité permanent ont réagi rapidement à la crise en procédant à un contrôle général et en appliquant promptement un plan d'action. La crise financière est un défi pour le monde entier et la combattre devrait être la priorité de tous les parlements. La première chose à faire serait de mettre en place un cadre juridique pour s'attaquer à la crise, de suivre de près les événements et de riposter par les mesures budgétaires qui s'imposent. La surveillance des marchés financiers devrait être renforcée. Les parlements devraient apprendre au contact les uns des autres et mettre en œuvre des accords bilatéraux et multilatéraux de coopération financière. Les parlementaires, quant à eux, devraient faciliter la tâche de leur gouvernement pour ce qui est de l'application des politiques macroéconomiques et du renforcement de la surveillance. Aucun pays n'est à l'abri de la crise et les parlements devraient unir leurs efforts pour rétablir la croissance économique. Il faut assurer une plus grande transparence des marchés financiers pour empêcher que des problèmes similaires ne s'accumulent et pour favoriser la stabilité.

M. K. EL CHAZLI (Egypte) dit que, face aux graves répercussions de la crise que pays développés et pays en développement risquent de subir quelque temps, les parlements pourraient relancer et adopter des lois qui en réduisent les effets néfastes; adopter une approche unifiée face aux marchés des capitaux, les rendre comptables envers les autorités de contrôle et encadrer les services et établissements non financiers. Les parlements devraient aussi instituer des tribunaux spéciaux dont la juridiction serait illimitée. La diplomatie parlementaire peut être très utile en encourageant les gouvernements à investir en projets

d'équipement pour relancer le secteur privé et résorber la hausse du chômage. Il faudrait aussi encourager les gouvernements à élaborer des solutions et des plans locaux pour atténuer les effets de la crise et faire reculer la pauvreté et le chômage. Les pays riches devraient aider à la relance des pays pauvres.

M. J. NETO (Portugal) dit que, s'agissant de la stratégie parlementaire, il a appris, pendant une réunion récente sur le développement de la coopération, que l'Allemagne avait créé un fonds de relance financière et dressé un plan d'aide aux banques et aux établissements financiers. Le Parlement allemand a créé une commission permanente, composée de parlementaires et de membres de l'Exécutif, pour surveiller les dépenses d'un fonds de stabilisation. Face à la crise actuelle, les parlementaires devraient jouer un rôle actif dans la prise de décision sur l'assistance sociale et pas seulement sur les mesures financières.

Mme G.J. RESTREPO (Colombie), rappelant la discussion du matin sur l'importance de la participation des femmes au processus politique, dit que parlementaires et gouvernements devraient s'attacher davantage à appliquer des politiques sociales solidaires en faveur des femmes. Ils doivent investir vraiment pour les très nombreuses femmes qui dispensent des soins autour d'elles et qui ont été rendues vulnérables par la crise. Les parlementaires aussi ont un rôle à jouer dans la mise en place de mécanismes nationaux de régulation et de surveillance financières. Elle aimerait en savoir plus sur les réformes fiscales proposées et sur la manière dont les pays pauvres pourraient en bénéficier. Les stratégies devraient accorder une attention particulière aux besoins des pays pauvres.

M. P. MASHELENGA (Namibie) dit que la crise financière et macroéconomique actuelle est porteuse de nombreux défis pour les marchés émergents et les économies en développement, et que diverses stratégies ont été appliquées aux niveaux national et supranational pour en sortir. La grande question pour les parlementaires est de savoir quelle est la meilleure façon de procéder. Il estime que les parlements devraient être prêts à autoriser d'autres dépenses si la crise persistait. Ils devraient étudier les effets de la crise sur l'économie nationale secteur par secteur, sur l'industrie minière, le tourisme et les finances par exemple. Ils devraient aussi soumettre à des examens périodiques les démarches choisies par les institutions gouvernementales pour atténuer les effets de la crise. Il souscrit à la suggestion tendant à ce que des parlementaires fassent partie des unités de coordination multisectorielles car, ainsi, ils seraient tenus informés et pourraient élaborer des politiques cohérentes.

M. S. YAMEOGO (Burkina Faso), évoquant le rôle des parlementaires et leur riposte stratégique face à la crise, dit que tout le monde s'accorde à reconnaître que la crise n'avait pas été prévue et qu'elle va continuer à avoir des effets très étendus. Il y a aussi accord, après les conclusions du G20, sur la nécessité de rompre avec le passé et de créer un nouveau système économique et financier international. Reste la question fondamentale de savoir comment les parlements peuvent atténuer les effets sociaux et économiques de la crise sur les groupes les plus vulnérables, en particulier en Afrique. En guise de riposte à la première phase de la crise, le Parlement du Burkina Faso a créé une commission ad hoc chargée de faire des recommandations sur les moyens de limiter les effets des hausses des prix des denrées alimentaires; des mesures douanières et fiscales ont été prises, en coopération avec le Gouvernement. Les mesures prises peuvent être élargies aux aspects financiers de la crise. Il espère que l'UIP se tiendra informée des travaux du Forum de stabilité financière annoncés au Sommet du G20 et il se déclare favorable à la proposition de Mme Tiulong de créer un groupe de travail permanent de l'UIP à cette fin.

Mme R. KADAGA (Ouganda) dit que, au niveau international, elle souhaite recommander que l'UIP soit représentée au conseil mondial de coordination des politiques proposé car cela ouvrirait aux parlementaires une perspective sur des aspects de la gouvernance mondiale.

Rappelant les discussions d'Addis-Abeba sur les systèmes d'alerte avancée, elle recommande que, au niveau national, les parlements créent des comités qui mettent en place des systèmes d'alerte avancée, poursuivent la discussion et fassent régulièrement rapport sur les effets de la crise économique. Elle aimerait demander aux experts comment il sera possible d'établir un budget qui à la fois s'inscrive dans une perspective économique à moyen terme et prévoie un plan de relance, le Parlement ougandais ayant débattu récemment avec le Gouvernement des priorités et des plafonds pour les plans de relance.

Elle n'a pas trouvé très convaincant le communiqué du G20 : cela n'intéresse pas les pays développés d'investir directement dans les pays en développement, ce qui créerait pourtant des emplois et développerait les marchés; ils préfèrent que les pays en développement rivalisent entre eux pour attirer les investisseurs au nom de la libéralisation. Elle ne trouve pas de signe, dans ce communiqué, d'un engagement réel envers les pays en développement. De plus, le paragraphe 25 du communiqué, sous la rubrique "Favoriser une relance équitable et durable pour tous", parle d'investir "dans la sécurité alimentaire à long terme" mais ne mentionne ni l'emploi ni l'équipement. Et si, comme indiqué, l'assistance doit passer par des contributions bilatérales volontaires, elle ne voit pas comment elle pourra bénéficier aux plus pauvres des pauvres.

Enfin, elle souhaite soulever la question de la société civile : à chaque réunion du G7, du G8 et du G20, les manifestants sont dispersés à coup de gaz lacrymogène. Mais peut-être pourrait-on tirer de ce qu'ils ont à dire quelque leçon sur la gestion de l'économie mondiale. Peut-être les représentants de la société civile devraient-ils être invités par les parlements à faire connaître leurs lumières sur la question de l'économie.

M. J.C. VELEZ (Colombie) dit que les recommandations formulées pendant la conférence peuvent être appliquées dans les Etats des participants. La crise financière a entraîné une croissance négative et fait baisser les rentrées fiscales de quelque 10 pour cent en Colombie en 2008. Des nombreuses entreprises ferment et le chômage a augmenté. Il faut manifester des politiques contracycliques pour combattre la progression de la pauvreté, notamment des investissements dans des projets d'équipement. Environ 10 millions de personnes en Colombie vivent en dessous du seuil de pauvreté. Pour investir dans l'équipement, les pays en développement ont besoin de crédit. Aussi les pays du G20 devront-ils renforcer non seulement les institutions financières internationales, mais aussi les institutions régionales telles que la Banque de développement interaméricaine. Il souscrit aux propositions en faveur d'une plus grande coopération internationale car le monde riche doit s'attaquer de front à la pauvreté dans les pays en développement. Il a trouvé inquiétant le rapport établi au nom du Programme alimentaire mondial qui fait état de faibles montants affectés à la lutte contre la faim alors que des milliers de milliards de dollars sont dépensés en armements. Il exhorte les pays développés à faire plus pour combattre la faim.

Le PRESIDENT de l'UIP dit, en guise de synthèse, que les parlementaires ont eu deux jours de débats intenses et riches. Ils se sont intéressés aux causes de la crise économique, à son évolution probable et à la meilleure manière d'y remédier. Les débats ont été enrichis par les interventions de plusieurs orateurs invités et experts qui ont fait profiter de leurs connaissances et de leur sagesse. Ils ont évoqué les mesures d'urgence nécessaires ainsi que les mesures à prendre à moyen et long termes. Les parlementaires ont débattu de leur rôle et de ce que les gouvernements et la communauté internationale peuvent faire.

Pour régler la crise dans l'immédiat, il faudra déboursier des fonds de relance extrêmement conséquents. Il faut relancer l'économie, créer des emplois, réparer le système financier, rétablir la confiance et donner une impulsion forte au commerce et à l'investissement. Il faut une relance verte et durable, et cela demandera des fonds considérables.

La crise économique et financière trouve son origine dans l'économie des pays les plus avancés et les premiers plans de sauvetage sont, pour la plupart, mis en œuvre par ces pays. L'histoire de l'Islande illustre cette expérience. Toutefois, la crise touche tous les pays et, en particulier, les pays en développement et les pays les moins avancés qui n'y sont pour rien. Les membres du G20 ont admis le besoin d'aide de ces pays. Ce qui rend impératif la tenue des engagements déjà pris en diverses occasions.

Les participants ont insisté sur la nécessité d'une régulation accrue du secteur financier. Il faut que le système bancaire soit beaucoup plus transparent, tant au plan interne que vis-à-vis de l'extérieur, qu'il ne l'a été jusqu'à présent. De même, il faut mieux encadrer les sociétés d'information financière et les soumettre à des contrôles afin de veiller à ce que les informations qu'elles publient n'induisent pas en erreur.

L'emploi est au centre du débat. La santé de l'économie mondiale ne doit pas être mesurée à l'aune de la reprise des marchés boursiers mais plutôt en fonction du redressement des marchés du travail et des offres d'emplois qui permettent de vivre et valorisent la dignité du travail.

Les institutions financières internationales et la nécessité de les réformer ont tenu une grande place dans les débats. Des intervenants ont plaidé pour que les prêts du Fonds monétaire international ne soient plus assortis des clauses traditionnelles de conditionnalité et ne soient pas accordés au détriment de la protection sociale.

Les parlementaires doivent concourir à la conception d'un nouveau système qui réponde mieux aux aspirations les plus profondes des citoyens. Ils doivent veiller à une interaction beaucoup plus étroite des parlements avec les institutions financières internationales, afin de soumettre ces dernières à un contrôle parlementaire plus étroit.

Il faut admettre que la crise financière mondiale affecte différemment les femmes et les hommes et que les femmes sont plus durement touchées. La crise risque au mieux de figer les inégalités établies mais il est plus probable qu'elle les exacerbe et que les femmes s'enlisent un peu plus dans la pauvreté. Or, les femmes sont un élément moteur de notre économie, formelle et informelle, et les solutions à la crise doivent donc miser sur leur potentiel, reconnaître leur contribution et promouvoir l'égalité des sexes. Les parlementaires doivent faire en sorte que les politiques et programmes qui sont mis au point pour faire face à la crise tiennent compte de la nécessaire égalité entre les sexes et de la participation politique des femmes, et qu'ils s'appuient sur des instruments tels que la budgétisation dans une perspective d'équité entre les sexes.

Contrairement à ce que d'aucuns croient, la crise n'est pas irréversible. De fait, elle peut être l'occasion de réaliser de réels progrès dans la société, de remédier aux inégalités et déséquilibres existants et de bâtir de nouveaux systèmes basés sur l'inclusion, la transparence et la bonne gouvernance. Les parlementaires doivent mettre à profit leur rôle d'élus pour entretenir chez leurs concitoyens l'optimisme nécessaire.

Les tâches qui attendent les gouvernements, censés réformer en profondeur les systèmes financiers et forger un monde moins prédisposé aux crises, sont colossales. Comme l'a montré la conférence, les parlementaires sont intéressés au premier chef à la réussite de toute réforme. Le meilleur type de soutien qu'ils puissent apporter à leur gouvernement consiste à en contrôler strictement l'action. A mesure que s'appliqueront les réformes - elles prendront plutôt des années que des mois - les électeurs dépendront des parlementaires tant pour être tenus pleinement informés de l'évolution des travaux que pour être assurés que leurs vues et aspirations sont dûment prises en compte.



CONFERENCE PARLEMENTAIRE SUR LA CRISE ECONOMIQUE MONDIALE

Organisée par l'Union interparlementaire
Genève, 7 et 8 mai 2009

PROGRAMME

Mercredi 6 mai

10:00 - 19:00 *Inscription des participants*
(Office des Nations Unies à Genève et Siège de l'UIP)

Jeudi 7 mai

08:30 - 18:00 *Inscription des participants (Office des Nations Unies à Genève)*

10:00 - 10:40 *Séance inaugurale*

- M. Theo-Ben Gurirab, Président de l'UIP
- M. Supachai Panitchpakdi, Secrétaire général de la CNUCED

10:40 - 11:00 *Présentation vidéo d'introduction*

Faillites en cascade : genèse de la crise

- M. Jeffrey D. Sachs, Directeur du Earth Institute de l'Université de Columbia (Etats-Unis d'Amérique)

Thème 1 : Politiques macroéconomiques de stimulation de l'économie mondiale

11:00 - 13:00 *Réunion-débat*

Créer des emplois et éviter la récession sociale

- M. Juan Somavía, Directeur général, Bureau international du Travail
- M. Jean-Pierre Lehmann, Professeur d'économie politique internationale, Directeur du Evian Group

13:00 - 15:00 *Déjeuner*

15:00 - 16:00 *Séance de questions et réponses*

Trouver une nouvelle voie vers la croissance et la stabilité : les conclusions du G20

- Lord Malloch-Brown, Secrétaire d'Etat (Royaume-Uni)

16:00 - 18:00 *Réunion-débat*

Atténuer l'impact de la crise sur le développement

- M. Ato Fisseha Yimer, Ambassadeur (Ethiopie)
- M. Paul Larsen, Directeur, Division des relations extérieures, Programme alimentaire mondial
- M. Ben Turok, membre du parlement (Afrique du Sud)

18:00 *Réception à l'ONUG*

Vendredi 8 mai

10:00 - 10:30

Invitée spéciale

La dimension genre de la crise économique

- Mme Barbara Prammer, Présidente du Parlement autrichien

Thème 2 :

La réforme du système financier international

10:30 - 13:00

Réunion-débat

Assurer la stabilité financière

- M. Jomo Kwame Sundaram, Sous-Secrétaire général chargé du développement économique, Département des affaires économiques et sociales (ONU)
- M. Geir Haarde, ancien Premier ministre (Islande)
- M. Paul Oquist, conseiller principal pour les questions financières et économiques auprès du Président de l'Assemblée générale de l'ONU

13:00 - 15:00

Déjeuner

15:00 - 16:00

Débat thématique

Principes de la réforme : vers un nouveau Bretton Woods ?

- M. Jan Kregel, Rapporteur principal de la Commission d'experts sur les réformes du système monétaire et financier international, établie par le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies
- M. José Antonio Ocampo, Professeur à l'Université de Columbia, ancien Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales à l'ONU

Thème 3 :

Eléments d'une stratégie parlementaire

16:00 - 17:50

Pour aller de l'avant

- Mme Samura Tioulong, membre du parlement (Cambodge)

17:50 - 18:00

Séance de clôture



CONFERENCE PARLEMENTAIRE SUR LA CRISE ECONOMIQUE MONDIALE

Organisée par l'Union interparlementaire
Genève, 7 et 8 mai 2009

LISTE DES PARTICIPANTS

I. PARTICIPANTS

AFGHANISTAN

MOHAMMAD OMAR (Mr./M.)	Member of the National Assembly <i>Membre de l'Assemblée nationale</i>
NASRULLAH SADIQI ZADA NILI (Mr./M.)	Member of National Assembly <i>Membre de l'Assemblée nationale</i>

ALGERIA - ALGERIE

BENAYECHE Moussa (Mr./M.)	Member of the National People's Assembly <i>Membre de l'Assemblée populaire nationale</i>
BENGHALEM, Lahcen (Mr./M.)	Member of the National People's Assembly <i>Membre de l'Assemblée populaire nationale</i>
TEMAMRI, Sid Ahmed (Mr./M.)	Member of the National People's Assembly <i>Membre de l'Assemblée populaire nationale</i>
ADLI, Mohamed (Mr./M.)	Member of the Council of the Nation <i>Membre du Conseil de la Nation</i>
BELALIA, Ahmed (Mr./M.)	Member of the Council of the Nation <i>Membre du Conseil de la Nation</i>
HAMA, Ali Saadi (Mr./M.)	Member of the Council of the Nation <i>Membre du Conseil de la Nation</i>
HED MESSAOUD, Amar (Mr./M.)	Member of the Council of the Nation <i>Membre du Conseil de la Nation</i>
BOUSHABA, Rachid (Mr./M.) Adviser / <i>Conseiller</i>	
GAOUAOUI, Nacim (Mr./M.) Permanent Mission <i>Mission permanente</i>	
MEHADJI, Athmane (Mr./M.) Permanent Mission <i>Mission permanente</i>	

ANGOLA

BAPTISTA, Joana Lina R. (Ms./Mme)	Second Vice-President of the National Assembly <i>Deuxième Vice-Présidente de l'Assemblée nationale</i>
BRAGANÇA, Maria Ângela (Ms./Mme)	Member of the National Assembly <i>Membre de l'Assemblée nationale</i>

DE BARCELOS, Raul José (Mr./M.) Member of the National Assembly
Membre de l'Assemblée nationale

DE OLIVEIRA, Diógenes (Mr./M.) Member of the National Assembly
Membre de l'Assemblée nationale

AUGUSTA, Angelina (Ms./Mme)
Adviser / *Conseillère*

ARGENTINA - ARGENTINE

GENEM, Amanda Susana (Ms./Mme) Member of the Chamber of Deputies
Membre de la Chambre des Députés

AUSTRIA - AUTRICHE

PRAMMER, Barbara (Ms./Mme) Speaker of the National Council
Présidente du Conseil national

CARL, Helfried (Mr./M.)
Secretary / *Administrateur*

HLAVAC, Elisabeth (Ms./Mme)
Secretary / *Administratrice*

BAHRAIN - BAHREIN

AL-MASKATI, Khaled H. (Mr./M.) Member of the Shura Council
Membre du Conseil consultatif

KHALIL, Abdul Jalil E. (Mr./M.) Member of the Council of Representatives
Membre du Conseil des Représentants

MARHOON, Yousif Y. (Mr./M.)
Secretary / *Secrétaire*

BELGIUM - BELGIQUE

BEKE, Wouter (Mr./M.) Senator
Sénateur

BENIN

FIKARA, Saca (Mr./M.) Member of the National Assembly
Membre de l'Assemblée nationale

BOLIVIA - BOLIVIE

ORTIZ ALBA, Luis Gerald (Mr./M.) Vice President of the Senate
Vice-Président du Sénat

ROMERO, Fernando (Mr./M.) Senator
Sénateur

VILLAVICENCIO, José (Mr./M.) Senator
Sénateur

CHÁVEZ, William (Mr./M.) Member of the Chamber of Deputies
Membre de la Chambre des Députés

CRUZ, Sabina Orellana (Ms./Mme)	Member of the Chamber of Deputies <i>Membre de la Chambre des Députés</i>
MENDOZA, Guillermo (Mr./M.)	Member of the Chamber of Deputies <i>Membre de la Chambre des Députés</i>

BOSNIA AND HERZEGOVINA - BOSNIE-HERZEGOVINE

HUSKIĆ, Adem (Mr./M.)	Member of the Parliamentary Assembly <i>Membre de l'Assemblée parlementaire</i>
KALABIĆ, Drago (Mr./M.)	Member of the Parliamentary Assembly <i>Membre de l'Assemblée parlementaire</i>
ZORIĆ, Vinko (Mr./M.)	Member of the Parliamentary Assembly <i>Membre de l'Assemblée parlementaire</i>
MIJAČEVIĆ, Marina (Ms./Mme) Secretary / <i>Secrétaire</i>	

BOTSWANA

KHAMA, Tshekedi S. (Mr./M.)	Member of the National Assembly <i>Membre de l'Assemblée nationale</i>
NTUANE, Botsalo (Mr./M.)	Member of the National Assembly <i>Membre de l'Assemblée nationale</i>
SALESHANDO, Dumelang (Mr./M.)	Member of the National Assembly <i>Membre de l'Assemblée nationale</i>
KEEKAE, Lesedi (Mr./M.) Secretary / <i>Secrétaire</i>	

BULGARIA - BULGARIE

OVCHAROV, Roumen (Mr./M.)	Member of the National Assembly <i>Membre de l'Assemblée nationale</i>	(Ms./Mme Ivanka Ovcharova)
PANAYOTOV, Plamen (Ms./Mme)	Member of the National Assembly <i>Membre de l'Assemblée nationale</i>	

BURKINA FASO

YAMEOGO, Salvador (Mr./M.)	Deputy Speaker of the National Assembly <i>Vice-Président de l'Assemblée nationale</i>
KONSEIBO, François Xavier (Mr./M.)	Member of the National Assembly <i>Membre de l'Assemblée nationale</i>
OUEDRAOGO, Adama (Mr./M.) Adviser / <i>Conseiller</i>	
VOKOUMA, Prosper (Mr./M.) Ambassador, Permanent Representative of Burkina Faso in Geneva / <i>Ambassadeur, Représentant permanent du Burkina Faso à Genève</i>	

BURUNDI

MPABANSI, Jean Berchmans (Mr./M.)	Member of the National Assembly <i>Membre de l'Assemblée nationale</i>
NGENDABANKA, Ferdinand (Mr./M.)	Member of the National Assembly <i>Membre de l'Assemblée nationale</i>
NZOKIRISHAKA, Rémy (Mr./M.)	Member of the National Assembly <i>Membre de l'Assemblée nationale</i>
BIHA, André (Mr./M.)	Senator <i>Sénateur</i>
NTUREKA, Louis (Mr./M.)	Senator <i>Sénateur</i>
BARUSASIYEKO, Pierre (Mr./M.)	Ambassador, Permanent Representative of Burundi in Geneva / <i>Ambassadeur,</i> <i>Représentant permanent du Burundi à</i> <i>Genève</i>
NYAMITWE, Alain Aimé (Mr./M.)	First Adviser / <i>Premier Conseiller</i>
NDABISHURIYE, Emmanuel (Mr./M.)	Second Adviser / <i>Deuxième Conseiller</i>

CAMBODIA - CAMBODGE

TIOULONG, Saumura (Ms./Mme)	Member of the National Assembly <i>Membre de l'Assemblée nationale</i>
-----------------------------	---

CAMEROON - CAMEROUN

CAVAYE YEGUIE, Djibril (Mr./M.)	Speaker of the National Assembly <i>Président de l'Assemblée nationale</i>
KAOU, Djibrilla (Mr./M.)	Member of the National Assembly <i>Membre de l'Assemblée nationale</i>
MOUTYMBO, épouse AYAI (Ms./Mme)	Member of the National Assembly <i>Membre de l'Assemblée nationale</i>
NYASSA, Louis Claude (Mr./M.)	Secretary General of the National Assembly <i>Secrétaire général de l'Assemblée nationale</i>
ESSEBA, Cyriaque (Mr./M.)	Adviser / <i>Conseiller</i>
SIMALA, Bouba (Mr./M.)	Adviser / <i>Conseiller</i>
NKOU, Anatole Fabien Marie (Mr./M.)	Ambassador, Permanent Representative of Cameroon in Geneva <i>Ambassadeur, Représentant permanent</i> <i>du Cameroun à Genève</i>
ETEKI, Aurélien (Mr./M.)	Permanent Mission <i>Mission permanente</i>

NGANTCHA, Francis (Mr./M.)
Permanent Mission
Mission permanente

CANADA

RIVARD, Michel (Mr./M.)

Senator
Sénateur

LAFORREST, Jean-Yves (Mr./M.)

Member of the House of Commons
Membre de la Chambre des Communes

MARTIN, Keith (Mr./M.)

Member of the House of Commons
Membre de la Chambre des Communes

LE GOFF, Philippe (Mr./M.)
Analyst / *Analyste*

CAPE VERDE – CAP-VERT

LIMA, Aristides (Mr./M.)

Speaker of the National Assembly
Président de l'Assemblée nationale

ALVES, Joanilda (Ms./Mme)

Member of the National Assembly
Membre de l'Assemblée nationale

DIAS, Francisco (Mr./M.)

Member of the National Assembly
Membre de l'Assemblée nationale

FERREIRA, Ivete (Ms./Mme)

Member of the National Assembly
Membre de l'Assemblée nationale

MIRANDA SPINOLA, Carla (Mrs./Mme)
Secretary / *Secrétaire*

SANTOS, Maria Docéu (Mrs./Mme)
Adviser / *Conseillère*

GOMES, António (Mr./M.)
Security Officer / *Agent de sécurité*

CHILE - CHILI

LEON, Roberto (Mr./M.)

Member of the Chamber of Deputies
Membre de la Chambre des Députés

PEILLARD GARCÍA, Jacqueline
(Mrs./Mme)
Secretary / *Secrétaire*

CHINA - CHINE

ZHA PEIXIN (Mr./M.)

Member of the Standing Committee of the National
People's Congress
*Membre de la Commission permanente de
l'Assemblée populaire nationale*

MA ZHIGENG (Mr./M.)

Member of the Standing Committee of the National
People's Congress
*Membre de la Commission permanente de
l'Assemblée populaire nationale*

BIAN XUE PING (Mr./M.)

Staff / Assistant

CONG RONG (Ms./Mme)

Staff / Assistante

LIU MING (Mr./M.)

Secretary / Secrétaire

WANG YI XING (Ms./Mme)

Staff / Assistante

XU YONG (Mr./M.)

Staff / Assistant

COLOMBIA - COLOMBIE

RESTREPO, Griselda Janeth
(Ms./Mme)

Senator
Sénatrice

VELEZ, Juan Carlos (Mr./M.)

Senator
Sénateur

CONGO

KOUMBA, Justin (Mr./M.)

President of the National Assembly
Membre de l'Assemblée nationale

MAKAYA ZASSI, Darius (Mr./M.)

Member of the National Assembly
Membre de l'Assemblée nationale

OSSIALA, Sylvestre (Mr./M.)

Member of the National Assembly
Membre de l'Assemblée nationale

AMBALI-OBENGA, André (Mr./M.)

Adviser / Conseiller

GAPOULA, Alphonse (Mr./M.)

Adviser / Conseiller

GOMA, Benjamin (Mr./M.)

Adviser / Conseiller

COSTA RICA

MORA MORA, Alexander (Mr./M.)

Member of the Legislative Assembly
Membre de l'Assemblée législative

ÁLVAREZ MATA, Hannia (Ms./Mme)

Adviser / Conseillère

CROATIA - CROATIE

NIMICA, Neven (Mr./M.)

Deputy Speaker of the Parliament
Vice-Président du Parlement

ČAJO, Denis (Mr./M.)

Adviser / Conseiller

CZECH REPUBLIC - REPUBLIQUE TCHEQUE

HRNČÍŘ, Pavel (Mr./M.)	Member of the Chamber of Deputies <i>Membre de la Chambre des Députés</i>
KONÍČEK, Vladimír (Mr./M.)	Member of the Chamber of Deputies <i>Membre de la Chambre des Députés</i>
KUFA, Rudolf (Mr./M.)	Member of the Chamber of Deputies <i>Membre de la Chambre des Députés</i>
REISIEGEL, Daniel (Mr./M.)	Member of the Chamber of Deputies <i>Membre de la Chambre des Députés</i>
ANDRISOVÁ, Silvia (Ms./Mme) Secretary / <i>Secrétaire</i>	

DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO - REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

MABI, Mulumba (Mr./M.)	Senator <i>Sénateur</i>
KILOMO, Sakungu (Mr./M.)	Senator <i>Sénateur</i>

EGYPT - EGYPTE

SOROUR, Ahmed Fathi (Mr./M.)	Speaker of the People's Assembly <i>Président de l'Assemblée du Peuple</i>
ABAZA, Mohmod (Mr./M.)	Member of the People's Assembly <i>Membre de l'Assemblée du Peuple</i>
AZMY, Zakaria (Mr./M.)	Member of the People's Assembly <i>Membre de l'Assemblée du Peuple</i>
EL CHAZLI, Kamal (Mr./M.)	Member of the People's Assembly <i>Membre de l'Assemblée du Peuple</i>
EL SAID, Moustafa (Mr./M.)	Member of the People's Assembly <i>Membre de l'Assemblée du Peuple</i>
ELENAN, Mohamed Abu (Mr./M.)	Member of the People's Assembly <i>Membre de l'Assemblée du Peuple</i>
MOUSTAFA, Tarek Tallat (Mr./M.)	Member of the People's Assembly <i>Membre de l'Assemblée du Peuple</i>
YOUNIS, Shawki (Mr./M.)	Member of the People's Assembly, <i>Membre de l'Assemblée du Peuple</i>
EL SHEIKH, Youssry (Mr./M.) Secretary / <i>Secrétaire</i>	
MAHRAN, Samy (Mr./M.) Adviser / <i>Conseiller</i>	
SHAHEN, Hassan (Mr./M.) Secretary / <i>Secrétaire</i>	
EL-DINE Walid Gamal (Mr./M.) Security Officer / <i>Agent de sécurité</i>	

ETHIOPIA - ETHIOPIE

ADEM BUSER, Abdo (Mr./M.)	Member of the House of Peoples' Representatives <i>Membre de la Chambre des Représentants du Peuple</i>
AREGAWI, Asthehba (Mr./M.)	Member of the House of Peoples' Representatives <i>Membre de la Chambre des Représentants du Peuple</i>
DEMESSI, Ababi (Mr./M.)	Member of the House of Peoples' Representatives <i>Membre de la Chambre des Représentants du Peuple</i>

FINLAND - FINLANDE

SASI, Kimmo (Mr./M.)	Member of the Eduskunta <i>Membre de l'Eduskunta</i>
----------------------	---

FRANCE

MARTIN-LALANDE, Patrice (Mr./M.)	Member of the National Assembly <i>Membre de l'Assemblée nationale</i>
GAUBERT, Jean (Mr./M.)	Member of the National Assembly <i>Membre de l'Assemblée nationale</i>
BIZET, Jean (Mr./M.)	Senator <i>Sénateur</i>
DEL PICCHIA, Robert (Mr./M.)	Senator <i>Sénateur</i>
BOURASSE, Philippe (Mr./M.)	Adviser / <i>Conseiller</i>
de CORDOVEZ, Bertrand (Mr./M.)	Adviser / <i>Conseiller</i>
BOUNAIX, Fabrice (Mr./M.)	First Secretary, Permanent Mission of France in Geneva <i>Premier Secrétaire, Mission permanente de la France à Genève</i>

GABON

ONA ONDO, Daniel (Mr./M.)	First Vice-President of the National Assembly <i>Premier Vice-Président de l'Assemblée nationale</i>
IWANGOU, Jean-Claude (Mr./M.)	Member of the National Assembly <i>Membre de l'Assemblée nationale</i>

GREECE - GRECE

PAPADEMETRIOU, Elissavet (Ms./Mme)	Vice-President of the Hellenic Parliament <i>Vice-Présidente du Parlement hellénique</i>
AGORASTOS, Constantinos (Mr./M.)	Member of the Hellenic Parliament <i>Membre du Parlement hellénique</i>
MANIATIS, Ioannis (Mr./M.)	Member of the Hellenic Parliament <i>Membre du Parlement hellénique</i>
ALEVIZOU, Aikaterini (Ms./Mme)	Secretary / <i>Secrétaire</i>

VERROS, Francicos (Mr./M.)
 Ambassador, Permanent
 Representative of Greece in Geneva
*Ambassadeur, Représentant permanent
 de la Grèce à Genève*

PAPADATOS, George (Mr./M.)
 Minister Counsellor, Permanent
 Mission
Ministre Conseiller, Mission permanente

INDONESIA – INDONESIE

DIRDJOJUWONO, Roestanto W. (Mr./M.)	Member of the House of Representatives <i>Membre de la Chambre des Représentants</i>	(Ms./Mme Tresa Pratiwi)
--	---	----------------------------

RACHMAWATY, Diah A. (Ms./Mme)
 Secretary / *Secrétaire*

DJANI, Dian Triansyah (Mr./M.)
 Ambassador, Permanent
 Representative of Indonesia in Geneva
*/ Ambassadeur, Représentant
 permanent de l'Indonésie à Genève*

PUJA, Gusti Agung Wesaka (Mr./M.)
 Ambassador, Deputy Permanent
 Representative of Indonesia in Geneva
*Ambassadeur, Représentant permanent
 adjoint de l'Indonésie à Genève*

SOMANTRI, Acep (Mr./M.)
 First Secretary, Permanent Mission of
 Indonesia
*Premier Secrétaire, Mission permanente
 de l'Indonésie*

IRAN (ISLAMIC REPUBLIC OF) – IRAN (REPUBLIQUE ISLAMIQUE D')

HASHEMI, Seyyed Hossein Mr./M.)	Member of the Islamic Consultative Assembly <i>Membre de l'Assemblée consultative islamique</i>
---------------------------------	--

MOHAMMADYARI, Bahman (Mr./M.)	Member of the Islamic Consultative Assembly <i>Membre de l'Assemblée consultative islamique</i>
-------------------------------	--

ALIKHANI, Ebrahim (Mr./M.)
 Adviser / *Conseiller*

MOUSAVI, Mohammad Ali (Mr./M.)
 Adviser / *Conseiller*

JORDAN - JORDANIE

TARAWNEH, Fayez (Mr./M.)	Vice President of the Senate <i>Vice-Président du Sénat</i>
--------------------------	--

ALADWAN, Mohd (Mr./M.)	Senator <i>Sénateur</i>
------------------------	----------------------------

AL HENEITI, Abd Al Hameed
 (Mr./M.)
 Secretary / *Secrétaire*

NWAFLEH, Sufian (Mr./M.)
Secretary / *Secrétaire*

KENYA

OKEMO, Chrysanthus (Mr./M.) Member of the National Assembly
Membre de l'Assemblée nationale

KONES, Julius (Mr./M.) Member of the National Assembly
Membre de l'Assemblée nationale

MUREITHI, Erastus (Mr./M.) Member of the National Assembly
Membre de l'Assemblée nationale

ABONYO, Florence (Ms./Mme)
Secretary / *Secrétaire*

LATVIA - LETTONIE

PETERSONE, Karina (Ms./Mme) Member of the Saeima
Membre du Saeima

PAURA, Sandra (Mrs./Mme)
Secretary / *Secrétaire*

LESOTHO

MAFURA, Kabelo (Mr./M.) Member of the National Assembly
Membre de l'Assemblée nationale

MATETE, Ranthomeng (Mr./M.) Member of the National Assembly
Membre de l'Assemblée nationale

RADITAPOLE, Khauhelo (Ms./Mme) Member of the National Assembly
Membre de l'Assemblée nationale

MOTHAE, Maruping (Mr./M.)
Ambassador, Permanent Representative
of Lesotho in Geneva / *Ambassadeur,*
Représentant permanent du Lesotho à
Genève

MAKONG, Tsotetsi (Mr./M.)
First Secretary / *Premier Secrétaire*

TEBOHO, Tsekoa (Ms./Mme)
Counsellor / *Conseillère*

LIBYAN ARAB JAMAHIRIYA - JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE

ABUJANAH, Issa Miload (Mr./M.) Member of the General People's Congress
Membre du Congrès général du Peuple

EL MUGASSABI, Fauzi Fathalla
(Mr./M.) Member of the General People's Congress
Membre du Congrès général du Peuple

ZENBIL, Bashir Ali (Mr./M.)
Member of the General People's Congress
Membre du Congrès général du Peuple

BEL-LSHAHR, Abdulati Mohamed
(Mr./M.)
Secretary / *Secrétaire*

EL-HASHEMI SULEIMAN, Abu Baker
(Mr./M.)
Adviser / *Conseiller*

SARKEZ, Taher M. (Mr./M.)
Clerk / *Greffier*

MALAYSIA - MALAISIE

IKHWAN SALIM DATO' HAJI
SUJAK (Mr./M.)
Member of Parliament
Membre du Parlement

MAURITIUS - MAURICE

PURRYAG, Rajkeswur (Mr./M.)
Speaker of the National Assembly
Président de l'Assemblée nationale

SERVANSING, S. B. C (Mr./M.)
Ambassador, Permanent Representative
of Mauritius in Geneva / *Ambassadeur,*
Représentant permanent de Maurice à
Genève

MUNGUR, Vishwakarmah (Mr./M.)
Minister Counsellor / *Ministre Conseiller*

NARSINGHEN, Hambyrajen (Mr./M.)
Minister Counsellor / *Ministre Conseiller*

GUJADHUR, Subhas (Mr./M.)
First Secretary / *Premier Secrétaire*

GUJADHUR, Tanya (Ms./Mme)
Second Secretary / *Deuxième Secrétaire*

WILFRID-RENÉ, Reena (Ms./Mme)
Second Secretary / *Deuxième Secrétaire*

MONACO

NOTARI, Fabrice (Mr./M.)
Member of the National Council
Conseiller national

SVARA, Pierre (Mr./M.)
Member of the National Council
Conseiller national

BRUNO, Stéphan (Mr./M.)
Secretary / *Secrétaire*

MOROCCO - MAROC

EL HILAA, Rahou (Mr./M.)
Member of the House of Representatives
Membre de la Chambre des Représentants

RABBAH, Aziz (Mr./M.)
Member of the House of Representatives
Membre de la Chambre des Représentants

NAMIBIA - NAMIBIE

CHRISTIAN, Hansina (Ms./Mme)	Member of the National Assembly <i>Membre de l'Assemblée nationale</i>
DE WAAL, Johan (Mr./M.)	Member of the National Assembly <i>Membre de l'Assemblée nationale</i>
!GOBS, Sebastiaan (Mr./M.)	Member of the National Council <i>Membre du Conseil national</i>
MASHELENGA, Peya (Mr./M.)	Member of the National Assembly <i>Membre de l'Assemblée nationale</i>
NAMBAHU, Tommy (Mr./M.)	Member of the National Assembly <i>Membre de l'Assemblée nationale</i>
GEORGE, Abraham (Mr./M.) Adviser / <i>Conseiller</i>	
ISAAK, Willem H. (Mr./M.) Secretary / <i>Secrétaire</i>	
KADHIKWA, Gerson (Mr./M.) Adviser / <i>Conseiller</i>	
HAITENGI, Dorota (Ms./Mme) Adviser / <i>Conseillère</i>	
MOTINGA, Daniel (Mr./M.) Adviser / <i>Conseiller</i>	

NIGERIA

BAYERO, Usman (Mr./M.)	Deputy Speaker of the House of Representatives <i>Vice-Président de la Chambre des Représentants</i>
WADADA AHMED, Aliyu (Mr./M.)	Member of the House of Representatives <i>Membre de la Chambre des Représentants</i>
ENOCH, John Owan (Mr./M.)	Member of the House of Representatives <i>Membre de la Chambre des Représentants</i>
OLUNLOYO OSHINOWO, Folake (Ms./Mme)	Member of the House of Representatives <i>Membre de la Chambre des Représentants</i>
OZOMGBACHI, Ogbuefi (Mr./M.)	Member of the House of Representatives <i>Membre de la Chambre des Représentants</i>
SOLI JIBIA, Sada (Mr./M.)	Member of the House of Representatives <i>Membre de la Chambre des Représentants</i>
ABUBAKAR, Badamasi (Mr./M.) Secretary / <i>Secrétaire</i>	
YAHAYA, Cecilia (Ms./Mme) Minister, Permanent Mission of Nigeria in Geneva / <i>Ministre, Mission permanente du Nigéria à Genève</i>	

PAKISTAN

NAEK, H. Farooq (Mr./M.)	Chairman of the Senate <i>Président du Sénat</i>	(Ms./Mme Farzhana Naek)
ALI, Ahmed (Mr./M.)	Senator <i>Sénateur</i>	

BILOUR, Ilyas Ahmed (Mr./M.)	Senator <i>Sénateur</i>	
BUGTI, Shahid Hassan (Mr./M.)	Senator <i>Sénateur</i>	
WATTOO, Khurram Jenhangir (Mr./M.)	Member of Parliament <i>Membre du Parlement</i>	(Ms./Mme Mehreen Mohmand)
ALI, Nawaz (Mr./M.) Secretary / <i>Secrétaire</i>		
HAIDER, Syed Hasnain (Mr./M.) Adviser / <i>Conseiller</i>		
AKRAM, Zamir (Mr./M.) Ambassador, Permanent Representative of Pakistan in Geneva / <i>Ambassadeur,</i> <i>Représentant permanent du Pakistan à</i> <i>Genève</i>		
KHOKHER, Aftab Ahmad (Mr./M.) Deputy Permanent Representative of Pakistan in Geneva / <i>Ambassadeur,</i> <i>Représentant permanent adjoint du</i> <i>Pakistan à Genève</i>		

PALESTINE

ABUHOLI, Ahmad H.A. (Mr./M.)	Member of the Palestine Legislative Council <i>Membre du Conseil législatif palestinien</i>
------------------------------	--

PARAGUAY

OVIEDO, Ariel (Mr./M.)	Vice-President of the Chamber of Deputies <i>Vice-Président de la Chambre des Députés</i>
AGUILERA, Cándido (Mr./M.)	Member of the Chamber of Deputies <i>Membre de la Chambre des Députés</i>
DA ROSA, Aristides (Mr./M.)	Member of the Chamber of Deputies <i>Membre de la Chambre des Députés</i>
FERREIRA, Olga (Ms./Mme)	Member of the Chamber of Deputies <i>Membre de la Chambre des Députés</i>
GONZALEZ, Víctor (Mr./M.)	Member of the Chamber of Deputies <i>Membre de la Chambre des Députés</i>
LOPEZ, Cesar (Mr./M.)	Member of the Chamber of Deputies <i>Membre de la Chambre des Députés</i>
MALDONADO, Celso (Mr./M.)	Member of the Chamber of Deputies <i>Membre de la Chambre des Députés</i>
MARIÑO, Jorge Avalos (Mr./M.)	Member of the Chamber of Deputies <i>Membre de la Chambre des Députés</i>
MINEUR, Julio (Mr./M.)	Member of the Chamber of Deputies <i>Membre de la Chambre des Députés</i>

PERU - PEROU

MORALES CASTILLO, Fabiola (Ms./Mme)	Vice-President of the Congress of the Republic <i>Vice-Présidente du Congrès de la République</i>
GUIDO LOMBARDI, Elías (Mr./M.)	Member of the Congress of the Republic <i>Membre du Congrès de la République</i>
MEKLER NEIMAN, Isaac (Mr./M.)	Member of the Congress of the Republic <i>Membre du Congrès de la République</i>
MONTES DE OCA, Carlos Bruce (Mr./M.)	Member of the Congress of the Republic <i>Membre du Congrès de la République</i>
YAMASHIRO ORÉ, Rafael (Mr./M.)	Member of the Congress of the Republic <i>Membre du Congrès de la République</i>

POLAND - POLOGNE

CHLOPEK, Aleksander (Mr./M.)	Member of the Sejm <i>Membre du Sejm</i>
------------------------------	---

PORTUGAL

VIEIRA, Rui (Mr./M.)	Member of the Assembly of the Republic <i>Membre de l'Assemblée de la République</i>
NETO, Jorge (Mr./M.)	Member of the Assembly of the Republic <i>Membre de l'Assemblée de la République</i>

QATAR

AL-KUBAISI, Ajaj (Mr./M.)	Member of the Majlis Al-Shura <i>Membre du Majlis Al-Choura</i>
AL-MAJID, Abdulreda Mahdi (Mr./M.) Adviser / <i>Conseiller</i>	

ROMANIA - ROUMANIE

GIURGIU, Mircia (Mr./M.)	Member of the Chamber of Deputies <i>Membre de la Chambre des Députés</i>
MANOLESCU, Oana (Ms./Mme)	Member of the Chamber of Deputies <i>Membre de la Chambre des Députés</i>
ROGIN, Marius (Mr./M.)	Member of the Chamber of Deputies <i>Membre de la Chambre des Députés</i>
STAN, Ioan (Mr./M.)	Member of the Chamber of Deputies <i>Membre de la Chambre des Députés</i>
OVIDIUS, Marcutiany (Mr./M.)	Senator <i>Sénateur</i>
DUMITRESCU, Cristina (Ms./Mme) Secretary / <i>Secrétaire</i>	
CUCIAN, Robertina (Ms./Mme) Secretary / <i>Secrétaire</i>	

RUSSIAN FEDERATION - FEDERATION DE RUSSIE

GORBUNOV, Gennady (Mr./M.)	Member of the Council of the Federation <i>Membre du Conseil de la Fédération</i>
KHASHIR, Aslan (Mr./M.)	Member of the Council of the Federation <i>Membre du Conseil de la Fédération</i>
MANGUSH, Kirill (Mr./M.)	Member of the Council of the Federation <i>Membre du Conseil de la Fédération</i>
PONOMAREV, Alexander (Mr./M.) Adviser / <i>Conseiller</i>	
RODIONOV, Denis (Mr./M.) Adviser / <i>Conseiller</i>	

RWANDA

RWIGEMA, Gonzague (Mr./M.)	Member of the Chamber of Deputies <i>Membre de la Chambre des Députés</i>
KUBWIMANA, Chrysologue (Mr./M.)	Senator <i>Sénateur</i>

SAUDI ARABIA - ARABIE SAOUDITE

ALSHEHRI, Hassan (Mr./M.)	Member of the Shura Council <i>Membre du Conseil de la Choura</i>
BARRY, Zain Alabdeen A. (Mr./M.)	Member of the Shura Council <i>Membre du Conseil de la Choura</i>
ALMUSAINI, Fahad A. (Mr./M.) Adviser / <i>Conseiller</i>	
BINSAEED, Anas A. (Mr./M.) Adviser / <i>Conseiller</i>	

SENEGAL

TOURE, Ndiawar (Mr./M.)	Deputy Chairman of the National Assembly <i>Vice-Président de l'Assemblée nationale</i>
NDIAYE, Sada (Mr./M.)	Member of the National Assembly <i>Membre de l'Assemblée nationale</i>
GUEYE, Abdou Khadim (Mr./M.)	Member of the National Assembly <i>Membre de l'Assemblée nationale</i>

SERBIA - SERBIE

VLAHOVIĆ, Aleksandar (Mr./M.)	Member of the National Assembly <i>Membre de l'Assemblée nationale</i>
-------------------------------	---

SLOVENIA - SLOVENIE

BAROVIČ, Bogdan (Mr./M.)	Member of the National Assembly <i>Membre de l'Assemblée nationale</i>
BEVK, Samo (Mr./M.)	Member of the National Assembly <i>Membre de l'Assemblée nationale</i>
PANDEV, Tanja (Ms./Mme) Secretary / <i>Secrétaire</i>	

SOUTH AFRICA – AFRIQUE DU SUD

TUROK, Ben (Mr./M.)	Member of the National Assembly <i>Membre de l'Assemblée nationale</i>
---------------------	---

SPAIN - ESPAGNE

MOSCOSO DEL PRADO, Juan (Mr./M.)	Member of the Congress of Deputies <i>Membre du Congrès des Députés</i>	(Ms./Mme Eva Gonzalez)
LASSALLE, José (Mr./M.)	Member of the Congress of Deputies <i>Membre du Congrès des Députés</i>	(Ms./Mme Meritxell Batet)
BOYRA, Helene (Ms./Mme) Adviser / <i>Conseillère</i>		
JUAREZ, M. Rosa (Ms./Mme) Secretary / <i>Secrétaire</i>		
GARRIGUES, Javier (Mr./M.) Ambassador, Permanent Representative of Spain in Geneva <i>Ambassadeur, Représentant permanent de l'Espagne à Genève</i>		
MONTESINO, Borja (Mr./M.) Ambassador, Deputy Permanent Representative of Spain in Geneva <i>Ambassadeur, Représentant permanent adjoint de l'Espagne à Genève</i>		
VECINO QUINTANA, Migel Ángel (Mr./M.) Adviser / <i>Conseiller</i>		

SURINAME

ANGOELAL, Socila (Ms./Mme)	Member of the National Assembly <i>Membre de l'Assemblée nationale</i>
MARENGO, Orpheu (Ms./Mme)	Member of the National Assembly <i>Membre de l'Assemblée nationale</i>
RANDJIETSINGH, Radjkoemar (Mr./M.)	Member of the National Assembly <i>Membre de l'Assemblée nationale</i>

SWEDEN - SUEDE

ELINDERSON, Lars (Mr./M.) Member of the Riksdag
Membre du Riksdag

SWITZERLAND - SUISSE

GADIENT, Brigitta M. (Ms./Mme) Member of the National Council
Membre du Conseil national

STUMP, Doris (Ms./Mme) Member of the National Council
Membre du Conseil national

VEILLON, Pierre-François (Mr./M.) Member of the National Council
Membre du Conseil national

TOGO

DJOBBO, Nassara (Ms./Mme) Second Vice-President of the National Assembly
(épouse OURO-BANG'NA) *Deuxième Vice-Présidente de l'Assemblée nationale*

AMEGNONAN, Kossi (Mr./M.) Member of the National Assembly
Membre de l'Assemblée nationale

BAMNANTE, Komikpime (Mr./M.) Member of the National Assembly
Membre de l'Assemblée nationale

LAWSON, Pè Banku (Mr./M.) Member of the National Assembly
Membre de l'Assemblée nationale

TURKEY - TURQUIE

BOLUKBASI, Deniz (Mr./M.) Member of the Grand National Assembly
Membre de la Grande Assemblée nationale

KURT, Abdurrahman (Mr./M.) Member of the Grand National Assembly
Membre de la Grande Assemblée nationale

KARAKILIÇ Emrah (Mr./M.)
Economic Counsellor
Conseiller économique

ÖSKIPER, Volkan (Mr./M.)
First Secretary / *Premier Secrétaire*

UGANDA - OUGANDA

KADAGA, Rebecca (Ms./Mme) Deputy Speaker of Parliament
Vice-Présidente du Parlement

AKOL OKULLU, Rose (Ms./Mme) Member of Parliament
Membre du Parlement

MUKITALE BIRAAHWA, Stephen (Mr./M.) Member of Parliament
Membre du Parlement

OJOK, Oleny Charles (Mr./M.) Member of Parliament
Membre du Parlement

BISASE TUSUBIRA, Moses (Mr./M.)
Secretary / *Secrétaire*

UKRAINE

BILORUS, Oleh (Mr./M.) Member of the Verkhovna Rada
Membre du Verkhovna Rada

UNITED ARAB EMIRATES – EMIRATS ARABES UNIS

AL SUWAIDI, Sultan Sager (Mr./M.) Member of the Federal National Council
Membre du Conseil national de la Fédération

ALI BIN FADIL, Yousef (Mr./M.) Member of the Federal National Council
Membre du Conseil national de la Fédération

AL SHAMSI, Abdulrahman Ali (Mr./M.) Deputy Secretary General
Secrétaire général adjoint

AL YALYALI, Ali Obaid (Mr./M.) Secretary / *Secrétaire*

AL-MOUR AL-ZAABI, Abdullah (Mr./M.) Adviser / *Conseiller*

AL-ZAABI, Obaid Salem (Mr./M.) Ambassador, Permanent Representative of U.A.E. in Geneva
Ambassadeur, Représentant permanent des E.A.U. à Genève

AL MAHRI, Adel (Mr./M.) Counselor / *Conseiller*

AL HEBISI, Saeed (Mr./M.) Second Secretary / *Deuxième Secrétaire*

UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI

Lord PAUL (Mr./M.) Deputy Speaker of the House of Lords
Vice-Président de la Chambre des Lords

HENDRICK, Mark (Mr./M.) Member of the House of Commons
Membre de la Chambre des Communes

LIBEROTTI, Gabriella (Ms./Mme) Secretary / *Secrétaire*

MIDDLETON, Will (Mr./M.) Secretary / *Secrétaire*

GOODERHAM, Peter (Mr./M.) Ambassador, Permanent Representative of the United Kingdom in Geneva
Ambassadeur, Représentant permanent du Royaume-Uni à Genève

TISSOT, Philip (Mr./M.) Deputy Permanent Representative of the United Kingdom in Geneva
Représentant permanent adjoint du Royaume-Uni à Genève

UNITED REPUBLIC OF TANZANIA - REPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE

KIGODA, Abdallah (Mr./M.) Member of the National Assembly
Membre de l'Assemblée nationale

KADEBE, Michael (Mr./M.)
Secretary / *Secrétaire*

LUVANDA, H. Baraka (Mr./M.)
First Secretary, Permanent Mission of
the United Republic of Tanzania in
Geneva
*Premier Secrétaire, Mission permanente
de la République-Unie de Tanzanie à
Genève*

URUGUAY

COURIEL, Alberto (Mr./M.) Senator
Sénateur

PERCOVICH, Margarita (Mrs./Mme) Senator
Sénatrice

CARDOSO, José Carlos (Mr./M.) Member of the House of Representatives
Membre de la Chambre des Représentants

GAMOU, Carlos (Mr./M.) Member of the House of Representatives
Membre de la Chambre des Représentants

POSADA, Ivan (Mr./M.) Member of the House of Representatives
Membre de la Chambre des Représentants

PIQUINELA, Oscar (Mr./M.)
Secretary / *Secrétaire*

GALVALISI, Carina (Ms./Mme)
Adviser / *Conseillère*

VENEZUELA

BIGOTT, Luis (Mr./M.) Member of the National Assembly
Membre de l'Assemblée nationale

MADRIZ, Jhannett (Ms./Mme) Member of the National Assembly
Membre de l'Assemblée nationale

MORALES, Victor Hugo (Mr./M.) Member of the National Assembly
Membre de l'Assemblée nationale

VARELA VARELA, María Gabriela (Ms./Mme)
Adviser / *Conseillère*

HERNÁNDEZ, Germán Mundaraín (Mr./M.)
Ambassador, Permanent Representative
of Venezuela in Geneva / *Ambassadeur,
Représentant permanent du Venezuela à
Genève*

PALACIO, Juan Arias (Mr./M.)
Deputy Permanent Representative of
Venezuela in Geneva / *Représentant
permanent adjoint du Venezuela à
Genève*

LOBO, José Leonel (Mr./M.)
Permanent Mission
Mission permanente

YEMEN

ABDULGALIL ABDO RADMAN (Mr./M.) Member of the House of Representatives
Membre de la Chambre des Représentants

ABDULGALIL ABDO THABIT (Mr./M.) Member of the House of Representatives
Membre de la Chambre des Représentants

ABDULWAHAB AL-KAMIL (Mr./M.)
Adviser / Conseiller

NAGIM HAMIM (Mr./M.)
Adviser / Conseiller

ASSOCIATE MEMBERS - MEMBRES ASSOCIES

EUROPEAN PARLIAMENT – PARLEMENT EUROPEEN

MANN, Erika (Ms./Mme)
Member of Parliament / *Membre du Parlement*

MARKOV, Helmut (Mr./M.)
Member of Parliament / *Membre du Parlement*

SÁNCHEZ MORENO, Javier (Mr./M.)
Member of Parliament / *Membre du Parlement*

BASTIAANSEN, Adriaan (Mr./M.)
Adviser / Conseiller

DUPRET, Paul-Emile (Mr./M.)
Adviser / Conseiller

BENDINI, Roberto (Mr./M.)
Secretary / *Secrétaire*

KALOUS, Martti (Mr./M.)
Secretary / *Secrétaire*

INTER-PARLIAMENTARY COMMITTEE OF THE WEST AFRICAN ECONOMIC AND MONETARY UNION (WAEMU)

COMITE INTERPARLEMENTAIRE DE L'UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST-AFRICAINE (UEMOA)

TRAORE, Mélégué (Mr./M.)
Member of Parliament / *Membre du Parlement*

LATIN AMERICAN PARLIAMENT PARLEMENT LATINO-AMERICAIN

AGUILERA, Cándido (Mr./M.)
Vice-President of the Latin American Parliament / *Vice-Président du Parlement latino-américain*

**PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE COUNCIL OF EUROPE (PACE)
ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE (APCE)**

SASI, Kimmo (Mr./M.)

Member of the Sub-Committee on International Economic Relations of the Committee on Economic Affairs and Development / *Membre de la sous-Commission des relations économiques internationales de la Commission des questions économiques et du développement*

II. OBSERVERS - OBSERVATEURS

**INTERGOVERNMENTAL ORGANIZATIONS
ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES**

**UNITED NATIONS CONFERENCE ON TRADE AND DEVELOPMENT (UNCTAD)
CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT (CNUCED)**

PANITCHPAKDI, Supachai (Mr./M.)

Secretary-General of the UNCTAD
Secrétaire général de la CNUCED

BOFFA, Sonia (Ms./Mme)

Associate Economic Affairs Officer / *Economiste adjointe*

HAFFOUZ, Amel (Ms./Mme)

Liaison Officer, Civil Society Outreach / *Attachée de liaison, Groupe des relations avec la société civile*

JEELAN Aisha (Ms./Mme)

Associate Liaison Officer, Civil Society Outreach / *Attachée de liaison adjointe, Groupe des relations avec la société civile*

STEPANEK-ALLEN, Christiane (Ms./Mme)

Head, Communications, Information and Outreach / *Chef du Service de la communication et de l'information*

**INTERNATIONAL LABOUR OFFICE (ILO)
BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL (BIT)**

SOMAVÍA, Juan (Mr./M.)

Director-General of the ILO / *Directeur général du BIT*

EGGER, Philippe (Mr./M.)

Deputy Director of the Executive Office / *Directeur du Cabinet adjoint*

MARTINOT-LAGARDE, Pierre (Mr./M.)

Service of External Relations / *Service des relations extérieures*

SONDUBAK, Cana (Ms./Mme)

External Relations Branch / *Service des relations extérieures*

**FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION OF THE UNITED NATIONS (FAO)
ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE**

MANZOOR, Ahmad (Mr./M.)

Director of the Liaison Office with the United Nations / *Directeur du Bureau de liaison avec les Nations Unies à Genève*

**UNITED NATIONS EDUCATIONAL, SCIENTIFIC AND CULTURAL ORGANIZATION (UNESCO)
ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE**

TIBURCIO, Luis (Mr./M.)

Director of the Liaison Office with the United Nations / *Directeur du Bureau de liaison avec les Nations Unies*

OFFICE OF THE UNITED NATIONS HIGH COMMISSIONER FOR HUMAN RIGHTS (OHCHR)
HAUT-COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES AUX DROITS DE L'HOMME (HCDH)

POLLAN, Thomas (Mr./M.)
Human Rights Officer / *Chargé des droits de l'homme*

HADA, Rio (Mr./M.)
Coordinator / *Coordonnateur*

UNITED NATIONS HIGH COMMISSIONER FOR REFUGEES (UNHCR)
HAUT-COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES (HCNUR)

DAKIN, Lloyd (Mr./M.)
Director *ad interim* of the Division of external relations / *Directeur par intérim de la Division des relations extérieures*

UNITED NATIONS CHILDREN'S FUND (UNICEF)
FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE

GORDON, Alexander (Mr./M.)
Senior Adviser on Economic and Social Policy for the UNICEF Regional Office for CEE/CIS
Conseiller principal pour les affaires sociales et économiques au Bureau régional de l'UNICEF pour la CEE/CEI

WORLD TRADE ORGANIZATION (WTO)
ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC)

EGLIN, Richard (Mr./M.)
Director, Trade Policies Review Division / *Directeur, Division de l'examen des politiques commerciales*

KUITEN, Bernard (Mr./M.)
Head of External Relations Division / *Chef de la Division des relations extérieures*

ALFARO, Willy (Mr./M.)
Senior Counsellor, Trade Policies Review Division / *Conseiller principal, Division de l'examen des politiques commerciales*

GALLO, Stefania (Ms./Mme)
Information and External Relations Division / *Division de l'information et des relations extérieures*

EL HACHIMI, Said (Mr./M.)
Adviser / *Conseiller*

AFRICAN UNION COMMISSION
COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE

CHARUMBIRA, Ndinaye (Ms./Mme)
Fiscal Economist / *Spécialiste des finances publiques*

INTERNATIONAL ORGANIZATION FOR MIGRATION (IOM)
ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRATIONS (OIM)

APPIAH, Joe (Mr./M.)
Chief of budget / *Chef du Service budgétaire*

SARMAD, Ovais (Mr./M.)
Director of Resources Management / *Directeur du Département de la gestion des ressources*

LEAGUE OF ARAB STATES
LIGUE DES ETATS ARABES

ALFARARGI, Saad (Mr./M.)
Ambassador, Permanent Representative of the League of Arab States in Geneva / *Ambassadeur, Représentant permanent de la Ligue des Etats arabes à Genève*

TILIOUANT, Youcef (Mr./M.)
Third Secretary, Permanent Delegation / *Troisième Secrétaire de la délégation permanente*
AIED, Salah (Mr./M.)
Member of the Permanent Delegation / *Membre de la délégation permanente*

ORGANIZATION OF THE ISLAMIC CONFERENCE
ORGANISATION DE LA CONFERENCE ISLAMIQUE

BA, Babacar (Mr./M.)
Ambassador, Permanent Observer of the Organization of the Islamic Conference to the United Nations
Office at Geneva / *Ambassadeur, Observateur permanent de l'Organisation de la Conférence islamique*
auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
KANE, Aissata (Ms./Mme)
First Secretary / *Première Secrétaire*

UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAM (UNDP)
PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT (PNUD)

DE VRIEZE, Franklin (Mr./M.)
Program Manager, Global Programme on Parliamentary Strengthening / *Responsable de programme,*
Programme global pour le renforcement des parlements

WORLD FEDERATION OF UNITED NATIONS ASSOCIATIONS (WFUNA)
FEDERATION MONDIALE D'ASSOCIATIONS POUR LES NATIONS UNIES (FMANU)

MARTINETTI, Irene (Ms./Mme)
Director / *Directrice*

WORLD FOOD PROGRAMME (WFP)
PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL (PAM)

LARSEN, Paul (Mr./M.)
Director, Division of external relations / *Directeur, Division des relations extérieures*

* * *

PARLIAMENTARY ASSEMBLIES
ASSEMBLEES PARLEMENTAIRES

AFRICAN PARLIAMENTARY UNION (APU)
UNION PARLEMENTAIRE AFRICAINE (UPA)

CHEROUATI, Samir (Mr./M.)
Administrator / *Administrateur*

ARAB INTER-PARLIAMENTARY UNION
UNION INTERPARLEMENTAIRE ARABE

BOUCHKOUJ, Noureddine (Mr./M.)
Secretary General / *Secrétaire général*
MOKAYES, Ahmad (Mr./M.)
Director of Inter-Parliamentary Relations / *Directeur des relations interparlementaires*

**COMMONWEALTH PARLIAMENTARY ASSOCIATION (CPA)
ASSOCIATION PARLEMENTAIRE DU COMMONWEALTH**

KIGODA, Abdalah Omar (Mr./M.)

Member of the National Assembly of Tanzania / *Membre de l'Assemblée nationale de la Tanzanie*

SHIJA, William Ferdinand (Mr./M.)

Secretary General / *Secrétaire général*

KADEBE, Méchad (Mr./M.)

Secretariat of the National Assembly / *Secrétariat de l'Assemblée nationale*

**EUROPEAN PARLIAMENTARIANS FOR AFRICA (AWEPA)
PARLEMENTAIRES EUROPEENS POUR L'AFRIQUE**

TUOK, Ben (Mr./M.)

Member of the National Assembly of South Africa / *Membre de l'Assemblée nationale de l'Afrique du Sud*

**MAGHREB CONSULTATIVE COUNCIL
CONSEIL CONSULTATIF MAGHREBIN**

EL AFIF CHAIBOUB, Mohamed (Mr./M.)

President / *Président*

**PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE BLACK SEA ECONOMIC CO-OPERATION (PABSEC)
ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE POUR LA COOPERATION ECONOMIQUE DE LA MER NOIRE**

ROGIN, Marius (Mr./M.)

Head of the permanent delegation of the Parliament of Romania to the PABSEC / *Chef de la délégation permanente du Parlement de la Roumanie auprès de la PABSEC*

* * *

DIPLOMATIC CORPS - CORPS DIPLOMATIQUE

BANGLADESH

MUSTAFIZUR, Rahman (Mr./M.)

Minister, Permanent Mission of
Bangladesh in Geneva/ *Ministre, Mission
permanente du Bangladesh à Genève*

FAIYAZ MURSHID, Kazi (Mr./M.)

First Secretary / *Premier Secrétaire*

BELARUS

USOLTSEV, A. (Mr./M.)

Adviser / *Conseiller*

COUNCIL OF THE EUROPEAN UNION - CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE

HORVATHOVA, Ivana (Ms./Mme)

Adviser / *Conseillère*

JACQUIN, Renaud (Mr./M.)

Adviser / *Conseiller*

GHANA

BALOGUN, Hakeem (Mr./M.)
Adviser / *Conseiller*

IRAQ

AL-GAILANI, Ahlam (Mrs./Mme)
Adviser / *Conseillère*

AL-QAISI, Wisam (Mr./M.)
Adviser / *Conseiller*

JAPAN - JAPON

KITAJIMA, Shinichi (Mr./M.)
Ambassador, Permanent Representative
of Japan in Geneva
*Ambassadeur, Représentant permanent
du Japon à Genève*

TAKASE, Yasushi (Mr./M.)
Minister / *Ministre*

KONUMA, Shiro (Mr./M.)
Adviser / *Conseiller*

GOTO, Fumihiko (Mr./M.)
Second Secretary / *Deuxième Secrétaire*

KAZAKHSTAN

MADIMAR, Muratbek (Mr./M.)
Permanent Mission of
Kazakhstan in Geneva
*Mission permanente du Kazakhstan à
Genève*

MOZAMBIQUE

DENGO, Juvenal Arcanjo (Mr./M.)
Permanent Mission of
Mozambique in Geneva
*Mission permanente du Mozambique à
Genève*

TUNGADZA, Miguel Raúl (Mr./M.)
Permanent Mission of
Mozambique in Geneva
*Mission permanente du Mozambique à
Genève*

NEPAL

BHATTARAI, Dinesh (Mr./M.)
Ambassador, Permanent Representative
of Nepal in Geneva
*Ambassadeur, Représentant permanent
du Népal à Genève*

BHATTARAI, Ravi (Mr./M.)
Minister Counsellor, Permanent Mission
of Nepal in Geneva
*Ministre conseiller, Mission permanente
du Népal à Genève*

NETHERLANDS - PAYS-BAS

LEYENAAR, Peter (Mr./M.)
Minister, Permanent Mission of the
Netherlands in Geneva
*Ministre, Mission permanente des
Pays-Bas à Genève*

NICARAGUA

ROBELO RAFFONE, Carlos (Mr./M.)
Ambassador, Permanent Representative
of Nicaragua in Geneva
*Ambassadeur, Représentant permanent
du Nicaragua à Genève*

RWANDA

KAYITAYIRE, Alphonse (Mr./M.)
Permanent Mission of Rwanda
in Geneva
*Mission permanente du Rwanda
à Genève*

SRI LANKA

JAYATILLEKA, Dayan (Mr./M.)
Ambassador, Permanent Representative
of Sri Lanka in Geneva
*Ambassadeur, Représentant permanent
de Sri Lanka à Genève*

JAUHAR, U.L.M.
Minister / *Ministre*

THAILAND - THAILANDE

PHUANGKETKEOW, Sihasak (Mr./M.)
Ambassador, Permanent Representative
of Thailand in Geneva
*Ambassadeur, Représentant permanent
de la Thaïlande à Genève*

ISARABHAKDI, Vijavat (Mr./M.)
Ambassador, Deputy Permanent
Representative of Thailand in Geneva
*Ambassadeur, Représentant permanent
adjoint de la Thaïlande à Genève*

CHARNBHUMIDOL, Pitchayaphant
(Mr./M.)
Minister Counsellor / *Ministre Conseiller*

MUNGKALARUNGS, Tanyarat
(Ms./Mme)
First Secretary / *Première Secrétaire*

PRADITSARN, Netithorn (Mr./M.)
First Secretary / *Premier Secrétaire*

ZAMBIA - ZAMBIE

MWAPE, Darlington (Mr./M.)
Ambassador, Permanent Representative
of Zambia in Geneva
*Ambassadeur, Représentant permanent
de la Zambie à Genève*

MAWERE, Abdon (Mr./M.)
First Secretary / *Premier Secrétaire*

ADVISERS FOLLOWING THE WORK OF THE PARLIAMENTARY CONFERENCE
CONSEILLERS SUIVANT LES TRAVAUX DE LA CONFERENCE PARLEMENTAIRE

BRAZIL- BRESIL

TIMOSSI, Adriano José (Mr./M.)
Secretary / *Secrétaire*

Advisor, Economic Development South South Cooperation *Conseiller,
Coopération Sud-Sud pour le développement économique*

GERMANY - ALLEMAGNE

MADER, Simon (Mr./M.)
Secretary / *Secrétaire*

Public Relations, German Green Party
Relations publiques, Parti vert

KUWAIT - KOWEIT

AL-KANDARI, Allam (Mr./M.)

Secretary General / *Secrétaire général*

AL-ABDULJADER, Nasser (Mr./M.)
Secretary / *Secrétaire*

AL-WEHAIB, Tawfeeq Saud (Mr./M.)
Secretary / *Secrétaire*